



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 27 MAI 2025
GEMEENTERAAD VAN 27 MEI 2025

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents	Nadia El Yousfi, <i>Présidente/Voorzitster</i> ;
Aanwezig	Charles Spapens, <i>Le Bourgmestre/De Burgemeester</i> ; Alain Mugabo Mukunzi, Simon De Beer, Françoise Père, Oumnia Berrahal, Saïd Tahri, Fatima Zohra El Omari, Jacyara Farias de Azevedo, Flo Flamme, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Marc Loewenstein, Ahmed Ouartassi, Mariam El Hamidine, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Séverine De Laveleye, Maud De Ridder, Francis Dagrín, Stéphane Peycker, Dominique Gillard, Liesbeth Goossens, Zakaria Yaakoubi, Gilles Martin, Rokia Bamba, Margaux Aggujaro, Eitan Bergman, Elvis Kola, Sébastien Gillard, Charles-Bernard Potelle, Rizalva dos Santos Deville, Sophie Michez, Antoine Lebessis, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Hilde De Visscher, <i>Secrétaire communale/Gemeentesecretaris</i> .
Excusés	Marc-Jean Ghysseles, Alitia Angeli, Michel Claise, Teresa Vetter, Marie Poulaert, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .
Verontschuldigd	

Ouverture de la séance à 19:45
Opening van de zitting om 19:45

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Madame Liesbeth Goossens est désignée par le sort pour voter la première aux votes par appel nominal.

Mevrouw Liesbeth Goossens wordt bij loting aangeduid om als eerste te antwoorden bij stemmingen bij naamafroeping.

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

- 1 Interpellation citoyenne relative à la suppression massive de place de stationnement sur l'avenue Van Volxem (Tronçon entre Bd Van Haelen et Wielemans Ceuppens).**

Burgerinterpellatie over de massale schrapping van parkeerplaatsen op de Van Volxelaan (gedeelte tussen de Van Haelen- en de Wielemans Ceuppenslaan).

Le citoyen fait un préambule à la lecture de son interpellation et y parle de ce que les gens lui répondent dans la rue quand il leur explique sa démarche : on est derrière vous mais ça ne sert à rien (pour 70%), j'ai peur des représailles (de la part des commerçants). Il explique que quand on entend ça dans une commune où on prône la participation des citoyens, il y a un problème.

Intervention de Mr PIERRE DE PERMENTIER :

Je remercie, au nom du groupe MR+Défi, de mettre à nouveau ce sujet sur la table du conseil communal. Nous avons nous-mêmes mis ce sujet à maintes reprises depuis de nombreuses années. Nous avons dénoncé les nombreuses suppressions de places de stationnement sans discernement ni concertation en ne tenant pas compte des besoins des riverains. Au-delà de l'objectif du nombre de place à supprimer, il faut tenir compte de la réalité des Forestois qui tournent des heures avant de trouver une place pour se garer. Proposer des places de compensation à un ou deux kilomètres, ce n'est pas de la compensation, ce n'est pas tenir compte de la sécurité de certains et singulièrement certaines. Chacun doit être libre de pouvoir choisir le mode de transport qui lui convient. Chaque usager doit être respecté et cela passe par des mesures objectives et concertées, pas comme ce qu'il s'est passé lors de la législature précédente. D'ailleurs, Ecolo a largement été sanctionné aux dernières élections et j'ai l'impression qu'on ne tire pas les leçons du passé.

Intervention de Mr PEYCKER :

Merci aux citoyens pour leur interpellation claire et légitime.

Oui, la suppression soudaine de nombreuses places avenue Van Volxem pose question.

Oui, elle a un impact concret sur le quotidien de nombreux riverains.

Et non, cette décision ne peut être prise sans explication ni concertation.

Les Engagé.e.s croient à une mobilité durable et inclusive

Cela veut dire reconnaître toutes les mobilités, y compris celles des automobilistes qui n'ont pas d'alternative.

Changer la méthode, c'est possible.

Associer, expliquer, équilibrer, c'est ce que nous demandons et c'est ce qui suscitera l'adhésion.

Intervention de Mr DAGRIN :

Merci aux auteurs de cette interpellation citoyenne, et pour la présence de Forestoises et Forestois dans le public du Conseil communal. L'interactivité avec les citoyens ne fera qu'enrichir la démocratie dans notre commune.

Je me sens concerné par cette interpellation, en effet, depuis les années 90, j'habite un appartement juste à côté de l'épicerie Chez Boubas à l'angle Van Volxem et Van Haelen que vous connaissez certainement très bien, mais surtout, j'ai une voiture sans garage. J'ai connu une époque où il n'était pas trop difficile de trouver une place de stationnement dans le quartier. Mais cela n'est plus le cas actuellement, surtout en soirée et la nuit. D'une part, le nombre d'emplacements de parking ne cesse de se réduire depuis trente ans, et d'autre part, le nombre d'habitants a fortement augmenté suite à la construction de nouveaux logements dans le quartier, en particulier au début du boulevard de la deuxième armée britannique. Il m'arrivait dans le passé de me garer dans ce boulevard lorsque, le soir, il n'y avait plus de place dans notre quartier, maintenant, c'est impossible. Et comme vous le dites dans votre texte, trouver une place est devenu un calvaire. Je pense que la journée, la situation est plus ou moins acceptable, mais le soir, c'est effectivement devenu impossible.

Lorsqu'on rentre chez soi, après une journée de boulot, il est particulièrement énervant de tourner en rond durant une demi-heure, voir trois-quarts d'heure pour trouver une place de stationnement. Et on repasse deux ou trois fois dans les mêmes rues avec l'espoir un peu vain qu'une place se libère. Dans notre quartier, le plus énervant s'est de passer devant les parkings

du magasin Lidl qui sont sous utilisés durant les heures de fermetures. Le PTB appelle à mutualiser, en rendant accessible aux habitants du quartier, ces parkings de grands magasins et d'entreprises qui ne sont pas utilisés durant une partie de la journée ou des weekends, cela fait partie de notre programme pour la région. Cette possibilité est déjà d'application dans certains quartiers de la région.

J'attends avec impatience les réponses du collègue à votre interpellation. Trouver une solution pour tous les usagers de la voie public n'est pas facile. Je prends quotidiennement les transports en commun, mais pour les rendre attractifs, nous demandons de gros efforts en termes de confort, de places assises, pour cela il faut augmenter les fréquences, il faut aussi agir sur le prix et sur la sécurité. Si on veut diminuer le nombre de voitures dans la région, il faudra rendre attrayant les transports en commun, et présenter de bonnes alternatives aux automobilistes, et ce n'est pas le cas aujourd'hui.

Voitures ou vélos, nous avons tous besoin de stationner notre moyen de locomotion en toute sécurité, pour cela l'espace public doit être partagé afin d'optimiser toutes les possibilités. Ce n'est pas une tâche simple à planifier, souvent il y a des contradictions entre les uns et les autres. Mais l'exercice doit être fait.

Intervention de Mr MARTIN :

Merci aux nombreux citoyens présents, c'est toujours vivifiant et interpellant de vous écouter.

À Forest, la mobilité ne doit pas opposer les citoyens entre eux. Le PS défend une vision équilibrée, qui respecte les besoins de chacun : piétons, cyclistes, usagers des transports en commun et automobilistes.

En donnant la priorité toujours à un point essentiel dans notre vision de la mobilité: protéger les usagers les plus faibles et les plus exposés.

Nous savons que beaucoup d'habitants s'inquiètent de voir disparaître des places de stationnement, sans solutions alternatives concrètes. Nous sommes conscients de ce problème.

Notre objectif n'est pas de « chasser » la voiture, mais de réduire les usages inutiles, tout en accompagnant celles et ceux qui en ont besoin au quotidien : familles, personnes âgées, indépendants, travailleurs.

- Les automobilistes ne sont pas les ennemis de la mobilité durable : ils font partie de la réalité de la commune.

Avec une pensée particulière pour les commerçants qui sont souvent aussi impactés par les changements d'habitude de mobilité dans la commune.

Notre groupe sera vigilant à étudier et développer des solutions de stationnement hors voirie

- Nous allons travailler, quartier par quartier, à identifier les possibilités de création de parkings hors voirie : dans des bâtiments publics, des parkings souterrains, des friches, ou en collaboration avec des partenaires privés, comme cela a été fait dans d'autres communes ou ici avec l'exemple du Foyer du SUD.

Je prends note de vos appels à une meilleure participation d'un point de vue démocratique et de participation.

Intervention de Mme GOOSSENS :

Chers concitoyens, Chers Forestois, Chers voisins,

Merci d'être là ce soir, et merci aussi pour votre mobilisation à travers cette interpellation citoyenne. C'est important d'utiliser les outils de dialogue que notre démocratie locale met à disposition pour faire entendre vos préoccupations.

Moi-même habitante de l'avenue Van Volxem – entre Union et Wiels – je ressens directement, comme vous, l'impact que peuvent avoir les décisions d'aménagement sur notre quotidien.

L'espace public, on le partage tous : piétons, cyclistes, usagers des transports en commun, automobilistes, résidents, visiteurs... Et comme cet espace est limité, on doit faire des choix. Chercher le bon équilibre.

L'avenue Van Volxem, qui est une voirie régionale, est l'une des rues les plus fréquentées de la commune.

Tous les modes de transport y cohabitent. Il faut donc veiller à ce que cette cohabitation soit à la fois fluide et sûre.

Pour le Collège communal, et pour mon groupe Ecolo-Groen, cet équilibre repose sur trois priorités : la sécurité, l'accessibilité et la durabilité. Ce sont nos repères dans chaque dossier, dans chaque aménagement.

Et non, nous ne partons pas de "prétextes". Dire le contraire ne facilite ni le dialogue, ni la collaboration, qui sont pourtant indispensables.

Les aménagements mis en place à l'angle de l'avenue Van Volxem et du boulevard Guillaume Van Haelen par exemple, ont nettement renforcé la sécurité, la cohabitation entre automobilistes et cyclistes, et amélioré la visibilité des passages piétons. C'est un carrefour très fréquenté, notamment par des familles.

Ce sont des enjeux très concrets, qui concernent tout le monde.

Nous sommes conscients que de tels aménagements ont un impact sur les usagers, et que comme tout changement, cela peut occasionner des modifications dans les habitudes, avec leurs lots d'inconfort et parfois de stress.

Mais les aménagements dont vous parlez ne sont pensés ni pour un seul mode de transport, ni contre un autre. Ils visent à répondre à des besoins bien réels : plus de sécurité, une meilleure qualité de vie, et une transition nécessaire dans un quartier très dense, avec beaucoup de passage.

Et comme vous, j'attends avec intérêt les réponses de l'échevine Flo Flamme et du bourgmestre, Monsieur Spapens, qui reviendront en détail sur les points que vous avez soulevés dans votre interpellation.

Réponse de Mr SPAPENS :

J'habite également avenue Van Volxem et connais donc très bien ce tronçon. Je connais tous les emplacements que vous montrez. Je pense qu'il y a un amalgame qui a été fait . Le travail de Bruxelles Mobilité a été fait par un sous-traitant. Nous sommes en contact avec eux parce qu'il y a des choses étonnantes qui ont été faites. Concernant les emplacements que vous citez, certains, comme ceux en face du Lidl, sont, à ma connaissance là depuis 2013. On les révoque ici parce que Bruxelles Propreté n'a pas remis directement les infrastructures.

Nous sommes opposés à des suppressions inutiles de places de parking. Nous défendons un plan de sécurité routière et il est vrai qu'aujourd'hui, nous ne souhaitons plus entraver l'espace qui est réservé aux piétons. On est tous piétons à un moment, même les automobilistes. Donc on s'inscrit en faux par rapport aux infrastructures vélo, installées sur les trottoirs et ne permettant pas le passage d'une personne à mobilité réduite.

Le partage de l'espace public est fondamental pour nous. Nous souhaitons des compensations, nous cherchons toujours. Concernant le Lidl, un vrai travail a été fait. C'est passé ici au conseil communal. Une taxe a été décidée pour les parkings privés. Cette taxe tombe à partir du moment où les places de parking sont mises à disposition des habitants. Nous trouvons le montant de la taxe quand même élevé. Nous allons réexaminer cela et s'il faut augmenter le montant on le fera. Dans ce cas précis, le parking est présent, il faut pouvoir le mettre à disposition des riverains.

Je suis très étonné de votre propos concernant les commerçants. J'ai été échevin du commerce

pendant six ans, notre échevin du commerce est attentif à la fois au commerçants et à tous les modes de déplacement. J'ai fait le tour des commerçants. Aube, pour ne pas les citer, étaient directement impliqués. Ils demandaient des arceaux à vélo, une solution a été trouvée. Cet endroit était vraiment accidentogène, c'est vrai qu'il y a des suppressions de places mais son réaménagement était indispensable en matière de sécurité routière.

Comme je vous l'ai déjà dit, je ne peux pas (et je ne le souhaite pas) m'opposer à la région sur une intervention qui concerne la sécurité routière.

Pour en venir aux autres commerçants, un des problèmes que vous m'avez évoqués, ce sont les terrasses des commerçants. Ces terrasses participent aussi à un contrôle social et à une animation dans la rue. Certaines ont été supprimées, d'autres ont été ajoutés. C'est une réflexion qu'on doit avoir de l'espace public. A Forest, on prend comme logique les terrasses saisonnières pour permettre tout ça.

Un travail a été fait par Bruxelles Mobilité concernant des choses qui ont été mal faites. Le marquage n'a pas été fait conformément aux plans que nous avons reçus. Il y a effectivement des situations absurdes où effectivement, il n'y a pas la place pour mettre une voiture. On travaille là-dessus et on sera toujours à l'écoute.

Cependant, nous sommes une commune où la population croît. Nous devons laisser des espaces clairs pour les piétons. La population cycliste augmente aussi et nous devons, en tant que commune, se battre pour les usagers faibles, pour les usages des transports en commun et maintenir, si possible en voirie des places de stationnement.

Réponse de Mme FLAMME :

Je sais que certains d'entre vous ont été surpris voir inquiets par les changements récents dans votre rue et le comprends très bien.

L'espace public est une chose qu'on partage et qu'on vit au quotidien. Quand celui-ci est modifié, ça peut bousculer les habitudes. C'est pourquoi il me semble important d'expliquer ici ce qui a été fait, dans quel cadre et pourquoi.

L'intervention dont il est question ici a été réalisé par Bruxelles mobilité au mois de mars dernier. Il s'agissait à la base d'un chantier de réasphaltage mais qui a été accompagné de quelques ajustements s pour renforcer la sécurité routière, en particulier pour les piétons et les cyclistes. Ce sont les aménagements pratiques validés par la cellule sécurité routière de Bruxelles mobilité. et réalisés en accord avec la commune. Ils s'inscrivent dans une démarche plus large pour rendre nos routes plus sûres et plus lisibles pour tous les usagers. Comme le Bourgmestre l'a dit, ils ont commis des erreurs et nous avons tout de suite eu une discussion avec Bruxelles mobilité pour demander de rectifier toutes les erreurs dont les aménagements concernés. Concrètement, certains aménagements ont eu pour effet la suppression de plusieurs emplacements des stationnements. Devant les numéros 335 et 337 et 261 et 263 quatre places ont été retirées. Elles étaient non conformes car trop proches des passages piéton et de feux de signalisation. Le code de la route interdit en effet de stationner dans les cinq mètres précédents un passage piéton et dans les vingt mètres précédents un feu. Il s'agit donc ici d'une mise en conformité tout en renforçant la visibilité et la sécurité à ces endroits très sensibles. Quant à l'emplacement qui était tout à fait légal certaines suppressions ont été rendus nécessaires pour permettre des engagements concrets en faveur de la sécurité. Côté pair, deux places ont été retirées devant le numéro 330 et 332 afin de pouvoir installer un ralentisseur juste avant la partie de la berme centrale. Ce ralentisseur a pour but de réduire la vitesse à cet endroit clé et ainsi de mieux protéger les usagers vulnérables Côté impair, entre les numéros 221 et 239 , dix autres emplacements ont été supprimés dont trois qui étaient réservés aux livraisons et qui étaient disponibles après une certaine heure. Cette intervention permet aujourd'hui d'assurer une continuité claire et sécurisée pour les cyclistes et poser un ralentisseur afin de renforcer la sécurité et les traversées piétonnes notamment vers l'arrêt de tram toute proche. Les garages situés numéro 221 et 239 restent bien accessibles à leur propriétaires. Donc, au total ces aménagements ont entraîné la suppression de 12 places de stationnement mais ils ont aussi permis de rendre l'espace public plus lisible plus sûr et mieux adaptés aux des déplacements actifs. Tout cela correspond à des ajustements ciblés décidés pour des raisons bien précises. Améliorer la sécurité, respecter les règles du code de la route et assurer une certaine cohérence

dans les aménagements. Je comprends que sur le terrain cela puisse parfois donner l'impression qu'on a supprimé beaucoup plus et c'est pour ça que les chiffres ont été vérifiés avec le service et que les plans validés par Bruxelles mobilité sont tout à fait disponibles si vous souhaitez les consulter

Concernant la question du stationnement de manière plus générale, je comprends bien le souhait de vouloir se garer au plus près de chez soi. Cependant, dans un contexte urbain comme celui de Forest, on ne peut pas garantir une place devant chaque porte. La carte riverain à 30 € par an permet de stationner dans toutes les zones résidentielles à Forest mais elle n'est pas, et n'a jamais été une garantie de place individuelle. Notre rôle comme commune et d'organiser l'espace pour encourager les rotations, limiter les voitures ventouses et développer des alternatives hors voirie comme Mr le bourgmestre l'a expliqué. Il y a les parkings riverains gérés par Parking Brussels. Ils sont accessibles pour un prix inférieur à celui du marché.

Pour donner un aperçu global, en 2024, environs 2500 cartes riverains ont été délivrées à Forest.

la commune compte environ 14 300 places en voirie et un peu plus de 11 300 hors voirie. Ce réseau important doit bien sûr être géré avec soin pour rester lisible, équilibré et fonctionnel pour tous. En parallèle, nous investissons aussi dans les solutions qui réduisent la pression à la source. La voiture partagée, par exemple, permet de libérer l'espace tout en garantissant un accès à la voiture quand c'est nécessaire. Une voiture partagée, telle que Cambio, remplace en moyenne 10 à 15 voitures personnelles et touche une trentaine de ménages. C'est pourquoi la commune de Forest accompagne le développement qui s'inscrit dans le dispositif qui s'inclut dans le partage de voitures.

C'est en mettant en place ce type de solutions concrètes qu'on répond aux besoins d'aujourd'hui tout en préparant la ville pour demain.

Et justement puisque l'interpellation est une réponse à des engagements politiques pris en 2012 je pense qu'il est utile de remettre les choses en contexte actuel.

En dix ans, notre réalité a beaucoup évolué à Forest. Aujourd'hui la majorité des ménages ne possède pas de voiture. Et pourtant une grande partie de l'espace public reste encore occupé par des voitures à l'arrêt 90% du temps. On dit souvent que certaines personnes n'ont pas d'autre choix que de prendre la voiture et c'est tout à fait vrai. On oublie parfois peut-être aussi que d'autres n'ont tout simplement pas les moyens d'en avoir une ou choisissent de ne pas en avoir. Eux aussi ont droit à avoir un espace public sûr, accessible et de qualité. Il est de notre responsabilité en tant que commune, collègue, de penser la ville pour tout le monde.

Si on ne fait rien si on ne développe pas des alternatives, si on ne sécurise pas les déplacements à pieds à vélo ou en transport en commun alors on continue à concentrer toute la pression sur les mêmes zones avec toujours plus de voitures et une pression de stationnement qui ne diminue jamais. Et ça, on le voit tous les jours : trottoirs encombrés, passages piéton peu visibles et voitures en double file. Sur l'avenue Van Volxem, la priorité a été donnée à la sécurité de toutes et tous. Il s'agissait de sécuriser une traversée vers un arrêt de tram et de garantir la continuité d'une piste cyclable pour qu'elle soit claire et lisible pour les cyclistes mais aussi pour les automobilistes. Il s'agit aussi d'éviter que les voitures prennent trop de vitesse dans votre rue.

J'espère vraiment que vous pouvez voir il ne s'agit pas seulement de retraits mais bien des aménagements qui ajoutent aussi des possibilités. L'objectif c'est que l'espace fonctionne mieux pour tout le monde sans exclure personne. Avec une vision de l'espace public pensé pour être partagé, pas imposé. J'ai déjà eu l'occasion d'en discuter sur place avec certains d'entre vous et je reste tout à fait disponible pour continuer cet échange que ce soit sur le terrain ou autrement avec celles et ceux qui se qui se le souhaitent dans un respect mutuel.

Merci pour votre attention et pour le dialogue.

Intervention de Mme EL YOUSFI :

Pour rappeler les règles des interpellations citoyennes et ramener le calme dans l'assemblée.

Le Bourgmestre rappelle les moyens pour contacter les membres du collège et les rencontrer. Il propose aussi de venir sur le terrain avec l'échevine.

Réplique du citoyen :

Vous voyez, quand on agit de manière brutale, on obtient ce genre de réaction et moi je trouve ça normal.

Je vais répondre à l'échevine et au bourgmestre. Vous parlez beaucoup de sécurité. Je vous ai envoyé un e-mail où je vous ai demandé de me démontrer le nombre d'accidents qu'il y a eu sur ce tronçon de l'avenue. J'habite cette avenue depuis 27ans. Le seul accident que j'ai encore en tête, c'est une dame qui s'est faite écraser par un tram, pas par une voiture. Donc, quand on parle de sécurité, donnez-moi les chiffres. Je connais zéro accident à cause d'une voiture sur ce tronçon-là.

Vous parlez de quatre places illégales devant un feu de signalisation qui est un passage pour piétons. Apparemment, Bruxelles Mobilité et vous-même ne semblez pas connaître le code de la route. L'article 24.8 dit qu'il est interdit de se stationner à moins de 20 mètres en deçà des signaux lumineux placés au carrefour sauf dérogation communale. Au point 9, c'est la même chose pour les feux de signalisation hors carrefours ; c'est-à-dire celui que vous visez. Le point 11 du même article dit que ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules dont la hauteur ne dépasse pas 1,65m. Cela veut dire que la commune avait le choix de laisser les véhicules se stationner jusqu'au feu rouge. Or, toutes ces places-là ont été supprimées sur vingt mètres.

Quand vous parlez des arceaux., tous les gens qui sont ici sont d'accord pour des arceaux. Si vous nous aviez consultés, on aurait pu vous montrer des endroits où vous mettiez exactement le même nombre d'arceaux et où vous préserviez des places de parking.

Quand j'entends de la part des groupe PS et Ecolo :Groen, on va discuter pour trouver des solutions ça ne va pas, vous nous avez mis devant le fait accompli. Si vous voulez supprimer - toutes les voitures de Bruxelles, ça m'est égal mais préparez-nous ! Donnez-nous le temps de trouver des solutions. Cette manière de faire ne concerne pas que Forest, c'est tout Bruxelles. C'est ça qu'on dénonce ici et qui entraîne la colère des gens.

Vous intervenez dans la vie des gens et vous ne vous rendez pas compte de ce qui se passe. Le nombre de personnes âgées qui nous racontent que leurs enfants et petits-enfants ne viennent plus faute de pouvoir se garer ou de se prendre des redevances.

Vous parlez du Lidl, j'ai parlé avec son patron qui m'a dit que le parking était une propriété privée et qu'il n'était pas question de s'y garer. Je vous signale que le Lidl n'est pas vide. En journée , la moitié du parking est rempli par les navetteurs qui ne trouvent plus de place ailleurs. Le Lidl finira par installer un système pour empêcher cela. Le soir, ce parking est à moitié plein.

Vous ne vous rendez pas compte de l'impact des décisions qui sont prises. Le plus gênant dans tout ça, c'est qu'il n'y a pas de préparation vu qu'on nous parle uniquement de solutions dans l'avenir.

J'ai envie de dire, quelque part, vu que nous payons vos salaires, nous sommes vos patrons, je ne vois pas pourquoi nous ne ferions pas quelque chose d'imprévu dans un conseil communal dans une situation qui est très tendue et nous débattons entre la salle et le Collège.

Réplique de Mr SPAPENS :

Je rappelle qu'on a été élu sur des programmes. Relisez nos programmes, ils sont texto par rapport à ça.

On vous répète qu'on est ouverts à la discussion et à la rencontre. On vous répète qu'on veut trouver des solution et qu'on a mis en place une taxation pour que le Lidl mette ses places à disposition.

Vous savez très bien que nous sommes sur une voirie régionale et qu'en tant que commune, on ne va pas s'opposer aux infrastructures de sécurité. Je vous rappelle aussi qu'il y a des

malfaçons par rapport aux plans qu'on a eus.

De burger leidt de lezing van zijn interpellatie in en heeft het over wat de mensen op straat tegen hem zeggen als hij zijn aanpak uitlegt: we staan achter je, maar het heeft geen zin (voor 70 %), ik ben bang voor represailles (van de handelaars). Hij legt uit dat er een probleem is als je dit hoort in een gemeente die pleit voor burgerparticipatie.

Tussenkomst van de heer PIERRE-DE PERMENTIER

Namens de MR+DéFI-fractie wil ik u bedanken dat u dit onderwerp weer op de tafel van de gemeenteraad heeft gelegd. Wijzelf hebben deze kwestie al jaren meermaals aan de orde gesteld. We hebben de vele lukrake schrappingen van parkeerplaatsen zonder overleg aan de kaak gesteld, waarbij geen rekening is gehouden met de behoeften van de buurtbewoners. Naast de doelstelling van het aantal te schrappen parkeerplaatsen, moeten we rekening houden met de realiteit van de Vorstenaren, die uren rondrijden voor ze een parkeerplaats vinden. Ter compensatie parkeerplaatsen aanbieden die één of twee kilometer verderop liggen is geen compensatie. Dit is geen rekening houden met de veiligheid van sommige mensen en bepaalde in het bijzonder. Iedereen moet vrij zijn om het vervoermiddel te kiezen dat het best bij hem past. Elke gebruiker moet gerespecteerd worden en dat vereist objectieve maatregelen in onderling overleg, niet zoals tijdens de vorige bestuursperiode. Bovendien werd Ecolo-Groen zwaar gestraft tijdens de laatste verkiezingen en ik krijg de indruk dat we geen lessen trekken uit het verleden.

Tussenkomst van de heer PEYCKER

Dank aan de burgers voor hun duidelijke en legitieme interpellatie.

Ja, de plotse schrapping van tal van parkeerplaatsen in de Van Volxemlaan roept vragen op.

Ja, ze heeft een concrete impact op het dagelijks leven van veel buurtbewoners.

En nee, deze beslissing kan niet worden genomen zonder uitleg of overleg.

Les Engagé.e.s geloven in duurzame en inclusieve mobiliteit.

Dit betekent dat alle vormen van mobiliteit erkend worden, ook die van automobilisten die geen alternatief hebben.

Het is mogelijk om de methode te veranderen.

Samenwerken, uitleggen, afwegen: dat is wat we vragen en dat is wat steun zal opleveren.

Tussenkomst van de heer DAGRIN

Dank aan de auteurs van deze burgerinterpellatie, en voor de aanwezigheid van inwoners in het publiek van de Gemeenteraad. Interactiviteit met de burgers zal de democratie in onze gemeente alleen maar verrijken.

Deze interpellatie houdt me bezig omdat ik sinds de jaren 90 in een appartement woon vlak naast de kruidenierswinkel Chez Boubas op de hoek van Van Volxem en Van Haelen, die u vast goed kent, maar vooral, ik heb een auto zonder garage. Er was een tijd dat het niet al te moeilijk was om een parkeerplaats te vinden in de wijk. Maar dat is nu niet meer het geval, vooral 's avonds en 's nachts. Enerzijds is het aantal parkeerplaatsen de afgelopen dertig jaar gestaag afgenomen en anderzijds is het aantal bewoners sterk gestegen door de bouw van nieuwe woningen in de buurt, vooral aan het begin van de Britse Tweedelegerlaan. Vroeger parkeerde ik op deze laan als er 's avonds geen plek meer was in onze wijk, maar nu is dat onmogelijk. En zoals u in uw tekst zegt, is het vinden van een parkeerplaats een beproeving geworden. Ik denk dat de situatie overdag min of meer acceptabel is, maar 's avonds is het effectief onmogelijk geworden.

Als je thuiskomt na een dag werken, is het bijzonder vervelend om een half uur of zelfs drie kwartier rondjes te rijden om een parkeerplaats te vinden. En men moet twee of drie keer door dezelfde straten rijden in de ietwat ijdele hoop dat er een plekje vrijkomt. Het irriterendste bij ons in de wijk is dat je voorbij de parkeerplaatsen van de Lidl-winkel rijdt, die tijdens de sluitingsuren te weinig worden gebruikt. De PVDA roept op om de parkeerplaatsen van warenhuizen en bedrijven die een deel van de dag of in het weekend niet gebruikt worden, te delen en toegankelijk te maken voor omwonenden, als onderdeel van ons programma voor het Gewest. Deze optie wordt al gebruikt in sommige wijken in het Gewest.

Ik ben benieuwd naar het antwoord van het College op uw interpellatie. Een oplossing vinden voor alle weggebruikers is niet eenvoudig. Ik maak elke dag gebruik van het openbaar vervoer, maar om het aantrekkelijk te maken vragen we een grote inspanning op het gebied van comfort en zitplaatsen. Daarvoor moeten we de frequentie verhogen, en we moeten ook actie ondernemen op het gebied van tarieven en veiligheid. Als we het aantal auto's in het Gewest willen verminderen, zullen we het openbaar vervoer aantrekkelijk moeten maken en goede alternatieven moeten bieden voor automobilisten, wat nu niet het geval is.

Auto's of fietsen, we moeten allemaal onze verplaatsingsmiddelen veilig kunnen parkeren, dus de openbare ruimte moet worden gedeeld om alle mogelijkheden te optimaliseren. Het is niet eenvoudig te plannen en er zijn vaak tegenstrijdigheden tussen de verschillende betrokken partijen. Maar het moet gebeuren.

Tussenkomsst van de heer MARTIN

Dank aan de vele aanwezige inwoners. Het is altijd verfrissend om naar u te luisteren en het stemt tot nadenken.

In Vorst mag mobiliteit inwoners niet tegen elkaar opzetten. De PS verdedigt een evenwichtige visie die de noden van iedereen respecteert: voetgangers, fietsers, gebruikers van het openbaar vervoer en automobilisten.

We geven altijd voorrang aan een belangrijk punt in onze visie op mobiliteit: het beschermen van de zwakste en meest blootgestelde gebruikers.

We weten dat veel bewoners zich zorgen maken over het verdwijnen van parkeerplaatsen, zonder concrete alternatieve oplossingen. We zijn ons bewust van dit probleem.

Ons doel is niet om auto's te 'verdrijven', maar om onnodig gebruik te verminderen en tegelijkertijd diegenen te ondersteunen die hem dagelijks nodig hebben: gezinnen, ouderen, zelfstandigen, werknemers.

- Automobilisten zijn niet de vijand van duurzame mobiliteit: ze maken deel uit van de realiteit van onze gemeente.

Met speciale aandacht voor de handelaars, die vaak ook de gevolgen ondervinden van de veranderende mobiliteitsgewoonten in de gemeente.

Onze fractie zal waakzaam zijn bij het bestuderen en uitwerken van oplossingen voor parkeren buiten de openbare weg.

- We gaan wijk per wijk bekijken welke mogelijkheden er zijn om parkeerplaatsen buiten de openbare weg aan te leggen: in openbare gebouwen, ondergrondse parkeergarages, braakliggende terreinen of in samenwerking met privépartners, zoals in andere gemeenten of hier met het voorbeeld van de Zuiderhaard.

Ik neem nota van uw oproep tot meer inspraak vanuit democratisch en participatief oogpunt.

Tussenkomsst van mevrouw GOOSSENS

Beste medeburgers, beste Vorstenaren, beste burens,

Bedankt voor uw aanwezigheid hier vanavond en bedankt ook voor uw medewerking aan deze burgerinterpellatie. Het is belangrijk om gebruik te maken van de instrumenten van dialoog die

onze lokale democratie biedt om uw zorgen te laten horen.

Als inwoner van de Van Volxemlaan - tussen Union en Wiels - voel ik net als u rechtstreeks de impact die beslissingen voor de inrichting kunnen hebben op ons dagelijks leven.

We delen allemaal de openbare ruimte: voetgangers, fietsers, gebruikers van het openbaar vervoer, automobilisten, bewoners, bezoekers, ... En omdat die ruimte beperkt is, moeten we keuzes maken. Het juiste evenwicht vinden.

De Van Volxemlaan, een gewestweg, is een van de drukste straten van de gemeente.

Alle vervoermiddelen maken er gebruik van. We moeten er dus voor zorgen dat dit samengaan vlot en veilig verloopt.

Voor het College en voor mijn fractie Ecolo-Groen is dit evenwicht gebaseerd op drie prioriteiten: veiligheid, toegankelijkheid en duurzaamheid. Dat zijn onze maatstaven in elk dossier, bij elke ontwikkeling.

En nee, we gaan niet uit van 'voorwendsels'. Het tegendeel beweren vergemakkelijkt de dialoog en samenwerking niet die onontbeerlijk zijn.

De aanpassingen op de hoek van de Van Volxemlaan en de Guillaume Van Haelenlaan hebben bijvoorbeeld de veiligheid en het samengaan van automobilisten en fietsers aanzienlijk versterkt en de zichtbaarheid van de voetgangersoversteekplaatsen verbeterd. Dit is een kruispunt waar zeer veel mensen komen, vooral gezinnen.

Dit zijn zeer concrete kwesties die iedereen aangaan.

We zijn ons ervan bewust dat dergelijke aanpassingen gevolgen hebben voor de weggebruikers en dat ze, zoals elke verandering, kunnen leiden tot veranderingen in gewoonten, met alle ongemakken en soms stress van dien.

Maar de aanpassingen waar u het over heeft, zijn niet ontworpen voor de ene vervoerswijze of tegen de andere. Ze zijn bedoeld om aan zeer reële behoeften te voldoen: meer veiligheid, een betere levenskwaliteit en een noodzakelijke transitie in een zeer dichtbevolkte buurt met veel verkeer.

En net als u wacht ik met belangstelling op de antwoorden van de schepen, Flo Flamme, en de burgemeester, de heer Spapens, die dieper zullen ingaan op de punten die u in uw interpellatie aan de orde stelt.

Antwoord van de heer SPAPENS

Ik woon ook aan de Van Volxemlaan, dus ik ken dit stuk weg heel goed. Ik ken alle parkeerplaatsen die u toont. Ik denk dat er verwarring is. Het werk van Brussel Mobiliteit werd uitgevoerd door een onderaannemer. We hebben contact met hen omdat er een aantal vreemde dingen zijn gedaan. Wat betreft de parkeerplaatsen die u noemt: sommige daarvan, zoals die tegenover de Lidl, zijn er voor zover ik weet al sinds 2013. We brengen ze hier opnieuw ter sprake omdat Net Brussel de infrastructuur niet rechtstreeks heeft overgedragen.

Wij zijn tegen het onnodig schrappen van parkeerplaatsen. We verdedigen een verkeersveiligheidsplan en het klopt dat we vandaag de ruimte voor voetgangers niet langer willen belemmeren. We zijn op een gegeven moment allemaal voetgangers, zelfs automobilisten. We zijn het dus niet eens met het idee van fietsinfrastructuur op trottoirs waardoor een persoon met beperkte mobiliteit niet kan passeren.

Het delen van de openbare ruimte is voor ons van fundamenteel belang. We willen graag compensatie, en we zijn nog steeds op zoek. Wat de Lidl betreft is er heel wat werk verricht. Het is door de gemeenteraad goedgekeurd. Er is besloten tot een belasting voor privéparkeerplaatsen. Deze belasting geldt vanaf het moment dat de parkeerplaatsen beschikbaar worden gesteld voor bewoners. We vonden de belasting wel hoog. We zullen dit opnieuw bekijken en als we het bedrag moeten verhogen, zullen we dat doen. In dit specifieke geval is er een parking en die moeten we ter beschikking kunnen stellen aan omwonenden.

Ik ben erg verbaasd over wat u zei over de handelaars. Ik ben zes jaar schepen van Handel geweest en onze schepen van Handel heeft aandacht voor zowel de handelaars als voor alle vervoerswijzen. Ik heb de handelaars bezocht. Aube was er bijvoorbeeld rechtstreeks bij betrokken. Ze vroegen om fietsbogen en er is een oplossing gevonden. Het was echt een plaats waar veel ongevallen gebeurden en het klopt dat er een aantal parkeerplaatsen zijn geschrapt, maar de herinrichting ervan was essentieel in verband met de verkeersveiligheid.

Zoals ik al zei, kan (en wil) ik me niet verzetten tegen het Gewest als het gaat om verkeersveiligheid.

Wat betreft de andere handelaars, een van de problemen die u noemde waren hun terrassen. Deze terrassen dragen ook bij aan de sociale controle en brengen leven op straat. Sommige zijn verwijderd, andere zijn toegevoegd. Het is iets waarover we moeten nadenken in termen van openbare ruimte. In Vorst is er de logica van seizoensterrassen om dit allemaal mogelijk te maken.

Mobiel Brussel heeft gewerkt aan zaken die slecht zijn gedaan. De markering is niet uitgevoerd volgens de plannen die we hadden ontvangen. Er zijn effectief absurde situaties waarbij er inderdaad geen ruimte is om een auto te parkeren. Daar werken we aan en we zullen altijd bereid zijn om te luisteren.

We zijn echter een gemeente met een groeiende bevolking. We moeten vrije ruimte laten voor voetgangers. Het aantal fietsers neemt ook toe en als gemeente moeten we opkomen voor zwakke weggebruikers, voor het gebruik van het openbaar vervoer en, indien mogelijk, parkeerplaatsen op straat behouden.

Antwoord van mevrouw FLAMME

Ik weet dat sommigen van u verrast en zelfs bezorgd zijn vanwege de recente wijzigingen in uw straat, en ik begrijp dat volkomen.

De openbare ruimte is iets wat we dagelijks delen en ervaren. Als die wordt veranderd, kan dat gewoonten verstoren. Daarom denk ik dat het belangrijk is om hier uit te leggen wat er is gedaan, in welke context en waarom.

De interventie in kwestie werd afgelopen maart uitgevoerd door Brussel Mobiliteit. Het waren eigenlijk herasfalteringswerken, maar ze gingen gepaard met een aantal aanpassingen om de verkeersveiligheid te verbeteren, vooral voor voetgangers en fietsers. Dit zijn de praktische aanpassingen die zijn goedgekeurd door de cel Verkeersveiligheid van Brussel Mobiliteit en die in overleg met de gemeente zijn uitgevoerd. Ze maken deel uit van een ruimere aanpak om onze wegen veiliger en overzichtelijker te maken voor alle weggebruikers. Zoals de burgemeester zei, hebben ze fouten gemaakt en we hebben onmiddellijk een gesprek gehad met Brussel Mobiliteit om hen te vragen alle fouten recht te zetten, waaronder de desbetreffende aanpassingen. In de praktijk hebben een aantal aanpassingen geleid tot het schrappen van verschillende parkeerplaatsen. Voor de nummers 335 en 337 en 261 en 263 zijn vier parkeerplaatsen verwijderd. Ze voldeden niet aan de voorschriften omdat ze te dicht bij zebrapaden en verkeerslichten lagen. Het verkeersreglement verbiedt parkeren binnen vijf meter van zebrapaden en binnen twintig meter van verkeerslichten. Het doel is dus om de naleving te garanderen en tegelijkertijd de zichtbaarheid en veiligheid op deze zeer gevoelige locaties te verbeteren. Wat betreft de parkeerplaats die volkomen legaal was, zijn bepaalde schrappingen noodzakelijk om concrete toezeggingen te kunnen doen ten gunste van de veiligheid. Aan de even zijde werden twee parkeerplaatsen voor de nummers 330 en 332 geschrapt om een verkeersdrempel te kunnen plaatsen net voor de middenberm. Het doel van deze verkeersdrempel is om de snelheid op dit belangrijke punt te verminderen en zo kwetsbare weggebruikers beter te beschermen. Aan de oneven zijde, tussen de nummers 221 en 239, zijn nog tien andere parkeerplaatsen verwijderd, waaronder drie die voorbehouden waren voor leveringen en na een bepaald tijdstip beschikbaar waren. Deze interventie zal nu zorgen voor een duidelijke en veilige doorgang voor fietsers en er wordt een verkeersdrempel geplaatst om de veiligheid te verhogen en de oversteekplaatsen voor voetgangers te verbeteren, met name in de richting van de nabijgelegen tramhalte. De garages aan nummers 221 en 239 blijven toegankelijk voor hun eigenaars. Al met al hebben deze aanpassingen geleid tot het schrappen van 12 parkeerplaatsen, maar ze hebben de openbare ruimte ook overzichtelijker, veiliger en

beter geschikt gemaakt voor actieve verplaatsingswijzen. Dit zijn allemaal gerichte aanpassingen waartoe werd besloten om heel specifieke redenen. De veiligheid verbeteren, de verkeersregels naleven en zorgen voor een zekere samenhang in de inrichtingen. Ik begrijp dat dit op het terrein soms de indruk kan wekken dat er veel meer is geschraapt. Daarom zijn de cijfers gecontroleerd bij de dienst en zijn de door Brussel Mobiliteit gevalideerde plannen beschikbaar als u ze wilt raadplegen.

Wat parkeren in bredere zin betreft, begrijp ik de wens om zo dicht mogelijk bij huis te parkeren. Maar in een stedelijke context zoals die van Vorst kunnen we niet voor elke deur een parkeerplaats garanderen. Met de bewonerskaart van 30 € per jaar kan men parkeren in alle woonwijken in Vorst, maar het is geen garantie op een individuele parkeerplaats, en is dat ook nooit geweest. Onze rol als gemeente is het organiseren van de ruimte om rotaties aan te moedigen, het aantal langdurig geparkeerde auto's te beperken en alternatieven buiten de openbare weg uit te werken, zoals de burgemeester heeft uitgelegd. Er zijn de buurtparkings die worden beheerd door parking.brussels. Ze zijn toegankelijk tegen tarieven die onder de marktprijs liggen.

Om een globaal overzicht te geven: in 2024 werden er ongeveer 2.500 bewonerskaarten afgegeven in Vorst.

De gemeente beschikt over ongeveer 14.300 parkeerplaatsen op de openbare weg en iets meer dan 11.300 parkeerplaatsen buiten de openbare weg. Dit uitgebreide netwerk moet natuurlijk zorgvuldig beheerd worden om ervoor te zorgen dat het overzichtelijk, evenwichtig en functioneel blijft voor iedereen. Tegelijkertijd investeren we ook in oplossingen die de druk aan de bron verminderen. Autodelen, bijvoorbeeld, maakt ruimte vrij en garandeert tegelijkertijd toegang tot een auto wanneer dat nodig is. Een deelwagen, zoals Cambio, vervangt gemiddeld 10 tot 15 privévoertuigen en wordt benut door een dertigtal gezinnen. Daarom steunt de gemeente Vorst de uitrol van dit autodeelsysteem.

Door dit soort praktische oplossingen in te voeren, kunnen we voldoen aan de behoeften van vandaag terwijl we de stad voorbereiden op morgen.

En aangezien de interpellatie een reactie is op politieke beloften die in 2012 zijn gedaan, denk ik dat het nuttig is om de dingen in hun huidige context te plaatsen.

De afgelopen tien jaar is er veel veranderd in Vorst. Vandaag heeft de meerderheid van de gezinnen geen auto. En toch wordt een groot deel van de openbare ruimte nog steeds ingenomen door auto's die 90 % van de tijd stilstaan. Er wordt vaak gezegd dat sommige mensen geen andere keuze hebben dan de auto te nemen, en dat is absoluut waar. Maar we vergeten soms dat anderen zich simpelweg geen auto kunnen veroorloven of ervoor kiezen er geen te hebben. Ook zij hebben recht op een veilige, toegankelijke en hoogwaardige openbare ruimte. Het is onze verantwoordelijkheid als gemeente, als College, om de stad voor iedereen in te richten.

Als we niets doen, als we geen alternatieven uitwerken, als we het niet veiliger maken om te stappen, te fietsen of het openbaar vervoer te gebruiken, dan zullen we alle druk blijven concentreren op dezelfde zones, met steeds meer auto's en een parkeerdruk die nooit afneemt. En dat zien we elke dag: gevulde trottoirs, onopvallende zebrapaden en dubbel geparkeerde auto's. Op de Van Volxemlaan werd prioriteit gegeven aan veiligheid voor iedereen. Het doel was om een veilige oversteekplaats te voorzien naar een tramhalte en om de continuïteit van een fietspad te verzekeren zodat het duidelijk en overzichtelijk is voor zowel fietsers als automobilisten. Het gaat er ook om te voorkomen dat auto's te hard door uw straat rijden.

Ik hoop echt dat u kunt zien dat het niet alleen een kwestie is van schrappingen, maar van verbeteringen die ook mogelijkheden toevoegen. Het doel is om de ruimte beter te laten werken voor iedereen zonder iemand uit te sluiten. Met een visie op openbare ruimte die ontworpen is om gedeeld te worden, niet om opgelegd te worden. Ik heb al de gelegenheid gehad om dit ter plekke met sommigen van u te bespreken en ik blijf volledig beschikbaar om dit gesprek voort te zetten, ter plekke of anderszins, met degenen die dat willen, in een geest van wederzijds respect.

Dank u voor uw aandacht en voor de dialoog.

Tussenkomst van mevrouw EL YOUSFI om te herinneren aan de regels voor burgerinterpellaties en de rust in de vergadering te doen weerkeren.

De burgemeester herinnert aan de manieren om contact op te nemen met de leden van het College en af te spreken. Hij stelt ook voor om samen met de schepen ter plaatse te gaan.

Repliek van de burger

Als men brutaal optreedt, krijgt men dit soort reacties en ik denk dat dat normaal is.

Ik ga de schepen en de burgemeester antwoorden. U praat veel over veiligheid. Ik heb u een e-mail gestuurd waarin ik u vroeg mij te laten zien hoeveel ongelukken er op dit stuk van de laan zijn gebeurd. Ik woon al 27 jaar aan deze laan. Het enige ongeluk dat ik me nog kan herinneren was een dame die werd overreden door een tram, niet door een auto. Dus als we het over veiligheid hebben, geef me dan de cijfers. Ik ken nul ongelukken die door een auto zijn veroorzaakt op dat stuk weg.

U hebt het over vier illegale parkeerplaatsen voor een verkeerslicht dat een voetgangersoversteekplaats is. Blijkbaar kennen u en Brussel Mobiliteit het verkeersreglement niet. Artikel 24.8 stelt dat het verboden is om te parkeren op minder dan 20 meter voor de verkeerslichten op de kruispunten, tenzij een afwijking wordt toegestaan door de gemeente. Punt 9 zegt hetzelfde over verkeerslichten buiten de kruispunten, d.w.z. het kruispunt waar u naar verwijst. In punt 11 van hetzelfde artikel staat dat deze bepalingen niet gelden voor voertuigen waarvan de hoogte niet meer dan 1,65 m bedraagt. Dit betekent dat de gemeente de mogelijkheid had om voertuigen tot aan de verkeerslichten te laten parkeren. Al deze parkeerplaatsen zijn echter geschrapt over een afstand van twintig meter.

Alle mensen hier zijn voor fietsbogen. Als u ons had geraadpleegd, hadden we u plaatsen kunnen tonen waar u precies evenveel fietsbogen heeft geplaatst en waar u parkeerplaatsen heeft behouden.

Als ik van de fracties PS en Ecolo-Groen hoor dat we gaan praten om oplossingen te vinden, dan volstaat dit niet: u heeft ons voor een voldongen feit gesteld. Als u van alle auto's in Brussel af wil, vind ik dat prima, maar bereid ons voor! Geef ons de tijd om oplossingen te vinden. Deze manier van doen heeft niet alleen gevolgen voor Vorst, maar voor heel Brussel. Dat is wat we hier aan de kaak stellen en wat de mensen zo boos maakt.

U bemoeit zich met het leven van de mensen en u beseft niet wat er gebeurt. Het aantal ouderen dat ons vertelt dat hun kinderen en kleinkinderen niet meer komen omdat ze niet kunnen parkeren of omdat ze de kosten niet kunnen betalen.

U heeft het over de Lidl: ik heb met de eigenaar gesproken en hij vertelde me dat de parking privé-eigendom was en dat er geen sprake van was om er te parkeren. Ik wil erop wijzen dat de parking van de Lidl niet leeg is. Overdag is de helft van de parking gevuld met pendelaars die nergens anders een plekje kunnen vinden. De Lidl zal uiteindelijk een systeem installeren om dit te voorkomen. 's Avonds is de parking voor de helft gevuld.

U beseft niet wat de gevolgen zijn van de beslissingen die worden genomen. Het vervelendste aan dit alles is dat er geen voorbereiding is, want we hebben het alleen maar over toekomstige oplossingen.

Ik zou willen zeggen dat, gelet op het feit dat wij uw lonen betalen, wij uw bazen zijn. Ik zie niet in waarom we niet iets onverwachts zouden doen tijdens een gemeenteraad in een zeer gespannen situatie en het publiek en het College niet in debat zouden gaan.

Repliek van de heer SPAPENS

Ik wil eraan herinneren dat we gekozen zijn op basis van programma's. Lees onze programma's nog eens. Het staat er letterlijk in.

We herhalen nogmaals dat we openstaan voor gesprekken en ontmoetingen. We herhalen dat we oplossingen willen vinden en dat we een belasting hebben ingevoerd om ervoor te zorgen dat de Lidl zijn parkeerplaatsen ter beschikking stelt.

U weet heel goed dat we op een gewestweg zitten en dat we ons als gemeente niet zullen verzetten tegen veiligheidsinfrastructuur. Ik wil u er ook aan herinneren dat de plannen die we hebben gebreken vertonen.

4 annexes / 4 bijlagen

FINANCES - FINANCIËN

Budget/Règlements taxes - Begroting/belastingreglement

2 Finances – Comptabilité communale – Exercice 2025 – Douzièmes provisoires.

LE CONSEIL,

Vu les articles 241 et 247 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'article 14 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Considérant qu'au 1^{er} juillet 2025, le budget communal pour l'exercice 2025 pourrait ne pas être voté par le conseil communal ou rendu exécutoire par l'administration des pouvoirs locaux ;

DECIDE :

D'autoriser la disposition de trois douzièmes provisoires supplémentaires pour les mois de juillet, août et septembre 2025 ;

Que ces crédits seront utilisés conformément à l'article 14 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement sur la comptabilité communale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Financiën – Gemeentelijke boekhouding – Dienstjaar 2025 – Voorlopige twaalfden.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 241 en 247 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 14 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Overwegende dat de gemeentebegroting voor het dienstjaar 2025 tegen 1 juli 2025 niet kan worden goedgekeurd door de gemeenteraad of uitvoerbaar verklaard door het bestuur der plaatselijke besturen;

BESLIST:

Drie bijkomende voorlopige twaalfden voor de maanden juli, augustus en september 2025 toe te staan;

Dat deze kredieten gebruikt zullen worden overeenkomstig artikel 14 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Intervention de Mr PEYCKER :

Nous avons déjà interpellé sur ce même sujet en mars. Et ce qui suit ressemble fortement presque mot pour mot à notre précédente intervention.

L'octroi de trois douzièmes provisoires supplémentaires, pour juillet, août et septembre 2025, est une mesure exceptionnelle u moins, c'est ce que nous espérons.

Nous ne nous opposerons pas à cette décision. Car priver la commune de ses moyens de fonctionnement serait irresponsable.

Mais il est important d'en rappeler les causes et les conséquences : Nous sommes le 27 mai, et le budget communal 2025 n'a toujours pas été voté, ni rendu exécutoire. Nous continuons à naviguer à vue. Et cela reste préoccupant.

Nous réaffirmons donc notre exigence et nous appelons à un calendrier clair, transparent, pour l'adoption du budget 2025.

Pour que ces douzièmes provisoires restent ce qu'ils doivent être : une exception. Pas une habitude.

Réponse de Mr SPAPENS :

On veut évidemment un budget. Par contre, nous ne naviguons pas à vue. On est en douzièmes provisoires dans des objectifs clairs qui ont été mis dans une déclaration de politique générale et dans un travail consciencieux de l'administration. Il n'y a pas d'inquiétude à avoir avec ça.

Cette année nous ne pouvons pas déposer un budget seul. On doit aussi déposer un plan triennal. Notre planning actuel est pour arriver au premier juillet. Nous sommes en contact avec l'inspecteur. On met tout en place pour que ça puisse se faire même si au niveau timing, ce n'est pas dit que ça puisse se faire. Le budget indicatif de cette année (qu'on ne peut pas déposer) est connu à 95 %. Il y a un suivi très spécifique avec l'inspecteur.

Je propose, lors d'une commission, d'une présentation de Belfius qui est venu présenter le profil financier de la commune. Cela vous permettra d'avoir conscience des difficultés réelles qui sont intrinsèques à la commune. Il y a de vraies difficultés structurelles sur lesquelles on travaille activement.

Pour être clair, on veut arriver à un budget 2026 qui suivra très rapidement le budget 2025 en matière de vote.

Réplique de Mr PEYCKER :

Merci, Monsieur le Bourgmestre pour vos réponses claires et précises.

Nous attendrons donc le mois de juillet. Vous anticipez notre demande. Les Engagé.e.s souhaitent qu'une commission soit organisé en amont pour bien comprendre les tenants et les aboutissant de la lecture des comptes qui est un exercice compliqué.

Tussenkomst van de heer PEYCKER

We hebben dezelfde kwestie in maart al aan de orde gesteld. En wat nu volgt lijkt, bijna woord voor woord, op onze eerdere interventie.

De toekenning van drie bijkomende voorlopige twaalfden, voor juli, augustus en september 2025, is een uitzonderlijke maatregel - althans dat hopen we.

We zullen ons niet verzetten tegen deze beslissing. Het zou onverantwoord zijn om de gemeente haar werkingsmiddelen te ontnemen.

Maar het is belangrijk om de oorzaken en de gevolgen in herinnering te brengen: Het is 27 mei en de gemeentebegroting voor 2025 is nog steeds niet goedgekeurd of uitvoerbaar gemaakt. We varen nog steeds blind. En dat blijft zorgwekkend.

Daarom herhalen we onze eis en vragen we om een duidelijke en transparante planning voor de goedkeuring van de begroting 2025.

Zodat deze voorlopige twaalfden blijven wat ze moeten zijn: een uitzondering. Geen gewoonte.

Antwoord van de heer SPAPENS

We willen uiteraard een begroting. We varen echter niet blind. We zitten in voorlopige twaalfden met duidelijke doelstellingen die zijn uiteengezet in een algemene beleidsverklaring en nauwgezet werk van de administratie. Daar hoeven we ons geen zorgen over te maken.

Dit jaar mogen we niet enkel een begroting indienen. We moeten ook een driejarenplan indienen. Volgens onze huidige planning moeten we 1 juli halen. We hebben contact met de inspecteur. We doen er alles aan om ervoor te zorgen dat dit gebeurt, ook al is de timing niet goed. De indicatieve begroting van dit jaar (die we niet kunnen indienen) is voor 95 % bekend. Er is een zeer specifieke opvolging met de inspecteur.

Ik stel tijdens een commissie een presentatie van Belfius voor, die het financiële profiel van de gemeente komt presenteren. Dit zal u bewust maken van de echte moeilijkheden die inherent zijn aan de gemeente. Er zijn echte structurele moeilijkheden waaraan we actief werken.

Voor de duidelijkheid: we willen uitkomen op een begroting voor 2026 die qua goedkeuring heel snel zal volgen op de begroting voor 2025.

Repliek van de heer PEYCKER

Bedankt, mijnheer de burgemeester, voor uw duidelijke en nauwkeurige antwoorden.

We zullen dus wachten tot juli. U loopt vooruit op ons verzoek. Les Engagé.e.s zouden graag zien dat er van tevoren een commissie wordt georganiseerd om alle ins en outs van het inkijken van de rekeningen te begrijpen, wat een ingewikkelde oefening is.

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Centrale d'achats - Aankoopcentrale

3 **Centrale d'achats – Marchés publics – Désignation d'un huissier de justice – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – SCA-2025-S-011 – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Échevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins lors de sa prochaine séance ;

Vu l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale notamment l'article 14 (crédits provisoires) ;

Vu la décision du Conseil communal du 16 décembre 2024 d'autoriser la disposition de trois douzièmes provisoires pour les mois de janvier, février et mars 2025 ;

Vu la décision du Conseil communal du 25 mars 2025 d'autoriser la disposition de trois douzièmes provisoires supplémentaires pour les mois d'avril, mai et juin 2025 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 89, §1, 2° (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 750.000,00) et l'article 57 (clauses de reconduction) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le marché public relatif à la désignation d'huissiers de justice (2023-S-007) a pris fin le 28 février 2025 et qu'il était nécessaire d'en relancer un nouveau pour récupérer les sommes dues à l'administration communale ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 10 avril 2025 de passer un marché public de services ayant pour objet " Désignation d'un huissier de justice " (SCA-2025-S-011) par la procédure négociée sans publication préalable pour un montant estimé à € 95.497,34 hors TVA ou € 115.551,78 , 21 % TVA comprise pour une durée de 20 mois et que les crédits permettant de financer ces dépenses sont inscrits aux articles budgétaires 104/123-15/13, 121/123-15/22 et 121/123-15/09 du service ordinaire de l'exercice 2025 et feront l'objet d'une proposition d'inscription pour l'exercice 2026

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 10 avril 2025 de passer un marché public de services ayant pour objet " Désignation d'un huissier de justice " (SCA-2025-S-011) par la procédure négociée sans publication préalable pour un montant estimé à € 95.497,34 hors TVA ou € 115.551,78 , 21 % TVA comprise pour une durée de 20 mois et que les crédits permettant de financer ces dépenses sont inscrits aux articles budgétaires 104/123-15/13,

121/123-15/22 et 121/123-15/09 du service ordinaire de l'exercice 2025 et feront l'objet d'une proposition d'inscription pour l'exercice 2026.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Aanstelling van een gerechtsdeurwaarder – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – SCA-2025-S-011 – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 143.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, inzonderheid artikel 14 (voorlopige kredieten);

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 16 december 2024 om drie voorlopige twaalfden voor de maanden januari, februari en maart 2025 toe te staan;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 25 maart 2025 om drie bijkomende voorlopige twaalfden voor de maanden april, mei en juni 2025 toe te staan;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 89, §1, 2° (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 750.000,00 € niet) en artikel 57 (verlengingsclausules);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de overheidsopdracht betreffende de aanstelling van gerechtsdeurwaarders (2023-S-007) afliep op 28 februari 2025 en dat er een nieuwe moest worden uitgeschreven om de aan het gemeentebestuur verschuldigde bedragen terug te vorderen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 10 april 2025 om een overheidsopdracht voor diensten te gunnen met als voorwerp "Aanstelling van een gerechtsdeurwaarder" (SCA-2025-S-011) via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking voor een geraamd bedrag van 95.497,34 € excl. btw of 115.551,78 €, 21 % btw inbegrepen voor een periode van 20 maanden, waarbij de kredieten voor de financiering van deze uitgaven worden ingeschreven op begrotingsartikelen 104/123-15/13, 121/123-15/22 en 121/123-15/09 van de gewone dienst van het dienstjaar 2025 en het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel tot inschrijving voor het dienstjaar 2026

BESLIST :

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 10 april 2025 om een overheidsopdracht voor diensten te gunnen met als voorwerp "Aanstelling van een gerechtsdeurwaarder" (SCA-2025-S-011) via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking voor een geraamd bedrag van 95.497,34 € excl. btw of 115.551,78 €, 21 % btw inbegrepen voor een periode van 20 maanden, waarbij de kredieten voor de financiering van deze uitgaven worden ingeschreven op begrotingsartikelen 104/123-15/13, 121/123-15/22 en 121/123-15/09 van de gewone dienst van het dienstjaar 2025 en het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel tot inschrijving voor het dienstjaar 2026.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Urbanisme, Environnement et Planologie - Stedenbouw, Leefmilieu en Planologie

4 Urbanisme – Urbanisme Environnement – Délégation du contreseing du Secrétaire communal – Information.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 109 et 111 ;

Considérant que l'article 111 de la nouvelle loi communale permet au Collège des Bourgmestre et Echevins d'autoriser le Secrétaire communal à déléguer le contreseing de certains documents à un ou plusieurs fonctionnaires communaux ;

Vu le Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire (CoBAT) ;

Vu l'Ordonnance relative aux Permis d'Environnement (OPE) ;

Considérant que ces textes imposent des délais de rigueur ;

Vu les arrêtés d'application du CoBAT et de l'OPE précités ;

Considérant qu'il importe d'assurer en tout temps la continuité du service public ;

Considérant que le service Urbanisme Environnement est amené à produire un nombre important de documents administratifs dans le cadre de l'instruction des permis d'environnement et d'urbanisme ;

Considérant qu'il y a lieu d'alléger le travail de signature de la Secrétaire communale ;

Considérant qu'il a été admis par la l'organisme régional URBAN dans le cadre de la digitalisation de procédures de demandes de permis d'urbanisme que la délégation de signature permettait de fluidifier le traitement des demandes de permis d'urbanisme ; que de nombreuses communes bruxelloises ont adopté cette pratique ;

Considérant que le délai pour obtenir les signatures des documents engendre parfois, à quelques jours près, une saisine par l'autorité régionale des demandes ou un refus tacite ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 10 avril 2025 autorisant cette délégation et décidant d'en informer le Conseil communal ;

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 10 avril 2025 accordant la Secrétaire communale à déléguer à Marie FRYNS, Responsable du service Urbanisme Environnement et à Yves SMIDTS, Directeur des Travaux Publics, le contreseing des documents suivants selon les modalités de l'article 111 de la Nouvelle Loi Communale :

Accusés de réception de dossiers incomplets et incomplet de projet modifié ;

Accusés de réception de dossiers complet et complet de projet modifié ;

Demande de plans modifiés sur base de l'article 191 et 126/1 du CoBAT ;

Transmis des dossiers au fonctionnaire délégué ;

Transmis des dossiers pour avis aux instances compétentes (CRMS, DPC, BE, BM, AED, SNCB, SIAMU etc...) ;

Transmis des dossiers aux communes contiguës ;

Permis d'urbanisme et d'environnement.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Stedenbouw -Leefmilieu – Delegatie van medeondertekening van de Gemeentesecretaris – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 109 en 111;

Overwegende dat artikel 111 van de Nieuwe Gemeentewet het College van Burgemeester en Schepenen in staat stelt de Gemeentesecretaris te machtigen de medeondertekening van bepaalde stukken op te dragen aan één of meer ambtenaren van de gemeente;

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (BWRO);

Gelet op de Ordonnantie betreffende de milieuvergunningen;

Overwegende dat deze teksten dwingende termijnen opleggen;

Gelet op voornoemde uitvoeringsbesluiten van het BWRO en de Ordonnantie betreffende de milieuvergunningen;

Overwegende dat het belangrijk is de continuïteit van de openbare dienstverlening te allen tijde te verzekeren ;

Overwegende dat de dienst Stedenbouw-Leefmilieu een groot aantal administratieve documenten moet opstellen in het kader van het onderzoek van milieu- en stedenbouwkundige vergunningen;

Overwegende dat de werklust van de Gemeentesecretaris moet worden verlicht;

Overwegende dat het gewestelijk orgaan URBAN in het kader van de digitalisering van de procedures voor stedenbouwkundige vergunningsaanvragen heeft toegegeven dat de delegatie van de handtekening het mogelijk maakt om de behandeling van stedenbouwkundige vergunningsaanvragen te stroomlijnen; dat vele Brusselse gemeenten deze praktijk hebben overgenomen;

Overwegende dat de termijn voor het verkrijgen van handtekeningen voor documenten soms binnen enkele dagen leidt tot een doorverwijzing van de aanvragen door de gewestelijke overheid of tot een stilzwijgende weigering;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 10 april 2025 waarbij deze delegatie wordt toegestaan en waarbij wordt beslist de Gemeenteraad hiervan in kennis te stellen;

BESLIST :

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 10 april 2025 waarbij aan de Gemeentesecretaris de bevoegdheid wordt verleend om, overeenkomstig artikel 111 van de Nieuwe Gemeentewet, de medeondertekening van de volgende documenten te delegeren aan Marie FRYNS, diensthoofd Stedenbouw-Leefmilieu, en aan Yves SMIDTS, directeur Openbare Werken:

Ontvangstbevestigingen van onvolledige en onvolledige gewijzigde projectdossiers;

Ontvangstbevestigingen van volledige en volledige gewijzigde projectdossiers;

Verzoeken om gewijzigde plannen op basis van de artikelen 191 en 126/1 van het BWRO;

Doorsturen van dossiers naar de gemachtigd ambtenaar;

Doorsturen van dossiers naar de bevoegde instanties voor advies (KCML, DCE, LB, BM, BUV, NMBS, DBDMH, ...);

Doorsturen van dossiers naar naburige gemeenten;

Stedenbouwkundige vergunningen en milieuvergunningen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Propriétés communales et Logement - Gemeentelijke Eigendommen en Huisvesting

5 Régie Foncière – Clôture des comptes annuels 2024 – Approbation.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, en particulier l'article 234 relatif aux compétences du Collège des Bourgmestres et Échevins ;

Vu l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

Vu la circulaire du 4 février 2005 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale relative à la gestion financière des régies communales ;

Vu la décision du Conseil communal du 15 décembre 2020 adoptant les statuts de la Régie Foncière de Forest, régie communale ordinaire ;

Vu la décision du Conseil communal du 18 juin 2024 approuvant le budget 2024 de la Régie Foncière de Forest, régie communale ordinaire ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 10 avril 2025 approuvant le versement du boni de l'exercice 2024 d'un montant de 181.836,55 € à la Commune ;

DECIDE :

D'approuver le versement du boni de l'exercice 2024 d'un montant de 181.836,55 € à la Commune ;

D'imputer la dépense de 181.836,55 € (cent quatre-vingt-et-un mille huit cent trente-six euros et cinquante-cinq cents) au Code économique 694-01 intitulé « Transfert du résultat à la Commune » du budget 2024 de la Régie foncière ;

De clôturer les comptes annuels de l'exercice 2024 de la Régie foncière de Forest.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Grondregie – Afsluiting van de jaarrekeningen 2024 – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op de omzendbrief van 4 februari 2005 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 15 december 2020 waarin de statuten van de Grondregie van Vorst, gewoon gemeentebedrijf, werden aangenomen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 18 juni 2024 waarin de begroting 2024 van de Grondregie van Vorst, gewoon gemeentebedrijf, werd goedgekeurd;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 10 april 2025 tot de goedkeuring van de doorstorting van het overschot voor het dienstjaar 2024 aan de Gemeente ten bedrage van 181.836,55 €;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de doorstorting van het overschot voor het dienstjaar 2024 de Gemeente ten bedrage van 181.836,55 €;

De uitgave van 181.836,55 € (honderdéénentachtigduizend achthonderdzesendertig euro en vijfenvijftig cent) op economische code 694-01 "Overdracht van het resultaat aan de Gemeente" van de begroting 2024 van de Grondregie aan te rekenen;

De jaarrekeningen van het dienstjaar 2024 van de Grondregie van Vorst af te sluiten.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

IT - IT

6 **Informatique - Convention de mandat n°CM1008 entre PARADIGM et l'Administration communale de Forest – Adhésion marchés CSC2023.003 et CSC2023.007.**

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 2 mars 2010 relative à la Convention de mandat n° CM1008 entre PARADIGM (CIRB) et l'Administration communale de Forest, basée sur l'article 19 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (« L'exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents peut, dans l'intérêt général, faire l'objet d'un marché unique attribué par adjudication, par appel d'offres ou par procédure négociée, dans les conditions déterminées par la loi. Les personnes intéressées désignent l'autorité ou l'organe qui interviendra, en leur nom collectif, à l'attribution et à l'exécution du marché ») ;

Vu l'article 1er de la Convention de mandat disposant ce qui suit : « L'Administration communale de Forest désigne PARADIGM comme mandataire appelé à intervenir en son nom et pour son compte à l'attribution et à l'exécution des marchés publics, cités ci-dessous, de telle manière que PARADIGM soit l'autorité compétente à traiter avec les soumissionnaires;

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 16 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Considérant la volonté d'adhérer au marché CSC2023.007 organisé par Paradigm « concernant des services de hardware IT pour de la fourniture, l'installation de matériel informatique »;

Considérant la volonté d'adhérer à l'accord-cadre CSC2023.003 organisé par IRISteam « concernant des services de broker pour de la consultance informatique », qui a été attribué à la société ProUnity ;

Considérant que ProUnity effectue des services de courtage (Broker) en service d'expertise technique (ICT) pour soutenir les projets et les équipes d'IRISteam et des pouvoirs adjudicateurs bénéficiaires (PAB) ;

Considérant que ces services sont opérés par l'intermédiaire d'une plateforme informatique pour la gestion de tout le cycle de sélection et du suivi des consultants, détenue et opérée par ProUnity (« Vendor management system » ou « VMS ») ;

Considérant que l'adhésion à l'accord-cadre est gratuite mais que IRISTeam facturera l'année n+1 2% du volume financier commandé par notre institution l'année n ;

Considérant que l'adhésion à l'accord-cadre susmentionné vise en premier lieu à désigner un ingénieur système;

DECIDE :

d'adhérer au marché CSC2023.007 organisé par Paradigm « concernant des services de hardware IT

pour de la fourniture, l'installation de matériel informatique »;

d'adhérer au marché CSC2023.003 organisé par IRISteam « concernant des services de broker pour de la consultance informatique », qui a été attribué à la société ProUnity.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Informatica – Mandaatovereenkomst nr. CM1008 tussen Paradigm en het Gemeentebestuur van Vorst – Aansluiting bij de opdrachten CSC2023.003 en CSC2023.007.

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 2 maart 2010 betreffende de Mandaatovereenkomst nr. CM1008 tussen Paradigm (CIBG) en het Gemeentebestuur van Vorst, gebaseerd op artikel 19 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (“De gezamenlijke uitvoering van werken, leveringen of diensten voor rekening van verschillende aanbestedende overheden kan, in het algemeen belang, worden samengevoegd in één enkele opdracht, die bij aanbesteding, door offerteaanvraag of bij onderhandelingsprocedure wordt gegund, onder de voorwaarden bepaald in de wet. De betrokken personen duiden de overheid aan die, of het orgaan dat, in hun gezamenlijke naam, bij de gunning en de uitvoering van de opdracht zal optreden.”);

Gelet op artikel 1 van de Mandaatovereenkomst, dat het volgende bepaalt: "Het Gemeentebestuur van Vorst stelt Paradigm aan als mandataris die geacht wordt in zijn naam en voor zijn rekening tussen te komen bij de toewijzing en de uitvoering van de hieronder genoemde overheidsopdrachten, en wel zo dat Paradigm de instantie is die bevoegd is om met de inschrijvers om te gaan.

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 16 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Overwegende de wens om aan te sluiten bij de opdracht CSC2023.007 georganiseerd door Paradigm betreffende "IT-hardwarediensten voor de levering en de installatie van IT-materiaal”;

Overwegende de wens om aan te sluiten bij de raamovereenkomst CSC2023.003 georganiseerd door IRISteam betreffende "brokerdiensten voor IT-consultancy”, die werd gegund aan de firma ProUnity;

Overwegende dat ProUnity brokerdiensten verleent met betrekking tot diensten inzake technische expertise (ICT) ter ondersteuning van de projecten en teams van IRISteam en van de begunstigde aanbestedende overheden (BAO);

Overwegende dat deze diensten worden uitgevoerd via een IT-platform voor het beheer van de hele selectie- en opvolgingscyclus van de consultants, in handen van en beheerd door ProUnity (Vendor Management System of VMS);

Overwegende dat de aansluiting bij de raamovereenkomst gratis is, maar dat IRISteam in jaar n+1 2% van het door onze instelling in jaar n bestelde financiële volume zal factureren;

Overwegende dat de aansluiting bij de bovengenoemde raamovereenkomst in de eerste plaats tot doel heeft een systeemingenieur aan te stellen;

BESLIST

Aan te sluiten bij de opdracht CSC2023.007 georganiseerd door Paradigm betreffende "IT-hardwarediensten voor de levering en de installatie van IT-materiaal”;

Aan te sluiten bij de opdracht CSC2023.003 georganiseerd door IRISteam betreffende "brokerdiensten voor IT-consultancy", gegund aan de firma ProUnity.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

11 annexes / 11 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Subsides - Subsidies

7 Subsides - PROXI 2023 - Aire de jeux du parc de Forest - Engagements.

LE CONSEIL,

Vu le courrier de sélection des projets PROXI 2023, notifiant à la Commune un subside de 150.000,00 € pour le projet d'aire de jeux du parc de Forest ;

Considérant que l'obtention de ce subside est liée à la garantie par la commune du bon entretien des lieux ;

Considérant que la Commune s'est toujours engagée à assurer l'entretien et la gestion des infrastructures subsidiées ;

Considérant que pour ce faire, la Commune lance chaque année un marché spécifique « Intervention lourdes sur les aires de jeux communales » ;

DECIDE :

De s'engager à assurer l'entretien et la gestion des infrastructures subsidiées ;

De transmettre la présente délibération à Bruxelles Pouvoirs Locaux, l'entité subsidiante.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Subsidies - PROXI 2023 - Speeltuinsonject in het Park van Vorst - Verbintenissen.

DE RAAD,

Gelet op de brief betreffende de selectie van de PROXI 2023-projecten, waarbij de gemeente in kennis wordt gesteld van een subsidie van 150.000,00 € voor het speeltuinsonject in het Park van Vorst;

Overwegende dat het verkrijgen van deze subsidie gekoppeld is aan de garantie door de gemeente op een goed onderhoud van de sites;

Overwegende dat de gemeente zich er steeds toe verbonden heeft de gesubsidieerde infrastructuur te onderhouden en te beheren;

Overwegende dat de gemeente hiervoor elk jaar een specifieke opdracht lanceert “Zware interventies in de gemeentelijke speeltuinen”;

BESLIST

Zich ertoe te verbinden de gesubsidieerde infrastructures te onderhouden en te beheren;

Deze beraadslaging over te maken aan Brussel Plaatselijke Besturen, de subsidiërende overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

PRÉVENTION - PREVENTIE

Empreinte scolaire, DAS - Schoolafdruk, PSV

8 **DAS - Subside 2024-2025 "Continuité 2021-2024" - Conventions avec les associations et plusieurs écoles.**

LE CONSEIL,

Vu l'appel à projets relatif au Dispositif d'Accrochage Scolaire (DAS) 2024-2025 dit "Continuité 2021-2024" de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que ces projets visent des animations extraordinaires dont les priorités thématiques permettent l'organisation d'ateliers pédagogiques, socioculturels ou sportifs au sein des écoles des enseignements maternel, primaire et secondaire implantées sur la commune de Forest sur base d'un partenariat avec l'associatif ;

Considérant que la convention conclue le 20/12/2024 entre la commune de Forest et la Région Bruxelles-Capitale porte sur une période qui s'étend entre le 15/10/2024 et le 04/07/2025 ;

Vu la lettre du 23 décembre 2024 de la Région de Bruxelles-Capitale portant adoption de seize projets pour un montant total de 117.157,10 € ;

Vu le versement de la première tranche de ce subsidie, correspondant à 80% du total, soit 93.725,68 €, effectué sur le compte communal Belfius, en date du 23/01/2025 (extrait 285 du 23/01/2025) ;

Considérant que pour neuf projets, les écoles travaillent en partenariat avec une association ;

Considérant que, pour sept projets, dont quatre au sein de trois écoles communales (Le Kaleidoscope, le Vignoble et Les Marronniers) les paiements seront émis directement par la commune de Forest, aux enseignants prestataires, sur base de justificatifs mensuels des prestations ;

Considérant que, dès lors, il est souhaitable, pour le bon fonctionnement des activités, de prévoir une convention entre la commune de Forest, les différentes associations et plusieurs écoles (voir annexes)

DECIDE :

D'approuver les termes des conventions ci-jointes, entre la commune de Forest et les différentes associations participant aux activités du Dispositif d'Accrochage Scolaire 2024-2025 dit "Continuité

2021-2024" ;

De désigner le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale, pour représenter valablement la commune de Forest lors de la signature des dites conventions.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

PSV - Subsidie 2024-2025 "Continuité 2021-2024" - Overeenkomsten met de verenigingen en verscheidene scholen.

DE RAAD,

Gelet op de projectoproep betreffende het Programma Preventie Schoolverzuim (PSV) 2024-2025 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat deze projecten gericht zijn op buitengewone activiteiten waarvan de thematische prioriteiten de organisatie mogelijk maken van educatieve, sociaal-culturele of sportieve workshops in kleuter-, basis- en middelbare scholen in de gemeente Vorst op basis van een partnerschap met het verenigingsleven;

Overwegende dat de overeenkomst die op 20/12/2024 werd afgesloten tussen de gemeente Vorst en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, betrekking heeft op een periode die loopt van 15/10/2024 tot en met 04/07/2025;

Gelet op de brief van 23 december 2024 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot goedkeuring van zestien projecten voor een totaalbedrag van 117.157,10 €;

Gelet op de betaling van de eerste schijf van deze subsidie, meer bepaald 80% van het totaal, zijnde 93.725,68 €, op de Belfius-rekening van de gemeente, op 23/01/2025 (uittreksel 285);

Overwegende dat voor negen projecten de scholen samenwerken met een vereniging;

Overwegende dat voor zeven projecten, waarvan vier in drie gemeentescholen (Kaleidoscope, Vignoble en Les Marronniers), de betalingen rechtstreeks door de gemeente Vorst zullen worden verricht aan de leerkrachten die de diensten verlenen, op basis van maandelijkse bewijzen van prestaties;

Overwegende dat het voor de goede werking van de activiteiten bijgevolg wenselijk is te voorzien in een overeenkomst tussen de gemeente Vorst, de verschillende verenigingen en verschillende scholen (zie bijlagen)

BESLIST :

Goedkeuring te verlenen aan de bepalingen van de overeenkomsten in bijlage, tussen de gemeente Vorst en de verschillende verenigingen die deelnemen aan de activiteiten van het Programma Preventie Schoolverzuim 2024-2025 "Continuité 2021-2024";

De Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, aan te wijzen om de gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij de ondertekening van genoemde overeenkomsten.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

18 annexes / 18 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Mobilité - Mobiliteit

9 Mobilité – Organisation de la "journée sans voiture" – Accord des Bourgmestres.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment son article 117 ;

Vu l'accord conclu entre les bourgmestres des dix-neuf communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que chaque année a généralement lieu au moins une « journée sans voiture »;

Que le conseil communal décide de s'associer également à cet événement ;

Qu'à cette occasion, seules les personnes et les véhicules autorisés pourront circuler sur tout le territoire des dix-neuf communes ;

Qu'il convient dès lors d'assurer la cohérence dans la délivrance des autorisations ;

Qu'à cet égard, une multiplication des démarches pour la personne désirant obtenir une autorisation risque de la dissuader de se conformer au règlement et, partant, de l'inciter à frauder ;

DECIDE :

L'accord conclu pour chaque édition de la journée sans voiture entre la bourgmestre de la commune de Forest et les bourgmestres des dix-huit autres communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale est approuvé pour la durée de la législature.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Mobiliteit – Organisatie van de "autoloze zondag" – Akkoord tussen de Burgemeesters.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op het akkoord gesloten tussen de burgemeesters van de negentien gemeenten van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad;

Overwegende dat er ieder jaar minstens één "autoloze dag" plaatsvindt;

Dat de gemeenteraad beslist om zich ook bij dit evenement aan te sluiten;

Dat bij deze gelegenheid enkel de personen en de voertuigen die een toelating hebben verkregen, zich mogen verplaatsen over het hele grondgebied van de negentien gemeenten;

Dat bijgevolg coherentie verzekerd moet worden bij de uitreiking van toelatingen;

Dat een uitbreiding van het aantal stappen die men dient te ondernemen om een toelating te verkrijgen, een afradend effect kan hebben om het reglement na te leven en dus tot fraude kan aanzetten;

BESLIST:

Het akkoord dat voor elke editie van de autoloze dag gesloten werd tussen de burgemeester van de gemeente Vorst en de burgemeesters van de achttien andere gemeenten van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad is goedgekeurd voor de duur van de bestuursperiode.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

10 **Mobilité – Plan d'Actions communal de Sécurité routière – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le Plan régional de Mobilité 2020-2030 (PRM), approuvé en troisième lecture par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale le 25 mars 2021 ;

Vu le Plan communal de Mobilité (PCM) adopté par le Conseil communal en séance du 20 septembre 2022 ;

Considérant que le PRM et le PCM visent à rendre l'espace public plus agréable et plus sûr ;

Vu le Plan d'Actions Régional de Sécurité routière 2021 - 2030 (PARSR), approuvé par le Gouvernement régional le 16 décembre 2021 ;

Considérant que le PARSR adopte pour principe de base la vision zéro, à savoir zéro tué et blessé grave sur les voiries de la Région à l'horizon 2030 et que cet objectif est confirmé dans le PRM ;

Considérant que la vision zéro s'inscrit dans le cadre d'engagements internationaux tels que la Déclaration de Stockholm du 20 février 2020 ainsi que dans les objectifs européens de réduction du nombre de victimes de la route à l'horizon 2030.

Considérant que cet objectif est atteignable, comme l'atteste l'exemple d'Oslo, où un plan de sécurité routière est en œuvre et où aucun accident avec tué ou blessé grave n'a été à déplorer en 2019 ;

Considérant que le PARSR précise, dans son Action 1, que « Les Communes élaborent et mettent en œuvre un plan d'actions de Sécurité routière basé sur le plan Good Move et le Plan d'action Sécurité routière régional ».

Considérant qu'à Forest, le nombre d'accidents avec tués et blessés graves suit une baisse tendancielle, mais pas le nombre d'accidents avec blessés légers, qui ne varie que très peu d'année en année ;

Considérant que le Plan d'Actions communal de Sécurité routière (PACSR) reprend le principe de la Vision zéro à l'horizon 2030 ;

Considérant qu'afin d'atteindre cet objectif, le PACSR comporte 52 actions, articulées autour de 5 axes

:

- Gouvernance et transversalité
- Mesure et contrôle-sanction des comportements dangereux
- Infrastructure
- Comportement
- Véhicules

Considérant que le suivi du PACSR sera assuré en Commission Mobilité ;

Considérant qu'un état des lieux du PACSR sera présenté chaque année ;

Considérant que de nouvelles actions pourront éventuellement être intégrées dans le PACSR à l'occasion de ces états des lieux ;

Considérant que le projet de PACSR a été présenté en Commission mobilité et qu'il tient compte des remarques qui ont été émises par ses participants ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 27 mars 2025 d'adopter le Plan d'Actions communal de Sécurité routière

DECIDE :

De prendre connaissance du Plan d'Actions communal de Sécurité routière, joint au dossier.

Le point est reporté.

32 votants : 32 votes positifs.

Mobiliteit – Gemeentelijk Actieplan voor Verkeersveiligheid – Goedkeuring.

DE RAAD

Gelet op het Gewestelijk Mobiliteitsplan 2020-2030, dat op 25 maart 2021 in derde lezing werd goedgekeurd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

Gelet op het Gemeentelijk Mobiliteitsplan aangenomen door de Gemeenteraad in zitting van 20 september 2022;

Overwegende dat het Gewestelijk en het Gemeentelijk Mobiliteitsplan tot doel hebben de openbare ruimte aangenamer en veiliger te maken;

Gelet op het Gewestelijk Actieplan voor Verkeersveiligheid 2021-2030 dat op 16 december 2021 door de gewestregering goedgekeurd werd;

Overwegende dat het Gewestelijk Actieplan voor Verkeersveiligheid uitgaat van "vision zero", zijnde nul doden en zwaargewonden op de wegen van het Gewest tegen 2030, en dat deze doelstelling wordt bevestigd in het Gemeentelijk Mobiliteitsplan;

Overwegende dat "vision zero" in overeenstemming is met internationale verbintenissen zoals de Verklaring van Stockholm van 20 februari 2020 en de Europese doelstellingen om het aantal verkeersslachtoffers tegen 2030 te verminderen;

Overwegende dat deze doelstelling haalbaar is, zoals blijkt uit het voorbeeld van Oslo, waar een verkeersveiligheidsplan ten uitvoer werd gelegd en waar zich in 2019 geen enkel ongeval met doden of zwaargewonden heeft voorgedaan;

Overwegende dat actie 1 van het Gewestelijk Actieplan voor Verkeersveiligheid luidt als volgt: "De gemeenten ontwikkelen een actieplan voor verkeersveiligheid op basis van het Good Move-plan en

het gewestelijk actieplan voor verkeersveiligheid, en voeren dit uit";

Overwegende dat in Vorst het aantal ongevallen met doden en zwaargewonden een dalende trend vertoont, maar niet het aantal ongevallen met lichtgewonden, dat van jaar tot jaar slechts zeer weinig varieert;

Overwegende dat het Gemeentelijk Actieplan voor Verkeersveiligheid het principe van "vision zero" tegen 2030 hanteert;

Overwegende dat dit Actieplan daartoe 52 acties omvat, gebaseerd op 5 pijlers:

- Governance en transversaliteit
- Meten en controleren-sanctioneren van gevaarlijk gedrag
- Infrastructuur
- Gedrag
- Voertuigen

Overwegende dat de Mobiliteitscommissie het Gemeentelijk Actieplan voor Verkeersveiligheid zal opvolgen;

Overwegende dat er elk jaar een stand van zaken van het Actieplan zal worden voorgelegd;

Overwegende dat er naar aanleiding van die stand van zaken eventueel nieuwe acties in het plan kunnen worden opgenomen;

Overwegende dat het ontwerp van het Gemeentelijk Actieplan voor Verkeersveiligheid aan de Mobiliteitscommissie werd voorgelegd en dat daarin rekening is gehouden met de opmerkingen van de deelnemers;

Gelet op de beslissing van het College van Burgmeester en Schepenen in zitting van 27 maart 2025 om het Gemeentelijk Actieplan voor Verkeersveiligheid aan te nemen

BESLIST:

Kennis te nemen van het Gemeentelijk Actieplan voor Verkeersveiligheid, als bijlage bij het dossier.

Het punt wordt verdaagd.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

11 Affaires générales - Mandats (Foyer du Sud) - Désignations - Revu. (*Ajouté en séance*)

LE CONSEIL,

Revu sa décision du 25 mars 2025 ;

Vu l'article 120, §2, de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'article 56, alinéa 6, du Code bruxellois du Logement ;

Vu les statuts du Foyer du Sud, notamment les articles 26 et suivants ;

Considérant que la Commune dispose de cinq membres effectifs au Conseil d'administration, ainsi qu'un membre avec voix consultative, issu de l'opposition ;

Considérant qu'il y a lieu de présenter deux candidats administrateurs avec voix consultative, étant entendu qu'un seul de ces deux candidats sera désigné par l'Assemblée générale ;

Considérant que, lors de la désignation par l'Assemblée générale des membres du Conseil d'administration avec voix consultative, priorité est donnée aux groupes qui ne sont représentés dans aucun des Collèges des bourgmestres et échevins des deux communes concernées ;

Considérant que constituent l'opposition : les groupes MR/DÉFI, Les Engagés et un siège indépendant à Forest, ainsi que les groupes Open MR/Les Engagés et PTB/PVDA à Saint-Gilles ;

Considérant que les membres du Conseil d'administration sont nommés et révoqués par l'Assemblée générale ;

DECIDE :

De désigner en qualité de candidats administrateurs du Foyer du Sud :

- M. Simon DE BEER, Rue Marguerite Bervoets 4/bt B3 - 1190 Forest
- Mme Jessica FARRACI, Avenue Denayer 75 - 1190 Forest
- M. Matthieu TIHON, Drève du Tastevin 20 - 1190 Forest
- M. Zinnedine WAKRIM, Avenue du Pont de Luttre 135/SS - 1190 Forest
- M. Pavel YANCHEV, Avenue des Villas 75 bte 12 - 1190 Forest

De proposer, sur recommandation des groupes de l'opposition, en qualité de candidats administrateurs avec voix consultative du Foyer du Sud :

- Mme Florence BRASSART, Rue Berthelot 181 - 1190 Forest
- M. Kevin MEYVAERT, Rue Berthelot 50/2.2 - 1190 Forest

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Algemene zaken - Mandaten (Zuiderhaard) - Aanstellingen - Herziening. (Toegevoegd tijdens de zitting)

DE RAAD,

De beslissing van 25 maart 2025 te herzien;

Gelet op artikel 120 §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 56, 6e lid, van de Brusselse Huisvestingscode;

Gelet op de statuten van de Zuiderhaard, in het bijzonder de artikelen 26 e.v.;

Overwegende dat de gemeente beschikt over vijf effectieve leden in de Raad van Bestuur, alsook over één lid met raadgevende stem, afkomstig uit de oppositie;

Overwegende dat er twee kandidaten met raadgevende stem moeten worden voorgesteld, in de

wetenschap dat slechts één van deze twee kandidaten zal worden aangeduid door de Algemene Vergadering;

Overwegende dat bij de aanduiding door de Algemene Vergadering van de leden met raadgevende stem in de Raad van Bestuur, voorrang wordt gegeven aan de groepen die niet vertegenwoordigd zijn in een van de Colleges van burgemeester en schepenen van de betrokken gemeenten;

Overwegende dat tot de oppositie behoren: de fracties MR/DéFI, Les Engagés en een onafhankelijke zetel in Vorst, evenals de fracties Open MR/Les Engagés en PVDA/PTB in Sint-Gillis;

Overwegende dat de leden van de Raad van Bestuur worden benoemd en ontslagen door de Algemene Vergadering;

BESLIST

De volgende personen aan te duiden als kandidaat-bestuurders van de Zuiderhaard:

- Dhr. Simon DE BEER, Marguerite Bervoetsstraat 4/B3 - 1190 Vorst
- Mevr. Jessica FARRACI, Denayerlaan 75 - 1190 Vorst
- Dhr. Matthieu TIHON, Tastevindreef 20 - 1190 Vorst
- Dhr. Zinedine WAKRIM, Luttrebruglaan 135/SS - 1190 Vorst
- Dhr. Pavel YANCHEV, Villalaan 75 bus 12 - 1190 Vorst

Op aanbeveling van de oppositiefracties, volgende personen voor te stellen als kandidaat-bestuurders met raadgevende stem in de Zuiderhaard:

- Mevr. Florence BRASSART, Berthelotstraat 181 - 1190 Vorst
- Dhr. Kevin MEYVAERT, Berthelotstraat 50/2.2 - 1190 Vorst

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Intervention de Mme EL YOUSFI suite à l'interpellation citoyenne :

- Il est de la responsabilité des membres du conseil de donner aux citoyens avec qui ils sont en contact, les informations du règlement du conseil communal concernant les interpellations citoyennes (un représentant interpelle, timing des interventions, pas de débat avec la salle)

- Rappel de la charte déontologique signée par l'ensemble des membres du Conseil.

Tussenkomst van mevrouw EL YOUSFI naar aanleiding van de burgerinterpellatie:

- Het is de verantwoordelijkheid van de raadsleden om de burgers met wie ze in contact staan te informeren over het reglement van de gemeenteraad betreffende burgerinterpellaties (een vertegenwoordiger stelt de vraag, timing van de interventies, geen debat met het publiek)

- Herinnering aan het deontologisch charter dat door alle raadsleden is ondertekend.

2 annexes / 2 bijlagen

12 **Motion relative au soutien aux enfants éloignés de l'école pour raison médicale et mise en place d'un enseignement à distance adapté." (à la demande monsieur Peycker, conseiller communal).**

Considérant :

- Le droit fondamental de chaque enfant à l'éducation, garanti par la Convention relative aux droits de l'enfant adoptée par les Nations Unies et par l'article 24 de la Constitution belge
- La responsabilité de la commune en tant que pouvoir organisateur des écoles communales, garantissant à chaque élève des conditions d'apprentissage optimales.
- L'impact psychologique et pédagogique de l'éloignement prolongé de l'école pour raison médicale, pouvant mener à l'isolement social, au décrochage scolaire et à une inégalité d'accès aux apprentissages.
- L'existence de dispositifs en Région flamande, notamment le Synchron Internet Onderwijs (SIO), permettant aux élèves malades de suivre leurs cours à distance en interaction avec leur enseignant et leurs camarades, à travers la collaboration avec l'asbl Bednet. L'expérience réussie de ClassContact en Fédération Wallonie-Bruxelles, qui accompagne depuis 2006 des élèves en longue maladie via des solutions numériques adaptées.
- Qu'une résolution a été votée le 5 février 2025 au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles visant à renforcer l'inclusion scolaire des élèves malades et à garantir une continuité pédagogique grâce au numérique.

Considérant en outre :

- Que plusieurs écoles communales en Région bruxelloise accueillent des élèves qui, en raison d'une maladie de longue durée, se retrouvent dans l'incapacité de suivre une scolarité en présentiel.
- Que l'absence d'un dispositif structuré en Région bruxelloise pour l'enseignement francophone constitue une inégalité territoriale dans l'accès à l'éducation pour ces élèves.
- Qu'un dispositif d'enseignement à distance est en place depuis 2020 dans nos écoles communales, à travers une collaboration avec Classcontact notamment, et qu'il peut être activé pour les élèves malades longue durée quand c'est opportun. Que les règlements scolaires de nos écoles communales néerlandophones intègrent la disposition spécifique permettant aux élèves malades de suivre l'enseignement à distance.
- Que ces solutions techniques, au-delà de permettre à l'enfant de maintenir un lien social avec son école et ses camarades, favorisent une véritable inclusion, facilitent sa réintégration scolaire après la maladie et contribuent à son bien-être psychologique. En particulier, pour une meilleure acceptation des traitements médicaux, notamment lorsqu'ils sont lourds.
- Que cette pratique inclusive bénéficie non seulement à l'élève malade, mais aussi à ses camarades de classe, en renforçant leur sens de la solidarité, en les sensibilisant aux réalités de la maladie et en favorisant un climat scolaire bienveillant et ouvert à la diversité des parcours de vie.

Le Conseil communal de Forest décide :

1. D'affirmer son engagement en faveur d'une éducation inclusive permettant aux élèves éloignés de l'école pour raison médicale de bénéficier d'un enseignement adapté à distance, en interaction avec leurs enseignants et camarades quand c'est opportun.
2. De demander au collège communal de poursuivre, avec le service IT et les directions d'école l'accompagnement numérique pour les élèves malades de longue durée dans les écoles communales de Forest, en s'appuyant sur des partenaires tels que ClassContact (enseignement francophone) et Bednet (enseignement néerlandophone), afin que ces écoles puissent systématiquement recourir à ces solutions lorsqu'un élève en a besoin.
3. D'envoyer une communication vers les écoles forestoises non-communales afin de les inciter à faire appel à ClassContact (enseignement francophone)
4. D'encourager les directions d'écoles à sensibiliser les familles sur les dispositifs existants et à favoriser leur mise en place lorsqu'un élève est concerné.
5. D'interpeller la Fédération Wallonie-Bruxelles afin que des moyens structurels soient dégagés pour généraliser ce type d'initiatives dans toutes les écoles bruxelloises, en s'inspirant des modèles existants en Flandre.
6. D'assurer un suivi de cette initiative et d'en évaluer l'impact, afin de proposer à terme une intégration structurelle de l'enseignement à distance pour les élèves concernés, moyennant les subsides adéquats de la fédération Wallonie-Bruxelles.

Un enfant malade reste avant tout un enfant. En lui offrant la possibilité de poursuivre sa scolarité, nous faisons bien plus que lui transmettre des savoirs : nous l'aidons à maintenir un lien social précieux et à continuer à rêver.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Motie over steun voor kinderen die om medische redenen niet naar school kunnen en invoering van aangepast afstandsonderwijs (op vraag van mijnheer De Peycker, gemeenteraadslid).

Overwegende:

- Het fundamentele recht van elk kind op onderwijs, gewaarborgd door het Verdrag inzake de Rechten van het Kind van de Verenigde Naties en door artikel 24 van de Belgische Grondwet.
- De verantwoordelijkheid van de gemeente als inrichtende macht, om elke leerling de best mogelijke onderwijsomstandigheden te garanderen.
- De psychologische en educatieve impact van langdurige afwezigheid op school om medische redenen, die kan leiden tot sociaal isolement, schooluitval en ongelijke toegang tot leren.
- Het bestaan van regelingen in het Vlaamse Gewest, in het bijzonder het Synchron Internet Onderwijs (SIO), waardoor zieke leerlingen hun lessen op afstand kunnen volgen en toch in contact kunnen blijven met hun leerkracht en klasgenoten, via samenwerking met de vzw Bednet. De geslaagde ervaring met ClassContact in de Federatie Wallonië-Brussel, dat sinds 2006 langdurig zieke leerlingen ondersteunt met aangepaste digitale oplossingen.
- Dat er op 5 februari 2025 in het Parlement van de Federatie Wallonië-Brussel een resolutie werd aangenomen om de integratie van zieke leerlingen in scholen te

versterken en de pedagogische continuïteit te garanderen door middel van digitale technologie.

Overwegende bovendien:

- Dat een aantal gemeentescholen in het Brussels Gewest leerlingen heeft die vanwege een langdurige ziekte niet naar school kunnen gaan.
- Dat het gebrek aan een gestructureerde regeling in het Brussels Gewest voor het Franstalig onderwijs een territoriale ongelijkheid vormt in de toegang tot onderwijs voor deze leerlingen.
- Dat er sinds 2020 een systeem voor afstandsonderwijs bestaat in onze gemeentescholen, meer bepaald via een samenwerking met ClassContact, en dat dit indien nodig kan worden geactiveerd voor leerlingen die langdurig ziek zijn. Dat het schoolreglement van onze Nederlandstalige gemeentescholen een specifieke bepaling bevat die zieke kinderen toelaat afstandsonderwijs te volgen.
- Dat deze technische oplossingen het kind niet alleen in staat stellen sociale banden met zijn of haar school en klasgenoten te onderhouden, maar ook echte inclusie bevorderen, de re-integratie op school na de ziekte vergemakkelijken en bijdragen aan het psychologisch welzijn van het kind. In het bijzonder om het gemakkelijker te maken medische behandelingen te accepteren, vooral wanneer deze zwaar zijn.
- Dat deze inclusieve praktijk niet alleen ten goede komt aan de zieke leerling, maar ook aan zijn of haar klasgenoten, door hun gevoel van solidariteit te versterken, hen bewuster te maken van de realiteit van de ziekte en een zorgzaam schoolklimaat te bevorderen dat openstaat voor de diversiteit van levenspaden.

De Gemeenteraad van Vorst beslist:

1. Zijn engagement voor inclusief onderwijs te bevestigen, zodat leerlingen die om medische redenen niet naar school kunnen, indien nodig aangepast afstandsonderwijs kunnen krijgen, in interactie met hun leerkrachten en klasgenoten.
2. Het College van Burgemeester en Schepenen te vragen om, samen met de IT-dienst en de schooldirecties, de digitale ondersteuning van langdurig zieke leerlingen in de gemeentescholen van Vorst voort te zetten, met de steun van partners zoals ClassContact (Franstalig onderwijs) en Bednet (Nederlandstalig onderwijs), zodat deze scholen systematisch gebruik kunnen maken van deze oplossingen wanneer een leerling dit nodig heeft.
3. Een mededeling te sturen naar de niet-gemeentelijke Vorstse scholen om hen aan te moedigen ClassContact (Franstalig onderwijs) te gebruiken.
4. Schooldirecties aan te moedigen om gezinnen bewust te maken van de bestaande regelingen en om het gebruik ervan te promoten wanneer een leerling hiervoor in aanmerking komt.
5. De Federatie Wallonië-Brussel op te roepen om structurele middelen vrij te maken om dit soort initiatieven uit te breiden naar alle Brusselse scholen, op basis van bestaande modellen in Vlaanderen.
6. Dit initiatief op te volgen en de impact ervan te evalueren, om uiteindelijk een structurele integratie van afstandsonderwijs voor te stellen voor de betrokken leerlingen, met gepaste subsidies van de Federatie Wallonië-Brussel.

Een ziek kind is in de eerste plaats een kind. Door hen de mogelijkheid te bieden hun schoolloopbaan voort te zetten, doen we veel meer dan kennis overdragen: we helpen hen waardevolle sociale banden in stand te houden en te blijven dromen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Intervention de Mr PEYCKER :

Ce soir, nous débattons d'une motion qui ne fera peut-être pas la une des journaux.

Et pourtant, elle dit quelque chose d'essentiel.

Essentiel sur notre conception de l'école.

Essentiel sur notre manière de prendre soin des enfants.

Il s'agit d'un enjeu discret, mais profond : celui des élèves contraints de s'éloigner de leur classe pour raisons médicales.

Des enfants qui, chaque année, dans nos écoles communales, font face à une maladie longue, à des traitements éprouvants, à une convalescence incertaine.

Leurs absences durent parfois des semaines, des mois.

Et avec le temps, au défi médical s'ajoute un autre combat : celui de ne pas décrocher. De ne pas se sentir oublié. De continuer à apprendre. De faire partie du groupe. De rester élève.

Ce que cette motion propose, c'est une solution simple, humaine, éprouvée. Un dispositif déjà mis en œuvre en Flandre, en Fédération Wallonie-Bruxelles, à Forest et ailleurs.

Il s'agit d'un accompagnement numérique léger, sécurisé, respectueux des rythmes et des besoins de chacun. Sans coût pour la commune. Sans surcharge pour les directions ou les enseignants.

Le matériel est fourni. La confidentialité est garantie. Le cadre est clair. Et surtout, cela ne remplace pas l'école. Cela maintient le lien. Cela permet à un enfant malade de rester connecté : au savoir, à ses camarades, à l'idée même qu'il fait encore partie de la vie scolaire.

Cela évite l'isolement. Cela nourrit l'espoir du retour. Cela lui permet de ne pas être réduit à sa maladie.

Mais ce dispositif va plus loin. Il crée une dynamique positive dans la classe. Les enfants apprennent l'empathie. Le respect de la différence. La solidarité concrète. C'est un levier d'inclusion. Au sens fort.

À Forest, nous avons une compétence en matière d'enseignement. Mais nous avons surtout une responsabilité morale : faire en sorte qu'aucun enfant ne soit laissé de côté. Que la maladie ne devienne pas une double peine.

Ce que nous vous proposons ici, c'est une décision simple. Juste. Et profondément humaine.

Soutenir cette motion, c'est affirmer que nous voulons une école inclusive. Une école qui n'abandonne pas.

Je vous invite à l'adopter avec conviction.

Merci.

Pour votre information, c'est Madame Magaux AGGUJJARO qui est co-signataire pour le groupe MR + Défi. Et je propose à Madame Mariam El Hamidine de co-signer cette motion avec nous.

Intervention de Mme AGGUJJARO :

Nous soutenons évidemment cette motion, car elle touche un point fondamental : l'inclusion ne doit pas s'arrêter aux portes de l'école.

Quand un enfant tombe gravement malade, il ne devrait pas être mis entre parenthèses. Il a toujours les mêmes besoins, les mêmes rêves, les mêmes droits que les autres. Ce n'est pas parce que son corps l'éloigne de la classe qu'il faut le priver du lien, de l'apprentissage, de l'élan collectif.

L'enseignement à distance adapté, ce n'est pas juste une solution technique. C'est un moyen de maintenir un enfant dans la vie, dans le rythme, dans son rôle d'élève parmi les autres. C'est aussi un soutien moral immense, pour lui et pour sa famille, souvent confrontée à un double combat : la maladie et l'isolement.

On connaît les réalités du terrain scolaire : des emplois du temps bousculés, des besoins spécifiques de plus en plus nombreux... Il faut en être conscient, l'entendre et le dire ici. Mais quand les enjeux sont aussi beaux, aussi porteurs de sens, il faut avancer. Avec lucidité, mais sans hésiter.

Et ce lien avec la classe, avec les enseignants, avec les camarades, il agit aussi sur la guérison. Il renforce le moral, il maintient l'estime de soi, il donne une perspective.

Dans un monde où l'on parle souvent de fracture numérique ou d'inégalités scolaires, voilà une initiative concrète qui peut réduire l'écart, pas seulement sur le plan scolaire, mais aussi humain.

Enfin, c'est une façon de transmettre autre chose aux enfants bien portants : la solidarité, la bienveillance, le respect de parcours de vie différents. C'est une école qui éduque le cœur autant que l'intellect.

Nous avons les outils, nous avons les exemples. Ce qu'il faut maintenant, c'est la volonté de rendre cette approche accessible à tous ceux qui en ont besoin.

Je vous remercie pour votre écoute et je remercie par ailleurs Les Engagés pour l'initiative.

Intervention de Mme DE RIDDER :

Le groupe des écologistes soutient également cette motion.

Certains enfants sont privés d'école et de leurs ami.es à cause d'une maladie grave. Pour eux, c'est la double punition. Et pour les parents, c'est un crève-cœur.

En tant qu'Écologistes, nous œuvrons pour une école inclusive, une école où chaque enfant est pris en compte dans ses besoins spécifiques. Nous sommes également convaincu.es que le sens, comme tout être humain, l'enfant le trouve quand il se sent appartenir à un groupe, quand il est relié à sa classe.

Avec la technologie d'aujourd'hui, si l'enfant est physiquement éloigné de l'école, suivre les cours en temps réel, interagir avec ses camarades par écran interposé est devenu possible. C'est sans conteste une plus-value pour l'enfant malade (continuité des apprentissages, lien avec ses amis, motivation et réconfort) et pour le groupe classe (contact quotidien, solidarité et adaptabilité).

Aujourd'hui, les écoles communales forestoises sont toutes équipées sur le plan informatique et les équipes pédagogiques sont formées. Nos écoles forestoises néerlandophones permettent déjà un enseignement à distance pour les enfants malades, encadré et outillé. Des expériences dans

l'enseignement francophones ont déjà ouvert la voie, comme à l'école AEC.

Cependant, il est indispensable de permettre aux directions d'école, aux enseignant.es, aux services communaux compétents de se concerter et de construire ensemble un dispositif d'enseignement hybride, modulable en fonction du profil de l'élève et de la classe à laquelle il appartient. Essentiel aussi de collaborer étroitement avec les familles et l'équipe médicale qui soigne l'enfant.

Pour ce défi là comme pour les autres défis liés à l'inclusion, un soutien structurel est nécessaire de la part de la FWB. Les communes ne peuvent pas suppléer.

L'éducation est un droit fondamental. Les enfants malades doivent pouvoir continuer à apprendre avec leurs camarades de classe, le plus normalement possible

Intervention de Mr DAGRIN :

Merci à l'auteur de cette motion, je vois dans celle-ci une réflexion sur quelle société nous voulons, soit une société d'inclusion, soit une société d'exclusion.

Une société capitaliste, libéral, va naturellement pousser à l'exclusion des plus faibles, des moins productifs, de ceux qui représentent soi-disant un coût. Nous devons constamment construire des garde-fous contre toutes ces exclusions. Et celles-ci sont nombreuses, il y a ceux qui ne parviennent pas à obtenir un logement correct, ceux qui ont de plus en plus difficile à accéder à des soins de santé, ou à une alimentation saine. Plus dans l'actualité, il y a ceux qui ne parviennent pas à obtenir un emploi, et qui en plus d'être exclus du droit à l'emploi, vont être exclus des allocations de chômage, et cela sans qu'on leur propose un job convenable. Et de nouvelles exclusions sociétales apparaissent comme l'exclusion numérique, près de la moitié de la population est concernée par celle-ci.

La motion qui est aujourd'hui présentée traite finalement aussi d'inclusion. Pouvoir suivre son parcours scolaire, malgré une longue maladie, doit effectivement rester un objectif. La fédération Wallonie-Bruxelles doit aussi donner les moyens d'y arriver.

C'est pour tout ça que le PTB vous a proposé sa signature pour cette motion.

Intervention de Mr MARTIN :

Merci au chef de file des engagés d'avoir reporté cette motion, nous permettant de vérifier sur le terrain ce qui était déjà fait dans ces matières. Merci d'avoir été à l'écoute de ce qui est déjà réalisé en la matière dans les enseignements francophones et ,néerlandophones et de l'avoir intégré dans le texte de cette motion.

Tussenkomst van de heer PEYCKER :

Vanavond debatteren we over een motie die misschien niet de krantenkoppen haalt.

En toch zegt ze iets essentieels.

Essentieel over onze opvatting van school.

Essentieel over hoe we voor kinderen zorgen.

Het gaat over een discrete, maar ingrijpende kwestie: die van leerlingen die om medische redenen niet naar school kunnen.

Kinderen die elk jaar op onze gemeentescholen te maken krijgen met een langdurige ziekte, zware behandelingen en een onzeker herstel.

Hun afwezigheid duurt soms weken of maanden.

En naarmate de tijd verstrijkt, is er naast de medische uitdaging nog een andere strijd: de strijd tegen schooluitval. Om zich niet vergeten te voelen. Om te blijven leren. Om deel uit te maken van de groep. Om leerling te blijven.

Wat deze motie voorstelt is een eenvoudige, menselijke en beproefde oplossing. Een regeling die al werd toegepast in Vlaanderen, de Federatie Wallonië-Brussel, Vorst en elders.

Het gaat om eenvoudige en veilige digitale ondersteuning die het tempo en de behoeften van elk individu respecteert. Zonder kosten voor de gemeente. Geen extra werk voor directies of leerkrachten.

Het materiaal wordt voorzien. Vertrouwelijkheid is gewaarborgd. Het kader is duidelijk. En bovenal, het vervangt de school niet. Het onderhoudt de band. Het stelt een ziek kind in staat om verbonden te blijven: met kennis, met zijn klasgenoten, met het idee dat het nog steeds deel uitmaakt van het schoolleven.

Het voorkomt isolement. Het geeft hoop op een terugkeer. Het zorgt ervoor dat het niet gereduceerd wordt tot zijn ziekte.

Maar deze regeling gaat verder dan dat. Ze creëert een positieve dynamiek in de klas. De kinderen leren empathie. Respect voor verschillen. Concrete solidariteit. Het is een hefboom voor inclusie. In de sterke zin van het woord.

In Vorst hebben we een onderwijsbevoegdheid. Maar bovenal hebben we een morele verantwoordelijkheid om ervoor te zorgen dat geen enkel kind achterblijft. Dat ziekte geen dubbele straf wordt.

Wat we hier voorstellen is een eenvoudige beslissing. Een eerlijke. En zeer menselijk.

Door deze motie te steunen, bevestigen we dat we een inclusieve school willen. Een school die niet opgeeft.

Ik nodig u uit deze motie met overtuiging aan te nemen.

Dank u.

Ter informatie: mevrouw Margaux AGGUJJARO is medeondertekenaar voor de fractie MR+DÉFI. En ik stel voor dat mevrouw Mariam El Hamidine deze motie samen met ons medeondertekent.

Tussenkomen van mevrouw AGGUJJARO

We steunen deze motie uiteraard, omdat ze betrekking heeft op een fundamenteel punt: inclusie mag niet stoppen aan de schoolpoort.

Wanneer een kind ernstig ziek wordt, moet het niet worden opzijgezet. Het heeft nog steeds dezelfde behoeften, dezelfde dromen en dezelfde rechten als de anderen. Het is niet omdat zijn lichaam het van school weghoudt dat het de band, het leren, het collectief elan moet missen.

Aangepast afstandsonderwijs is niet alleen een technische oplossing. Het is een manier om een kind actief te houden, in het ritme, in zijn rol als leerling onder anderen. Het biedt ook een immense morele steun voor het kind en zijn familie, die vaak een dubbele strijd moeten leveren: ziekte en isolement.

We kennen allemaal de realiteit van de schoolomgeving: overhoopgehaalde plannings, steeds meer specifieke behoeften, ... We moeten ons daarvan bewust zijn, het horen en het hier zeggen. Maar wanneer de inzet zo hoog is, zo betekenisvol, moeten we vooruit. Met duidelijkheid, maar zonder aarzeling.

En deze band met de klas, met de leerkrachten, met de vrienden, heeft ook een helende werking. Hij versterkt de moraal, handhaaft het gevoel van eigenwaarde en geeft perspectief.

In een wereld waar we het vaak hebben over de digitale kloof of ongelijkheid in het onderwijs, is dit een concreet initiatief dat de kloof kan verkleinen, niet alleen op academisch, maar ook op menselijk vlak.

Tot slot is het een manier om iets anders door te geven aan gezonde kinderen: solidariteit, begrip en respect voor verschillende levenspaden. Het is een school die zowel het hart als het verstand onderwijst.

We hebben de middelen, we hebben de voorbeelden. Wat we nu nodig hebben is de wil om deze aanpak toegankelijk te maken voor iedereen die het nodig heeft.

Bedankt voor het luisteren en bedankt aan Les Engagé.e.s voor dit initiatief.

Tussenkomst van mevrouw DE RIDDER :

De groene fractie steunt deze motie ook.

Sommige kinderen worden beroofd van de school en hun vrienden vanwege een ernstige ziekte. Voor hen is het een dubbele straf. En voor de ouders is het hartverscheurend.

Als groene partij zetten wij ons in voor een inclusieve school, een school waar rekening wordt gehouden met de specifieke behoeften van elk kind. We zijn er ook van overtuigd dat kinderen, net als alle mensen, betekenis vinden als ze voelen dat ze deel uitmaken van een groep, als ze verbonden zijn met hun klas.

Met de technologie van vandaag is het nu mogelijk, zelfs als kinderen fysiek niet op school zijn, om lessen in realtime te volgen en met hun klasgenoten te communiceren via een scherm. Het is ongetwijfeld een meerwaarde voor het zieke kind (continuïteit van het leren, band met vrienden, motivatie en steun) en voor de klasgroep (dagelijks contact, solidariteit en aanpassingsvermogen).

Vandaag zijn alle lokale scholen in Vorst uitgerust op vlak van informatica en hebben de onderwijsteams een opleiding gekregen. Onze Nederlandstalige scholen in Vorst bieden al afstandsonderwijs voor zieke kinderen, met ondersteuning en hulpmiddelen. Experimenten in Franstalig onderwijs hebben het pad al geëffend, zoals in de school AEC.

Het is echter van essentieel belang dat schooldirecties, leerkrachten en de bevoegde gemeentediensten overleg kunnen plegen en een hybride onderwijssysteem kunnen ontwerpen dat kan worden aangepast aan het profiel van de leerling en de klas waartoe hij of zij behoort. Het is ook essentieel om nauw samen te werken met de gezinnen en het medisch team dat het kind behandelt.

Voor deze uitdaging, net als voor andere die verband houden met inclusie, is structurele steun nodig van de FWB. De gemeenten kunnen dit niet compenseren.

Onderwijs is een fundamenteel recht. Zieke kinderen moeten zo normaal mogelijk kunnen blijven leren met hun klasgenoten.

Tussenkomst van de heer DAGRIN :

Dank aan de auteur van deze motie. Ik zie het als een reflectie op het soort samenleving dat we willen, een inclusieve of een exclusieve samenleving.

Een kapitalistische, liberale samenleving zal van nature leiden tot de uitsluiting van de zwaksten, de minst productieven, degenen die zogenaamd een kostenpost vormen. We moeten voortdurend garanties inbouwen tegen al deze uitsluitingen. En dat zijn er veel: er zijn mensen die geen fatsoenlijke huisvesting kunnen krijgen, mensen die het steeds moeilijker hebben om toegang te krijgen tot gezondheidszorg of gezond voedsel. Actueler zijn de mensen die geen baan kunnen vinden en die niet alleen worden uitgesloten van het recht op werk, maar ook van

werkloosheidsuitkeringen, zonder dat ze een geschikte baan aangeboden krijgen. En er ontstaan nieuwe vormen van sociale uitsluiting, zoals digitale uitsluiting, die bijna de helft van de bevolking treft.

Uiteindelijk gaat de motie die vandaag voorligt ook over inclusie. Naar school kunnen gaan, ondanks een langdurige ziekte, moet een doelstelling blijven. De federatie Wallonië-Brussel moet daar ook de middelen voor voorzien.

Om al deze redenen heeft de PVDA u voorgesteld deze motie te ondertekenen.

Tussenkomsst van de heer MARTIN :

Dank aan de fractieleider van Les Engagé.e.s voor het uitstellen van deze motie, zodat we ter plaatse konden nagaan wat er op deze gebieden al werd gedaan. Dank u dat u geluisterd hebt naar wat er op dit gebied al gedaan wordt in het Franstalig en het Nederlandstalig onderwijs en dat u dit hebt opgenomen in de tekst van deze motie.

2 annexes / 2 bijlagen

13 **Motion concernant la reconnaissance de la situation des aidants proches et les aides possibles à apporter par la Commune de Forest." (à la demande de Madame Gillard (MR+DéFI), monsieur Peycker (Les engagé.e.s), conseillers communaux). (Complémentaire)**

Le Conseil communal de Forest,

Vu les besoins spécifiques et criants des aidants proches, personnes qui apportent régulièrement leur aide à un proche en perte d'autonomie et/ou handicap physique et/ou mental ;

Vu le manque de moyens octroyés aux soins de première ligne et à l'aide à domicile et, en conséquence, l'importance du rôle joué par les aidants proches ;

Vu le pourcentage de 12% de la population belge qui sont actuellement aidants proches ;

Vu la nécessité de sensibiliser les représentants politiques et le tout public ainsi que les professionnels du secteur social-santé, à cette thématique de l'aide et à l'importance de refinancer le secteur des soins de santé dans sa globalité ;

Vu les projets ou aides apportées par l'ASBL Aidants Proches à d'autres communes bruxelloises, telles que Uccle, Anderlecht, Berchem Saint Agathe, Ville de Bruxelles, Woluwé-Saint-Lambert, Woluwé-Saint-Pierre, Schaerbeek et Etterbeek sous formes diverses telles que :

- un projet d'Espace Répit à Anderlecht,
- des soirées d'information à Berchem et à Schaerbeek,
- une carte de stationnement et une prime communale pour l'adaptation du logement à Bruxelles-Ville,
- une prime aux aidants-proches à Etterbeek et à Woluwé-Saint-Lambert,
- des cafés aidants-proches, une prime pour l'installation d'un appareil de télé-vigilance et la mise en place d'une référente aidant-proche à Woluwé-Saint-Pierre... ;

Vu la possibilité d'augmenter à Forest la visibilité des aides spécifiques disponibles actuellement ;

Vu les possibilités d'aides que peut proposer à la commune de Forest des asbl comme l'ASBL Aidants Proches dans l'organisation d'événements divers ou la distribution ou mise à disposition de brochures explicatives sur les aides apportées ;

Demande au Collège :

- d'organiser une soirée d'information animée par l'ASBL Aidant Proche ;
- d'autoriser la participation de l'ASBL Aidants Proches aux événements communaux ouverts au public ;
- de collaborer avec tous les acteurs communaux travaillant de près ou de loin sur la thématique des aidants proches (associations, maisons médicales, CPAS...) ;
- d'organiser une sensibilisation sur les jeunes et aidants-proches grâce à l'ASBL Jeunes et Aidants Proches ;
- de mettre en place une enquête auprès des Forestoises et Forestois pour évaluer leur nombre et leurs besoins en vue d'étudier la possibilité d'organiser un Espace de Répit adapté aux aidants proches forestois ;
- d'étudier la possibilité d'organiser un Espace de Répit permettant des cafés-rencontres, des séances de relaxation pour les aidants, des activités récréatives pour les fratries afin que tous puissent faire une pause et se ressourcer pour continuer leur chemin d'aidance ;
- d'étudier les possibilités de formation pour le personnel communal ;
- de développer des outils d'information suffisants, notamment sur le nouveau statut d'aidant proche, via les moyens de communication dont dispose la commune (site internet, page Facebook, journal communal...).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Motie over de erkenning van de situatie van mantelzorgers en mogelijke steun door de gemeente

Vorst (op vraag van Mevrouw Gillard (MR +DéFI), mijnheer Peycker (Les engagé.e.s), gemeenteraadsleden). (Aanvullend)

De Gemeenteraad van Vorst,

Gelet op de specifieke en dringende behoeften van mantelzorgers, personen die regelmatig hulp bieden aan een naaste met een verminderde zelfredzaamheid en/of een fysieke en/of mentale handicap;

Gelet op het gebrek aan middelen voor eerstelijnszorg en thuishulp en het daaruit voortvloeiende belang van de rol van mantelzorgers;

Gelet op het feit dat 12% van de Belgische bevolking momenteel mantelzorger is;

Gelet op de noodzaak om de politieke vertegenwoordigers en het grote publiek, alsook de professionals uit de gezondheids- en welzijnssector, bewust te maken van deze zorgthematiek en van het belang van de herfinanciering van de zorgsector als geheel;

Gelet op de projecten of de hulp van de vzw Mantelzorgers aan andere Brusselse gemeenten, zoals Ukkel, Anderlecht, Sint-Agatha-Berchem, Stad Brussel, Sint-Lambrechts-Woluwe, Sint-Pieters-Woluwe, Schaarbeek en Etterbeek in verschillende vormen, waaronder:

- een respijtruimte in Anderlecht,
- informatieavonden in Berchem en Schaarbeek,
- een parkeerkaart en een gemeentelijke premie voor de aanpassing van de woning in Brussel-Stad,
- een premie voor mantelzorgers in Etterbeek en Sint-Lambrechts-Woluwe,
- mantelzorgcafés, een premie voor de installatie van een personenalarminstelling en het voorzien van een mantelzorger-referent in Sint-Pieters-Woluwe, ...;

Gelet op de mogelijkheid om in Vorst de zichtbaarheid van specifieke hulp die momenteel beschikbaar is, te vergroten;

Gelet op de mogelijkheden voor hulp die vzw's zoals de vzw Mantelzorgers kunnen bieden aan de gemeente Vorst bij het organiseren van diverse evenementen of het verspreiden of ter beschikking stellen van brochures waarin de geboden hulp wordt toegelicht;

Vraagt het College:

- een informatieavond door de vzw Mantelzorgers te organiseren;
- de deelname van de vzw Mantelzorgers aan gemeentelijke voor publiek toegankelijke evenementen toe te staan;
- samen te werken met alle gemeentelijke actoren die nauw of op afstand betrokken zijn bij het thema mantelzorgers (verenigingen, medische centra, OCMW, ...);
- een sensibiliseringsactie te organiseren over jongeren en mantelzorgers via de vzw Jeunes et Aidants Proches;
- een enquête te organiseren bij de inwoners van Vorst om hun aantal en hun behoeften te evalueren, met het oog op het onderzoeken van de mogelijkheid voor het inrichten van een respijtruimte voor mantelzorgers in Vorst;
- de mogelijkheid te onderzoeken om een respijtruimte in te richten voor praatcafés, ontspanningssessies voor mantelzorgers en recreatieve activiteiten voor broers en zussen, zodat iedereen even kan uitrusten en nieuwe energie kan opdoen om voort te gaan met het zorgtraject;
- de opleidingsmogelijkheden voor het gemeentepersoneel te bekijken;
- voldoende informatietools te ontwikkelen, meer bepaald over het nieuwe statuut van mantelzorger, via de communicatiemiddelen waarover de gemeente beschikt (website, Facebookpagina, gemeenteblad, ...).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Intervention de Mme GILLARD Dominique

Je remercie chaleureusement les autres groupes qui ont accepté de se joindre à nous pour cette motion.

A l'origine de cette motion, il y a une citoyenne forestoise particulièrement investie dans la lutte pour une meilleure reconnaissance du statut d'aidant proche.

Qui sont ces aidants proches ? Le terme désigne toutes les personnes qui apportent, de manière régulière et non rémunérée, un soutien moral, physique ou logistique, à un membre de leur entourage. Qu'il s'agisse d'un conjoint, d'un parent, d'un enfant ou d'un proche, leur rôle est essentiel mais très souvent invisible. Avec le vieillissement de la population, la réduction de la durée des hospitalisations et les difficultés d'accès aux structures spécialisées, cette forme de solidarité familiale est appelée à se développer de manière exponentielle dans les années à venir.

On estime aujourd'hui, en Belgique, que 12% de la population est constituée d'aidants proches. Dans le domaine de la santé mentale, cette aide représente l'équivalent de 150 000 temps plein. Dans 43% des cas, l'accompagnement quotidien dure plusieurs heures. Dans d'autres, il s'étale sur l'ensemble de la journée.

Pourtant, cet engagement reste confiné à la sphère privée. Le manque de reconnaissance sociale est criant, en particulier pour les femmes qui représentent 80% des aidants proches. Elles sont souvent assignées à ce rôle par la société elle-même.

Ces aidants font face à de nombreux défis. Gérer la maladie, charge émotionnelle, coordination avec des services parfois mal adaptés et sous-financés. Ils vivent souvent dans l'ombre, avec peu de temps pour eux-mêmes, santé négligée et un manque cruel de reconnaissance institutionnelle.

Leur priorité est la personne aidée, au point de s'oublier eux-mêmes. Leur rôle dépasse largement celui d'une aide ponctuelle. Il englobe des responsabilités affectives, logistiques et parfois médicales. L'intensité de leur engagement dépend à la fois du niveau de dépendance de la personne aidée et de la relation entretenue avec celle-ci. Un point commun ressort cependant chez tous. Le sentiment de charge mentale et parfois d'isolement, particulièrement quand les relais professionnels ou locaux font défaut. S'ajoute à cela un sentiment de culpabilité à la fois face à l'incapacité perçue de répondre à toutes les attentes et à la crainte de mal faire ou de trahir le proche. Face à cette réalité, notre commune peut agir : en organisant des soirées d'information, en collaborant avec l'asbl Aidants proches et d'autres asbl locales, en collaborant avec les services communaux, en sensibilisant tant les jeunes que les adultes et en créant un espace de répit pour ces aidants.

Nous pouvons poser des actes très concrets pour eux. L'adoption de cette motion représente ainsi une première pierre vers une politique locale structurée, solidaire et humaine qui améliorera la vie de nombreuses Forestoises et Forestois.

Nous serons très attentifs à sa mise en œuvre dans les mois ou les années à venir.

Intervention de MR DAGRIN :

Merci à l'autrice de cette motion d'amener ici, à notre Conseil communal, la problématique peu connue des aidants proches.

Suite à la lecture de ce texte, j'ai pris contact avec cette ASBL s'occupant exclusivement des aidants proches. Ce fut un échange très intéressant, la représentante de cette ASBL est parfaitement consciente des limites budgétaires que connaissent les communes. Elle propose d'ailleurs plusieurs idées qui pourront offrir un soutien aux aidants proches tout en ne puisant pas dans les caisses communales déjà forts vides.

Le texte d'origine a été amendé sur l'aspect budgétaire, pas sur le fond qui nous semble correct. Une motion doit être le reflet des intentions et de la volonté des signataires, tout en évitant des promesses irréalisables.

Cette motion appelle évidemment à une réflexion sur le financement de la santé en général et en termes de besoins, ainsi qu'une réflexion sur la volonté du gouvernement de financer ou pas le secteur de la santé.

Outre l'indexation, c'est la norme de croissance qui détermine le pourcentage d'augmentation annuelle du budget de la santé. Selon les calculs du Bureau du Plan, un taux de croissance de 3,2 % est nécessaire entre 2025 et 2029 pour maintenir la même qualité de soins avec une population vieillissante. La Vivaldi, le gouvernement sortant, avait pourtant fixé la norme de croissance à 2,5 %. Un taux déjà insuffisant, donc. Les soins de santé accusaient un retard important avant même le début de ce gouvernement Arizona.

Selon leurs tableaux budgétaires, les soins de santé devront se contenter de 523 millions d'euros de moins, et non de plus. Pour ce faire, l'Arizona baissera la norme de croissance actuelle de 2,5 % à 2 %, pour ne la relever à 3 % qu'en 2029 par étapes. Ces mesures d'austérité auront des conséquences durables pour le secteur des soins de santé.

Par rapport à la norme de croissance de 3,2 % estimée nécessaire par le Bureau du Plan, cela représente une économie de plus d'un milliard et demi d'euros. Ce sont des milliards d'euros en moins, bien loin des « investissements » annoncés par certains lors de la campagne électorale.

Les personnes en situation d'handicap, ainsi que les aidants proches seront soumis à une pression accrue. C'est d'ailleurs dans ce contexte d'inquiétude que nous étions près de 30.000 à manifester dans les rues de Bruxelles jeudi dernier.

Ce recadrement étant effectué, et pour conclure avec la motion, nous sommes très heureux de cosigner ce texte.

Intervention de Mr MARTIN :

Cette thématique est essentielle à Forest et au-delà parce qu'elle représente quelque chose de

basique dans l'humanité : la coopération et l'entraide qui sont bien plus grandes que la compétition.

Intervention de Mr PEYCKER :

Nous saluons cette motion qui met en lumière les aidants proches : ces milliers de personnes qui, souvent dans l'ombre, soutiennent un proche en perte d'autonomie.

On estime qu'en Belgique, une personne sur huit est aujourd'hui aidante proche. À Forest aussi, elles et ils sont nombreux... mais encore trop invisibles.

Les propositions portées ici sont simples, concrètes, humaines : une soirée d'information, des sensibilisations dans les écoles, un Espace de Répit, un référent communal.

Ce sont des gestes de reconnaissance. Des gestes qui comptent.

Chez Les Engagé.e.s, nous soutenons cette motion avec conviction. Parce qu'une commune qui prend soin de ses aidants, c'est une commune qui prend soin de tous.

Et nous souhaitons aussi attirer l'attention, mettre en lumière les jeunes aidants proches qui sont fréquemment fessent à des choix difficiles.

Tussenkomst van mevrouw Dominique GILLARD

Ik wil de andere fracties die zich bij deze motie hebben aangesloten hartelijk bedanken.

Aan de bron van deze motie ligt een inwoner van Vorst die bijzonder actief is geweest in de strijd voor een betere erkenning van het statuut van mantelzorger.

Wie zijn deze mantelzorgers? De term verwijst naar alle mensen die regelmatig onbetaalde morele, fysieke of logistieke steun bieden aan iemand uit hun omgeving. Of het nu gaat om een echtgenoot, ouder, kind of familielid, hun rol is essentieel maar heel vaak onzichtbaar. Met een vergrijzende bevolking, kortere ziekenhuisverblijven en moeilijke toegang tot gespecialiseerde voorzieningen, zal deze vorm van familiale solidariteit de komende jaren exponentieel groeien.

Vandaag wordt in België geschat dat 12 % van de bevolking mantelzorger is. In de geestelijke gezondheidszorg vertegenwoordigt deze hulp het equivalent van 150.000 voltijdse banen. In 43 % van de gevallen duurt de dagelijkse ondersteuning enkele uren. In andere gevallen duurt ze de hele dag.

Toch blijft deze verbintenis beperkt tot de privésfeer. Het gebrek aan sociale erkenning is schrijnend, vooral voor vrouwen, die 80 % van de mantelzorgers uitmaken. Ze krijgen deze rol vaak toegewezen door de maatschappij zelf.

Deze verzorgers worden met veel uitdagingen geconfronteerd. Omgaan met ziekte, emotionele belasting, coördinatie met diensten die soms slecht aangepast en ondergefinancierd zijn. Ze leven vaak in de schaduw, met weinig tijd voor zichzelf, een verwaarloosde gezondheid en een groot gebrek aan institutionele erkenning. Hun prioriteit is de persoon voor wie ze zorgen, tot op het punt dat ze zichzelf vergeten. Hun rol gaat veel verder dan het bieden van gerichte hulp. Het omvat emotionele, logistieke en soms medische verantwoordelijkheden. De intensiteit van hun verbintenis hangt af van zowel de mate van afhankelijkheid van de persoon die verzorgd wordt als van de relatie die ze met die persoon hebben. Er is echter één ding dat ze allemaal gemeen hebben. Het gevoel van mentale belasting en soms isolement, vooral wanneer professionele of lokale tussenpersonen ontbreken. Daarbij komt nog een schuldgevoel over het onvermogen om aan alle verwachtingen te voldoen en de angst om iets verkeerd te doen of hun geliefde te verraden. Ten aanzien van deze realiteit kan onze gemeente actie ondernemen: door informatieavonden te organiseren, door samen te werken met de vzw Mantelzorgers en andere lokale vzw's, door samen te werken met de gemeentediensten, door zowel jongeren als volwassenen bewust te maken en door een respitruimte te creëren voor deze verzorgers.

We kunnen iets heel concreets voor hen doen. Het aannemen van deze motie is dan ook een eerste fundament naar een gestructureerd, solidair en menselijk lokaal beleid dat het leven van veel Vorstenaren zal verbeteren.

We zullen de implementatie ervan de komende maanden en jaren nauwlettend volgen.

Tussenkomsst van de heer DAGRIN

Dank aan de auteur van deze motie om de weinig bekende problematiek van de mantelzorgers hier op onze gemeenteraad onder de aandacht te brengen.

Na het lezen van deze tekst heb ik contact opgenomen met de vzw die zich uitsluitend bezighoudt met mantelzorgers. Het was een zeer interessant gesprek en de vertegenwoordiger van deze vzw is zich ten volle bewust van de budgettaire beperkingen waarmee de gemeenten te maken hebben. Ze stelt een aantal ideeën voor om mantelzorgers te ondersteunen zonder in de toch al zeer lege gemeentekas te tasten.

Het budgettaire aspect van de oorspronkelijke tekst is gewijzigd, niet de inhoud, wat volgens ons correct is. Een motie moet de intenties en de wil van de ondertekenaars weerspiegelen, maar tegelijk onrealistische beloftes vermijden.

Deze motie vraagt uiteraard om een reflectie over de financiering van de gezondheidszorg in het algemeen en in termen van behoeften, evenals een reflectie over de bereidheid van de regering om de gezondheidszorg al dan niet te financieren.

Naast indexatie is het de groeinorm die het jaarlijkse stijgingspercentage van het gezondheidsbudget bepaalt. Volgens berekeningen van het Planbureau is er tussen 2025 en 2029 een groei van 3,2 % nodig om dezelfde kwaliteit van zorg te behouden met een vergrijzende bevolking. De ontslagnemende Vivaldi-regering had de groeinorm echter vastgesteld op 2,5 %. Een percentage dat dus al onvoldoende was. De gezondheidszorg liep al ver achter voor de aanvang van deze Arizona-regering.

Volgens hun begrotingstabellen zal de gezondheidszorg het moeten doen met 523 miljoen euro minder, niet meer. Om dit te bereiken zal Arizona de huidige groeinorm verlagen van 2,5 % naar 2 % en deze pas in 2029 stapsgewijs verhogen naar 3 %. Deze bezuinigingsmaatregelen zullen blijvende gevolgen hebben voor de gezondheidszorg.

Vergeleken met de groeinorm van 3,2 % die het Planbureau noodzakelijk acht, betekent dit een besparing van meer dan anderhalf miljard euro. Dat zijn miljarden euro's minder, ver verwijderd van de 'investeringen' die door sommigen tijdens de verkiezingscampagne werden aangekondigd.

Mensen met een handicap en mantelzorgers zullen onder grotere druk komen te staan. In deze zorgwekkende context betoogden we bovendien afgelopen donderdag met bijna 30.000 mensen in de straten van Brussel.

Met dat in gedachten, en om af te sluiten met de motie, zijn we erg blij dat we deze tekst kunnen medeondertekenen.

Tussenkomsst van de heer MARTIN

Dit thema is essentieel voor Vorst en daarbuiten omdat het iets fundamenteels in de mensheid vertegenwoordigt: samenwerking en wederzijdse hulp, die veel belangrijker zijn dan concurrentie.

Tussenkomsst van de heer PEYCKER

Wij zijn verheugd over deze motie die de schijnwerpers richt op mantelzorgers: de duizenden mensen die, vaak achter de schermen, een geliefde ondersteunen die zijn zelfstandigheid verliest.

Naar schatting is één persoon op acht in België mantelzorger. Ook in Vorst zijn er veel... maar ze zijn nog te onzichtbaar.

De voorstellen die hier worden gedaan zijn eenvoudig, concreet en menselijk: een informatieavond, sensibilisering in scholen, een respijtruimte, een gemeentelijke referentiepersoon.

Dit zijn gebaren van erkenning. Gebaren die tellen.

Bij Les Engagé.e.s. steunen we deze motie met overtuiging. Want een gemeente die zorgt voor haar mantelzorgers is een gemeente die zorgt voor iedereen.

En we willen ook de aandacht vestigen op jonge mantelzorgers die vaak voor moeilijke keuzes staan.

2 annexes / 2 bijlagen

14 Question orale relative au conseil consultatif des aînés (à la demande de Monsieur Potelle, conseiller communal).

Monsieur le bourgmestre

Madame et Monsieur les échevins en charge de la participation citoyenne

Un Conseil consultatif des aînés (CCA) est un organe de participation citoyenne qui permet aux personnes ayant le plus d'expérience de donner leur avis et de formuler des recommandations sur les politiques publiques en général et, en particulier, les matières qui les concernent le plus directement. Je pense par exemple au vieillissement, à la santé, à la mobilité pédestre, à l'accessibilité de l'administration, à la lutte contre l'isolement...

Que peut faire un tel organe ?

- émettre un avis aux autorités communales concernant les matières susmentionnées
- mettre en œuvre une concertation et une collaboration avec les associations et autres organisations concernées par les seniors
- rendre un avis sur la diffusion d'informations à la population concernant les seniors
- être un relais entre les autorités et la population ainée.

Les résultats à Berchem-Sainte-Agathe, Bruxelles-Ville, Etterbeek, Evere, Uccle et Watermael-Boitsfort sont très encourageants (liste non exhaustive). Au niveau des partis, je sais que le CD&V, les Engagés, le MR et le PS disposent d'une telle structure.

Si notre conseil communal forestois montre un bel équilibre homme-femme, c'est moins le cas au niveau des tranches d'âge. En effet, aucune personne de plus de 70 ans n'a été élue.

Puisque je ne vois malheureusement rien dans la Déclaration de politique générale à ce sujet, ma question est

Qu'attendons-nous pour mettre en place un conseil consultatif des aînés en s'inspirant de ce qui se fait déjà ailleurs ?

Mondelinge vraag over de adviesraad voor senioren (op vraag van de heer Potelle, gemeenteraadslid).

Mijnheer de burgemeester,

Dames en heren schepenen bevoegd voor burgerparticipatie,

Een adviesraad voor senioren (AS) is een burgerparticipatieorgaan dat mensen met de meeste ervaring in staat stelt hun mening te geven en aanbevelingen te doen over het overheidsbeleid in het algemeen en in het bijzonder over kwesties die hen het meest direct aangaan. Ik denk bijvoorbeeld aan vergrijzing, gezondheid, voetgangersmobiliteit, toegankelijkheid van de administratie, bestrijding van isolement, ...

Wat kan een dergelijk orgaan doen?

- een advies uitbrengen aan de gemeentelijke overheden over de hierboven vermelde kwesties;
- overleg plegen en samenwerken met verenigingen en andere organisaties die zich bezighouden met senioren;
- advies uitbrengen over de verspreiding van informatie over senioren onder de bevolking;
- een schakel zijn tussen de overheid en de oudere bevolking.

De resultaten in Sint-Agatha-Berchem, Brussel-Stad, Etterbeek, Evere, Ukkel en Watermaal-Bosvoorde zijn zeer bemoedigend (niet-exhaustieve lijst). Op partijniveau weet ik dat de CD&V, les Engagés, de MR en de PS een dergelijke structuur hebben.

Hoewel onze Vorstse gemeenteraad een mooi evenwicht laat zien tussen mannen en vrouwen, is dat minder het geval op het vlak van leeftijdsgroepen. Er werd geen enkele persoon ouder dan 70 jaar verkozen.

Aangezien ik hierover helaas niets terugzie in de Algemene Beleidsverklaring, is mijn vraag: waar wachten we nog op om een adviesraad voor senioren op te richten naar het voorbeeld van wat elders al wordt gedaan?

Réponse de Mme El Omari :

Merci, Monsieur le Conseiller, pour cette interpellation.

Les membres du Collège partagent unanimement l'importance de garantir aux aînés une place pleine et entière dans la vie de notre commune.

Dans notre déclaration de politique générale, nous avons clairement inscrit un axe stratégique : lutter contre l'isolement, encourager les échanges intergénérationnels, faciliter l'accès à la culture, et renforcer la participation citoyenne des seniors.

Concernant cette dernière dimension, la nouvelle majorité a choisi de redynamiser les lieux de concertation avec les aînés, afin de renforcer leur participation à la vie politique locale.

Cependant, plutôt que de reprendre le modèle formel d'un « Conseil consultatif » classique, nous avons opté pour des rencontres citoyennes plus conviviales et informelles.

Cette approche a pour but d'attirer un plus grand nombre de participants, notamment ceux qui

peuvent se montrer réfractaires aux structures politiques plus traditionnelles.

Depuis le début de cette législature, la mise en place de ces moments d'échanges s'effectue déjà de manière concrète dans nos trois centres pour seniors.

Ces rencontres, organisées tous les six mois, permettent aux aînés d'échanger sur des sujets essentiels pour la vie forestoise.

L'équipe du service seniors s'assure de l'implication active des aînés dans l'organisation de ces événements, afin de sortir des cadres souvent perçus comme trop rigides et peu attrayants des conseils consultatifs traditionnels.

En parallèle, des initiatives mensuelles - telles que des rencontres ciné-club et des sessions de théâtre - sont organisées pour encourager des échanges réguliers autour de sujets d'actualité ou de thèmes culturels.

Ces moments sont l'occasion de débats riches et vivants, qui nourrissent la réflexion et stimulent des conversations spontanées.

Un exemple concret : en avril dernier, une rencontre citoyenne s'est tenue au Centre Marconi.

Lors de cette rencontre, des thématiques essentielles pour les seniors, telles que la mobilité, l'accessibilité et les services de proximité, ont été abordées.

Ainsi, bien que nous n'ayons pas opté pour la création d'un Conseil consultatif des aînés en tant que tel, il est clair que les occasions d'échanges et de rencontres entre les seniors et les élus sont nombreuses et variées.

Les thématiques abordées couvrent un large éventail de préoccupations locales : sécurité, solidarité, cohésion sociale, et lutte contre l'isolement, entre autres.

Ces échanges réguliers permettent de maintenir un lien fort et dynamique entre la population âgée et les élus, et renforcent la solidarité intergénérationnelle à Forest.

Réplique de Mr Potelle :

J'avais effectivement repéré les différentes actions et initiatives proposées par le service senior. Cependant, je suis attaché à un conseil consultatif des aînés formel. En effet, si certaines personnes n'aiment pas le côté formel, d'autres l'apprécient et un conseil formel permet de rendre la chose structurelle.

Quand vous organisez des rencontres avec les aînés, n'hésitez pas à inviter l'opposition.

Antwoord van mevrouw El Omari :

Dank u, raadslid, voor deze interpellatie.

De leden van het College delen unaniem het belang om ouderen een volwaardige rol te laten spelen in het leven van onze gemeente.

In onze algemene beleidsverklaring hebben we duidelijk een strategische pijler vastgelegd: isolement bestrijden, intergenerationeel contact bevorderen, de toegang tot cultuur vergemakkelijken en de burgerparticipatie van senioren versterken.

Wat deze laatste dimensie betreft, heeft de nieuwe meerderheid ervoor gekozen om de structuren voor overleg met de senioren nieuw leven in te blazen om hun deelname aan het lokale politieke leven te versterken.

Maar in plaats van het formele model van een klassieke 'Adviesraad' over te nemen, hebben we

gekozen voor gezelligere en informele ontmoetingen tussen burgers.

Het doel van deze aanpak is om een groter aantal deelnemers aan te trekken, met name degenen die misschien weerstand bieden tegen traditionelere politieke structuren.

Sinds het begin van deze bestuursperiode vinden deze uitwisselingsmomenten reeds concreet plaats in onze drie seniorencentra.

Deze bijeenkomsten, die om de zes maanden worden georganiseerd, geven senioren de kans om te praten over onderwerpen die van vitaal belang zijn voor het Vorstse leven.

Het team van de Seniorendienst zorgt ervoor dat senioren actief betrokken zijn bij het organiseren van deze evenementen, om zo los te komen van de kaders die vaak als te rigide en onaantrekkelijk worden ervaren in traditionele adviesraden.

Tegelijkertijd worden er maandelijks initiatieven georganiseerd - zoals filmclubs en theatersessies - om regelmatige uitwisselingen over actuele onderwerpen of culturele thema's aan te moedigen.

Deze evenementen bieden de gelegenheid voor rijke en levendige debatten, die stof tot nadenken geven en spontane gesprekken stimuleren.

Een concreet voorbeeld: afgelopen april werd er een bijeenkomst voor burgers georganiseerd in centrum Marconi.

Tijdens deze bijeenkomst werden belangrijke thema's voor senioren besproken, zoals mobiliteit, toegankelijkheid en lokale diensten.

Hoewel we er niet voor gekozen hebben om een Adviesraad voor senioren als zodanig op te richten, is het duidelijk dat er talrijke, uiteenlopende mogelijkheden voor gesprekken en ontmoetingen tussen senioren en verkozenen zijn.

De onderwerpen die aan bod komen, bestrijken een breed scala aan lokale bezorgdheden, waaronder veiligheid, solidariteit, sociale cohesie en de strijd tegen isolement.

Deze regelmatige uitwisselingen dragen bij tot het in stand houden van een sterke en dynamische band tussen de oudere bevolking en de verkozenen en versterken de solidariteit tussen de generaties in Vorst.

Repliek van de heer POTELLE :

Ik had inderdaad de verschillende acties en initiatieven gezien die door de Seniorendienst werden voorgesteld. Ik hecht echter belang aan een formele adviesraad voor senioren. Sommige mensen houden niet van het formele aspect, maar anderen wel, en een formele raad helpt om iets te structureren.

Als u bijeenkomsten met senioren organiseert, aarzel dan niet om de oppositie uit te nodigen.

2 annexes / 2 bijlagen

15 **Question orale concernant la fêtes Médiévales de Forest (à la demande de Monsieur Potelle, conseiller communal).**

Les Fêtes Médiévales de Forest sont un événement annuel majeur qui plonge environ 50.000 visiteurs dans l'ambiance du Moyen Âge le temps d'un week-end. Elles se sont jusqu'à présent

déroulées dans le cadre historique de l'Abbaye de Forest. Fondées en 1996 à l'initiation de Mme Corinne de Permentier, les Fêtes Médiévales de Forest ont été un des premiers marchés médiévaux à Bruxelles.

Les fêtes médiévales de Forest auront-elles lieu cette année ?

- En effet, le site de l'Abbaye de Forest est moins disponible qu'usuellement.
- L'ASBL (régal) qui s'occupait des médiévales depuis 1999 est en *clôture de liquidation* depuis le 26 décembre 2024.
- Le dernier post sur facebook de l'organisation date de mars 2025 et mentionne un **éventuel** marché médiéval.

Si les Fêtes médiévales de Forest ont lieu cette année-ci, qui en serait l'organisateur ?

Si oui, sur quel site ? Et est-ce que le nombre d'exposants pourra rester le même ?

Deux questions complémentaires

A-t-on une idée du nombre de personnes venant aux médiévales ? Et de leur origine géographique ?

- Nombre de Forestois et Forestoises
- Nombre de personnes hors Forest mais de la région de Bruxelles-Capitale
- Nombre de personnes d'autres régions ?
- Nombre de visiteurs venant de l'étranger ?

Ces dernières années on déplore des stands qui sont parfois peu en lien avec le thème médiéval, que mettez-vous en œuvre pour que cet événement conserve son authenticité ?

Mondelinge vraag over de Middeleeuwse Feesten van Vorst (op vraag van de heer Potelle, gemeenteraadslid).

De Middeleeuwse Feesten van Vorst zijn een groot jaarlijks evenement dat ongeveer 50.000 bezoekers een weekend lang onderdompelt in de sfeer van de middeleeuwen. Tot nu toe werden ze gehouden in de historische setting van de Abdij van Vorst. De Middeleeuwse Feesten van Vorst ontstonden in 1996 op initiatief van Corinne de Permentier en waren een van de eerste middeleeuwse markten in Brussel.

Vinden de Middeleeuwse Feesten van Vorst dit jaar plaats?

- De site van de Abdij van Vorst is minder beschikbaar dan gewoonlijk.
- De vzw die de Middeleeuwse Feesten sinds 1999 organiseert (Régal), is sinds 26 december

2024 in *vereffening*.

- De laatste Facebookpost van de organisatie dateert van maart 2025 en vermeldt een **eventuele** middeleeuwse markt.

Als de Middeleeuwse Feesten van Vorst dit jaar plaatsvinden, wie zou ze dan organiseren?

Zo ja, op welke locatie? En blijft het aantal exposanten hetzelfde?

Nog twee vragen

Hebben we enig idee van hoeveel mensen naar de Middeleeuwse Feesten komen? En waar ze vandaan komen?

- o Aantal mensen uit Vorst?
- o Aantal mensen van buiten Vorst maar uit het Brussels Hoofdstedelijk Gewest?
- o Aantal mensen uit andere gewesten?
- o Aantal bezoekers uit het buitenland?

De laatste jaren stellen we tot onze spijt vast dat er stands zijn die soms weinig te maken hebben met het middeleeuwse thema. Wat doet u om ervoor te zorgen dat dit evenement zijn authenticiteit behoudt?

Réponse de Mr SPAPENS :

Les Fêtes médiévales est un des événement forestois qui rassemble toute une partie de la population, peut-être même plus que d'autres événements créés par après. Il était donc très important pour nous de les maintenir.

Concernant le site de l'abbaye, de nouvelles dispositions ont été prises lors de Festival des contes et celui des chorales pour qu'ils aient lieu sur le site.

En décembre, le concessionnaire des fêtes médiévale (également actif à Uccle) a annoncé qu'il faisait faillite. Suite à cela, nous avons lancé un marché pour trouver un nouveau concessionnaire. Celui-ci se concluait aujourd'hui à midi. Malgré les nombreuses visites qu'il y a eu, d'après les courriers reçus suite à celle-ci, l'ancien prestataire a découragé financièrement les potentiels soumissionnaires. Nous avons fait un cahier des charges un peu moins strict sur le caractère médiéval.

Cette année, les fêtes médiévales sont malheureusement suspendues tout comme à Uccle. Nous allons devoir bien communiquer autour de cela. Cette suspension est la conséquence de la faillite du concessionnaire.

Tout avait été lancé dans les temps par le service qui a fait le maximum et que je remercie. Nous tentons encore quelque chose avec la commune d'Etterbeek mais cela semble compromis.

Concernant la provenance du public, en l'absence de ticket d'entrée, c'est une notion difficile à établir. Nous avons cependant des données datant d'un sondage fait sur site il y a cinq-six ans. Le samedi attire plus de gens venant de l'extérieur de Bruxelles (la fréquentation est pour

globalement à 50 % bruxelloise) que le dimanche (systématiquement le jour de la journée sans voiture) qui est fréquenté essentiellement par des Bruxellois. Ce jour-là on compte +/- 40 % de Forestois.

Réplique de Mr POTELLE

Merci pour la clarification sincère et honnête.

Antwoord van de heer SPAPENS

De Middeleeuwse Feesten zijn een evenement in Vorst dat heel wat mensen samenbrengt, misschien zelfs meer dan andere evenementen die later zijn ontstaan. Het was voor ons dan ook heel belangrijk dit te behouden.

Wat de abdij betreft, zijn er nieuwe maatregelen genomen om het Verhalenfestival en het Korenfestival op deze site te laten plaatsvinden.

In december kondigde de concessiehouder van de Middeleeuwse Feesten (ook actief in Ukkel) aan dat hij failliet ging. Daarop hebben we een aanbesteding uitgeschreven om een nieuwe concessiehouder te vinden. Die liep vandaag om 12 uur af. Ondanks de vele bezoeken die er zijn geweest, heeft de vorige concessiehouder volgens de brieven die we daarna hebben ontvangen, potentiële inschrijvers financieel ontmoedigd. We hadden een iets minder strikt bestek opgesteld wat betreft het middeleeuwse karakter.

Dit jaar worden de Middeleeuwse Feesten helaas opgeschort, net als in Ukkel. We zullen hierover goed moeten communiceren. Deze opschorting is het gevolg van het faillissement van de concessiehouder.

Alles was op tijd opgestart door de dienst, die zijn uiterste best heeft gedaan, waarvoor dank. We proberen nog iets met de gemeente Etterbeek, maar dat lijkt niet te lukken.

Wat de herkomst van het publiek betreft: dat is zonder toegangsticket moeilijk vast te stellen. We beschikken echter over gegevens van een enquête die vijf of zes jaar geleden ter plaatse werd gehouden. Op zaterdag komen er meer mensen van buiten Brussel (+/- 50 % van de bezoekers komt uit Brussel) dan op zondag (steeds de autoloze zondag), wanneer er vooral Brusselaars komen. Dan is +/- 40 % van de bezoekers Vorstenaar.

Repliek van de heer POTELLE

Bedankt voor de oprechte en eerlijke verduidelijking.

2 annexes / 2 bijlagen

16 **Question orale relative à l'instrumentalisation d'écoliers à des fins politiques ? (à la demande de Monsieur Potelle, conseiller communal). (Complémentaire)**

Monsieur le Bourgmestre, Monsieur l'échevin en charge des évènements patriotiques, Madame l'échevine en charge de l'enseignement, Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Je souhaite interpeller le Collège au sujet d'un élément particulier de l'exposition organisée dans le cadre des commémorations du 8 mai 1945, qui s'est tenue dans les murs mêmes de notre maison

communale.

Cette exposition, fruit du travail d'élèves de 5^e et 6^e primaires, avait pour objectif officiel de sensibiliser les écoliers à la mémoire collective, à la transmission des valeurs fondamentales que sont la liberté, la démocratie, la paix tout en faisant de manière ludique de l'histoire et du français. A priori, je ne peux que saluer l'initiative pédagogique.

Cependant, j'ai été interpellé, comme plusieurs citoyens, par une œuvre exposée portant cette inscription :

«Bouchez ne rime pas avec liberté»

(Bouchez avec un Z à la fin.)

1) Dévoiement du devoir de mémoire

- Cette phrase vise clairement le président du mouvement réformateur Georges-Louis Bouchez.
- Cette phrase est hors sujet.
Elle détourne une commémoration historique - la fin du national-socialisme, la restauration de la liberté – au profit d'une opinion politique partisane, d'une attaque ad hominem qui plus est exprimée dans un cadre scolaire.

Il s'agit d'un dévoiement du devoir de mémoire, qui aurait dû rester un moment d'union et non de division.

2) Responsabilité de la maison communale

- La maison communale est un lieu institutionnellement neutre, sauf dans cette enceinte.
- Permettre l'exposition non seulement d'un message politique mais d'une attaque ad hominem dans la maison communale donne l'impression que la majorité tolère / cautionne / encourage ce biais politique, en particulier quand il est véhiculé par des enfants.

3) Instrumentalisation probable de jeunes enfants

- Les élèves concernés ont entre 10 et 12 ans.
- Il est difficile de croire qu'un enfant de cet âge utilise autant de figures de style et puisse formuler un tel message de manière autonome.

3 possibilités (dans tous les cas, l'enfant est une victime)

- Soit cet enfant très en avance pour son âge et il s'agit d'un futur poète et grammairien.
C'est l'hypothèse la moins probable car, l'actualité récente nous a montré que certains adultes utilisent 'Arizona caca ' comme argument principal.
- Soit c'est le résultat de l'influence d'une éducation familiale haineuse qui au lieu de proposer des valeurs positives (par exemple la solidarité ou la défense de la démocratie, la protection de l'environnement, ...) instille de la haine auprès d'enfants influençables.
Si c'est récurrent, il s'agit d'un environnement familial toxique. Dans un signal d'alerte « protection de l'enfance ».
Si c'est récurrent, il est de la responsabilité du corps enseignant et désormais du collège communal de saisir le centre PMS, le service d'aide à la jeunesse ou la cellule R (équipe de prévention à la radicalisation).

- o Soit il s'agit d'un contenu orienté par l'institutrice.teur et/ou le ou la professeure de cours philosophique.
Et là ce serait gravissime.

Je pose les questions suivantes:

- Cet enfant fait-il preuve de radicalisme de manière récurrente ? Et si oui quelles mesures pouvons-nous mettre en place ?
- Quels encadrants ont validé ou orienté ce contenu ? Quelles sanctions envisagez-vous ?
- Quel(s) comité(s) a ou ont validé les éléments exposés ?
- Est-ce que les écoles concernées ont reçu des consignes et est-ce qu'une validation du Collège pour l'exposition de cette œuvre a eu lieu ?
- Quelles mesures entendez-vous prendre pour garantir, à l'avenir, que les événements pédagogiques dans des lieux publics communaux respectent la neutralité politique et la solennité des commémorations nationales ?

Mondelinge vraag gebruik van schoolkinderen voor politieke doeleinden? (op vraag van de heer Potelle, gemeenteraadslid). (Aanvullend)

Mijnheer de burgemeester, Mijnheer de schepen bevoegd voor Patriottische Evenementen, Mevrouw de schepen bevoegd voor Onderwijs, Dames en heren van het College,

Ik wil het College interpellieren over een bepaald element in de tentoonstelling die georganiseerd werd in het kader van de herdenking van 8 mei 1945 in ons gemeentehuis.

Het officiële doel van deze tentoonstelling, het werk van leerlingen uit het 5^e en 6^e leerjaar, was schoolkinderen bewust te maken van gebeurtenissen in het verleden, de overdracht van fundamentele waarden van vrijheid, democratie en vrede, en tegelijk speels bezig te zijn met geschiedenis en Frans. Op het eerste gezicht kan ik dit pedagogisch initiatief alleen maar toejuichen.

Net als een aantal burgers stelde ik me vragen over een tentoongesteld werk met dit opschrift:

"Bouchez ne rime pas avec liberté" (vert. "*Bouchez rijmt niet op vrijheid*")

1) Ontsporing van een herdenkingsmoment

- Deze uitspraak gaat duidelijk over MR-voorzitter Georges-Louis Bouchez.
- Deze zin is irrelevant.

Het verdraait een historische herdenking – komaf met het nationaal-socialisme, herstel van de vrijheid – naar een partijdige politieke opinie, een aanval ad hominem die bovendien in een schoolcontext wordt geuit.

Het gaat om een ontsporing van de oefening van herdenking, die een moment van samenhang in plaats van verdeeldheid moet zijn.

2) Roeping van een gemeentehuis

- Het gemeentehuis is een institutioneel neutrale plaats, behalve hier.
- Door toe te staan dat in het gemeentehuis niet alleen een politieke boodschap maar ook een aanval tegen een persoon wordt getoond, wordt de indruk gewekt dat de meerderheid deze politieke vooringenomenheid tolereert / goedkeurt / aanmoedigt, vooral als die door kinderen wordt overgebracht.

3) Mogelijke instrumentalisering van jongeren

- De betrokken leerlingen zijn tussen 10 en 12 jaar oud.
- Het is moeilijk te geloven dat een kind van die leeftijd zoveel stijlfiguren gebruikt en een dergelijke boodschap zelfstandig kan formuleren.

3 mogelijkheden (in alle gevallen is het kind een slachtoffer):

- Ofwel is dit kind zijn leeftijd ver vooruit en is het een toekomstig dichter en grammaticus.
Dit is de minst waarschijnlijke hypothese, aangezien recente gebeurtenissen tonen dat sommige volwassenen 'Arizona caca' als belangrijkste argument gebruiken.
- Ofwel is dit het resultaat van de invloed van een haatdragende familiale opvoeding die, in plaats van positieve waarden voor te stellen (bv. solidariteit of verdediging van de democratie, bescherming van het milieu, ...) haat opwekt bij beïnvloedbare kinderen.
Als het zich herhaaldelijk voordoet, is het een teken van een toxische thuisomgeving.
Als waarschuwingssignaal om 'het kind te beschermen'.
Als dit een weerkerend probleem is, is het de taak van de leerkracht en nu ook van het College van Burgemeester en Schepenen om de zaak door te verwijzen naar het CLB, de dienst voor jeugdbijstand of de cel ter preventie van radicalisering.
- Ofwel is de inhoud gestuurd door de onderwijzer(es) en/of de leerkracht filosofie.
En dat zou heel ernstig zijn.

Ik stel de volgende vragen:

- Vertoont dit kind herhaaldelijk tekenen van radicalisme? En zo ja, welke maatregelen kunnen we nemen?
- Welke begeleiders hebben deze inhoud goedgekeurd of gestuurd? Welke sancties overweegt u?
- Welk(e) comité(s) heeft/hebben de gepresenteerde elementen goedgekeurd?
- Hebben de betrokken scholen richtlijnen ontvangen en heeft het College de tentoonstelling van dit werk goedgekeurd?
- Welke maatregelen zal u nemen om te zorgen dat educatieve evenementen op gemeentelijke openbare plaatsen in de toekomst de politieke neutraliteit en de plichtigheid van nationale herdenkingen respecteren?

Réponse de Mme Père :

J'entends votre exposé concernant l'affichage de ce dessin et je ne partage pas vos propos qui vous appartiennent et relèvent de votre liberté d'expression.

Voici le contexte dans lequel cette exposition a été organisée. Les commémorations du 8 mai tombant lors des vacances scolaires francophones, les élèves de cet enseignement ne pouvaient pas participer à ces commémorations. J'estimais qu'il fallait une action symbolique où les élèves des écoles francophones étaient impliqués. J'ai demandé aux directions d'école et à la conseillère pédagogique d'organiser une action pour que les enfants des 5^e et 6^e primaires de l'enseignement communal francophone puissent réfléchir aux valeurs et aux thèmes de la fin de la seconde guerre mondiale. Cette réflexion s'est déroulée dans le cadre des cours de philosophie et de citoyenneté. Ce cours a pour objectif d'amener les élèves à devenir des citoyens autonomes, critiques, engagés et capables de participer à la construction d'une démocratie juste. Nous sommes ici dans l'apprentissage de la libre pensée, de l'esprit critique et de la libre expression. Dans ce cadre, les élèves ont d'abord eu cours théorique sur le thème de la résistance au travers des époques. Il leur a été demandé de créer un slogan qui résume pour eux un acte de résistance et qui leur ferait sens en fonction de leur famille et de leur vécu. Chacun évolue dans un milieu familial dans lequel on lui a transmis des valeurs philosophiques, religieuses ou politiques. La consigne était claire et n'a en aucun cas fait l'objet d'une instrumentalisation comme vous le prétendez, que ce soit de la part de l'enseignant, du service de l'instruction publique, de la conseillère pédagogique, du Collège ou de moi-même. Il n'y a pas eu de radicalisation comme vous le supputez.

Oui, des élèves de 11-12 ans sont des sujets pensants, capables d'exprimer une opinion sans vouloir être délétère, malveillant ou haineux. Nous sommes bien, ici, dans le cadre de la libre expression d'une pensée et non d'un appel à la haine qui pour moi est la limite à ne pas dépasser. La censure d'un travail ou d'une œuvre d'un élève ne serait pas cohérente avec les objectifs à atteindre par le cours de philosophie et de citoyenneté. Bien sûr, à l'avenir, il sera suggéré de ne pas citer de personnalités publiques.

Je suis assez interpellée par votre demande de signalement au centre PMS, au service d'aide à la jeunesse et au comité R. Je serai intéressée de connaître les critères sur lesquels vous vous basez pour faire ces propositions.

Je terminerai en rappelant à chacun qu'il faut rapporter les choses à leur juste valeur.

Réplique de Mr POTELLE :

Je ne comprends pas que vous ne compreniez pas. C'est vraiment idéologiquement orienté, pour moi, il y a des enfants qui sont en danger. Je garde l'entièreté de ce que j'ai dit, les mots ayant été bien pesés. Il y a un filtre à faire même si l'enfant arrive avec ces choses-là, ça n'a pas à être exposé. Ce que vous me répondez est pour moi totalement choquant et inacceptable. Je me demande si, un enfant avait critiqué Paul Magnette, Raoul Hedebouw, Marie Lecoq, votre réaction aurait-elle été la même ?

Je suis réellement choqué et je ne suis pas le seul. Votre réponse me pose un réel problème. Pour moi, ce type de dessin n'aurait jamais dû passer, c'est une attaque ad hominem et c'est impensable. La salle des guichet est censée être un lieu neutre. Ce type de dessin n'avait pas lieu d'être dans cet endroit.

Antwoord van mevrouw PÈRE

Ik begrijp uw standpunt over het tentoonstellen van deze tekening, maar ik deel uw mening niet, die uw eigen mening is en onder uw vrijheid van meningsuiting valt.

Ik schets de context waarin de tentoonstelling werd georganiseerd. Aangezien de herdenkingen van 8 mei tijdens de Franstalige schoolvakantie plaatsvonden, konden de leerlingen van deze

scholen er niet aan deelnemen. Ik vond dat er een symbolische actie moest komen waarbij de leerlingen van de Franstalige scholen betrokken waren. Ik heb de schooldirecties en de pedagogisch adviseur gevraagd een actie te organiseren zodat de kinderen van het 5e en 6e leerjaar van het gemeentelijk Franstalig onderwijs konden nadenken over de waarden en thema's van het einde van de Tweede Wereldoorlog. Deze oefening vond plaats in het kader van de lessen filosofie en burgerschap. Deze lessen hebben tot doel de leerlingen te leren zelfstandige, kritische en geëngageerde burgers te worden die kunnen bijdragen aan de opbouw van een rechtvaardige democratie. Het gaat hier om het aanleren van vrij en kritisch denken en vrije meningsuiting. In dat kader kregen de leerlingen eerst theoretische lessen over het thema van het verzet door de eeuwen heen. Er werd hun gevraagd een slogan te bedenken die voor hen een daad van verzet samenvat en die voor hen betekenis heeft in het licht van hun familie en hun ervaringen. Iedereen groeit op in een familiale omgeving waarin filosofische, religieuze of politieke waarden worden doorgegeven. De instructie was duidelijk en werd in geen geval geïnstrumentaliseerd, zoals u beweert, noch door de leerkracht, noch door de dienst voor openbaar onderwijs, noch door de pedagogisch adviseur, noch door het College, noch door mijzelf. Er was geen sprake van radicalisering, zoals u denkt.

Ja, leerlingen van 11-12 jaar zijn denkende individuen, die in staat zijn een mening te uiten zonder kwaadaardig, haatdragend of vijandig te zijn. We hebben hier te maken met de vrije meningsuiting en niet met een oproep tot haat, wat voor mij de grens is die niet overschreden mag worden. Het censureren van een werkstuk of een kunstwerk van een leerling zou niet in overeenstemming zijn met de doelstellingen van de cursus filosofie en burgerschap. Natuurlijk zal er in de toekomst worden voorgesteld om geen publieke figuren te citeren.

Ik ben nogal verbaasd over uw vraag om dit te melden bij het PMS-centrum, de dienst voor jeugdbijstand en comité R. Ik zou graag weten op basis van welke criteria u deze voorstellen doet.

Tot slot wil ik iedereen eraan herinneren dat we de zaken moeten relativeren.

Repliek van de heer POTELLE

Ik begrijp niet dat u het niet begrijpt. Het is echt ideologisch getint en voor mij zijn er kinderen die in gevaar zijn. Ik sta volledig achter wat ik heb gezegd, de woorden zijn zorgvuldig gekozen. Er moet een filter worden toegepast: zelfs als het kind met deze dingen aankomt, hoeft het niet te worden getoond. Uw antwoord vind ik schokkend en onaanvaardbaar. Ik vraag me af of uw reactie hetzelfde zou zijn geweest als een kind kritiek had geuit op Paul Magnette, Raoul Hedebouw of Marie Lecocq.

Ik ben echt geschokt en ben niet de enige. Uw antwoord baart mij grote zorgen. Naar mijn mening had dit soort tekeningen nooit mogen worden getoond, het is een persoonlijke aanval en dat is ondenkbaar. De lokettenzaal hoort een neutrale plek te zijn. Dit soort tekeningen horen daar niet thuis.

2 annexes / 2 bijlagen

17 Question orale relative à la gestion passée et future de l'ALE de Forest (à la demande de Monsieur Potelle, conseiller communal). *(Complémentaire)*

a) Première partie : gestion passée et actuelle de l'ALE de Forest

Je tiens tout d'abord à signaler qu'une bonne partie des faits que je vais exposer se sont produits avant l'investiture de Mme l'échevine. Toutefois, il est indispensable de faire la lumière sur ces dysfonctionnements pour garantir une meilleure gestion à l'avenir.

Pour rappel, la personne déléguée à la gestion journalière par le conseil d'administration de l'ALE a détourné à-peu-près tous les fonds pendant presque 2 ans... Quasi aucun fournisseur n'avait été payé. Le conseil d'administration de l'ALE est composé d'administrateurs et administratrices ordinaires chapeautés par un bureau composé de 4 personnes investies de missions spécifiques (présidence, trésorerie, secrétariat et vice-présidence).

- Le trésorier et le président de l'ALE n'ont pas eu accès au compte bancaire pendant \pm 2 ans sans qu'ils ne s'en inquiètent outre mesure. Est-ce de la bonne gestion ?
- Ce n'est d'ailleurs que parce que l'ALE a été sommée par Actiris de présenter des comptes approuvés par l'assemblée générale que le pot-aux-roses a été découvert en 2022.
- Le conseil d'administration de l'ALE ne s'est pas réuni en 2023. Pas une seule fois. En violation flagrante de l'article 16 des statuts et surtout des règles du bon sens vu les circonstances. Et ce, malgré de nombreuses demandes informelles de ma part, mes 6 demandes écrites ainsi que les demandes écrites de 2 autres représentants de l'opposition de l'époque. Est-ce de la bonne gestion ?
- Lorsque le CA de l'ALE se réunit, les PVs des réunions ne sont pas envoyés spontanément. Parfois ils ne sont pas envoyés du tout, parfois un brouillon est envoyé. Il n'est corrigé qu'avec difficultés. Est-ce de la bonne gestion ?
- La liste de distribution des membres de CA n'est pas mise à jour. Entre août 2022 et décembre 2024, j'ai dû demander que l'on m'ajoute dans la liste de distribution courrielle. A chaque fois l'un.e ou l'autre administrateur.trice attentif.ve a pu me transmettre les courriels. Est-ce de la bonne gestion ?
- Les comptes 2019, 2020, 2021, 2022 et 2023 n'ont été déposés au greffe du tribunal de l'entreprise que le 19 mars 2025. Est-ce de la bonne gestion ?
- A ce jour, les comptes 2024 n'ont pas été présentés au conseil d'administration. Est-ce de la bonne gestion ?
- La liste des administrateurs La dernière publication au Moniteur date de mars 2022. Les changements intervenus par la suite ne sont donc pas officiellement actés. La Banque Carrefour des Entreprises montre des administrateurs et administratrices de la mandature 2013. Est-ce de la bonne gestion ?
- Quand le CA décide de rembourser partiellement certains créanciers, le bureau de l'ALE avertit certains créanciers mais ne s'exécute qu'avec plusieurs mois de retard malgré les rappels d'administrateurs ordinaires. Est-ce de la bonne gestion ? Cette dernière promesse non tenue a déclenché l'ire d'un des créanciers. Cette asbl spécialisée dans l'innovation par le design social s'est présomptueusement portée partie civile dans le procès contre l'ancienne «directrice» de l'ALE et a ensuite enclenché une procédure de mise en faillite de l'ALE.
- Suite à la condamnation de l'ancienne directrice par le tribunal de première instance le 6 décembre 2024 et après avoir mandé l'avocat de l'ALE pour essayer de faire rectifier le jugement, le CA de l'ALE de Forest ne s'est pas réuni (même de manière informelle) afin de décider de faire ou non appel du jugement. Est-ce de la bonne gestion ?
- Lorsque l'ASBL a saisi le tribunal de l'entreprise en vue d'entamer la procédure de mise en faillite pour cessation de paiement de l'ALE de Forest, le président du CA de l'ALE et, vu le délai très court, n'a pas pu se présenter lui-même ni déléguer un avocat. Il n'a pas contacté les administrateurs ordinaires de l'ALE. L'ALE n'était donc pas représentée au tribunal. L'ALE a donc été condamnée par défaut... Est-ce de la bonne gestion ?
- Je pourrais continuer les questions oratoires pendant 1 heure...

Mes questions pour la première partie sont donc

- Est-ce de la bonne gestion ?
- Six mois après votre prise de fonction, quelles initiatives avez-vous prises dans ce dossier ? Avez-vous pu rencontrer le président de l’ALE ?
- Estimez-vous que ce dossier a fait l’objet d’un traitement diligent par le collège sous la législature précédente ?
- Vu la gestion passée, qu’envisagez-vous de mettre en place pour la très probable future ALE forestoise ?

b) Seconde partie : gestion future de l’ALE de Forest - questions exploratoires

Je souhaite passer à des réflexions plus exploratoires et plus globales concernant les ALE. Certaines réflexions dépassent le cadre de notre seule commune mais pourraient être portées par Forest au niveau régional.

L’ALE de Forest a-t-elle besoin d’une AG et d’un conseil d’administration aussi pléthorique ? Avons-nous besoin d’une ALE et d’une maison de l’emploi à Forest ? Avons-nous besoin d’une ALE dans chaque commune ? Une antenne locale oui bien sûr mais n’est-il pas envisageable de n’avoir qu’un seul CA au niveau régional ? Notez-le bien car c’est très rare, je suis sur ce point d’accord avec la FGTB.

Voire aucun CA pour d’ALE car tout pourrait être géré par Actiris...

Mondelinge vraag over het vroegere en toekomstige beheer van het Vorstse PWA (op vraag van de heer Potelle, gemeenteraadslid). (Aanvullend)

Het vroegere en het toekomstige beheer van het Vorstse PWA

Mijnheer de burgemeester,

Mevrouw de schepen voor werk,

a) Deel 1: Het Vorstse PWA gisteren en vandaag

Allereerst wil ik erop wijzen dat veel van wat ik nu ga vermelden, gebeurde voordat de huidige schepen werd benoemd. Het is echter essentieel om licht te werpen op deze disfuncties om beter beheer in de toekomst te garanderen.

Ter herinnering: de persoon die door de raad van bestuur van het PWA met het dagelijks bestuur werd belast, verduisterde bijna alle fondsen gedurende bijna 2 jaar ... Er waren bijna geen enkele leverancier betaald. De raad van bestuur van het PWA bestaat uit gewone bestuurders, met aan het hoofd een bureau van 4 personen met specifieke taken (voorzitter, penningmeester, secretaris en ondervoorzitter).

- De penningmeester en de voorzitter hebben al ongeveer 2 jaar geen toegang tot de bankrekening, zonder dat ze zich daar al te veel zorgen over maakten. Is dat goed bestuur?

- Pas toen Actiris het PWA vroeg om rekeningen voor te leggen die door de algemene vergadering waren goedgekeurd, kwam de aap uit de mouw in 2022.
- De raad van bestuur van het PWA vergaderde niet in 2023. Niet één maal. Een flagrante schending van artikel 16 van de statuten en vooral van de regels van gezond verstand gezien de omstandigheden. En dit ondanks talloze informele verzoeken van mij, mijn 6 schriftelijke verzoeken en de schriftelijke verzoeken van 2 andere toenmalige oppositieleden. Is dat goed bestuur?
- Wanneer de raad van bestuur van het PWA vergadert, worden de notulen van de vergaderingen niet spontaan verstuurd. Soms worden ze helemaal niet opgestuurd, soms wordt er een kladversie verstuurd. Die wordt maar met moeite verbeterd. Is dat goed bestuur?
- De mailinglijst van de bestuursleden wordt niet bijgewerkt. Tussen augustus 2022 en december 2024 heb ik moeten vragen om aan de mailinglijst te worden toegevoegd. Telkens kon een of andere aandachtige bestuurder mij de berichten doormailen. Is dat goed bestuur?
- De jaarrekeningen voor 2019, 2020, 2021, 2022 en 2023 werden pas op 19 maart 2025 gedeponereerd bij de griffie van de ondernemingsrechtbank. Is dat goed bestuur?
- Tot op heden zijn de jaarrekeningen voor 2024 niet voorgelegd aan de raad van bestuur. Is dat goed bestuur?
- De lijst van de bestuurders: De laatste publicatie in het Belgisch Staatsblad dateert van maart 2022. Latere wijzigingen zijn dus niet officieel vastgelegd. De Kruispuntbank van de Ondernemingen toont bestuurders van 2013. Is dat goed bestuur?
- Wanneer de raad van bestuur beslist om bepaalde schuldeisers gedeeltelijk terug te betalen, verwittigt het bureau van het PWA sommige schuldeisers, maar komt het met maanden vertraging in actie, ondanks aanmaningen van gewone bestuurders. Is dat goed bestuur? Deze laatste gebroken belofte wekte de woede van een van de schuldeisers. Deze vzw gespecialiseerd in innovatie via social design stelde zich burgerlijke partij tegen de voormalige 'directrice' van het PWA en startte vervolgens een procedure voor faillietverklaring van het PWA.
- Na de veroordeling van de voormalige directrice door de rechtbank van eerste aanleg op 6 december 2024 en na de advocaat van het PWA opdracht te hebben gegeven om te proberen het vonnis te laten corrigeren, is de raad van bestuur van het Vorstse PWA niet (zelfs niet informeel) bijeengekomen om te beslissen al dan niet tegen het vonnis in beroep te gaan. Is dat goed bestuur?
- Toen de vzw het faillissement van PWA Vorst aanvroeg bij de ondernemingsrechtbank, kon de voorzitter van het bestuur van het PWA niet persoonlijk aanwezig zijn of een advocaat aanstellen, gezien de zeer krappe termijn. Hij heeft geen contact opgenomen met de gewone bestuurders van het PWA. Het PWA was dus niet vertegenwoordigd in de rechtszaal. Het PWA werd dus bij verstek veroordeeld ... Is dat goed bestuur?
- Ik zou nog wel een uur door kunnen gaan met vragen ...

Mijn vragen voor het eerste deel zijn:

- Is dat goed bestuur?
- Welke initiatieven hebt u, zes maanden na uw aantreden, genomen in dit dossier? Hebt u de voorzitter van het PWA kunnen ontmoeten?
- Hebt u het gevoel dat het College deze kwestie correct heeft aangepakt tijdens de vorige

bestuursperiode?

- Wat bent u, in het licht van het bestuur in het verleden, van plan te doen voor het zeer waarschijnlijke toekomstige Vorstse PWA?

b) Deel 2: Het Vorstse PWA morgen – verkennende vragen

Ik wil verdergaan met wat meer verkennende en algemenere bedenkingen over PWA's. Sommige gaan verder dan het kader van onze gemeente, maar kunnen door Vorst op gewestelijk niveau worden opgepakt.

Heeft het PWA van Vorst zo'n grote algemene vergadering en raad van bestuur nodig? Hebben we een PWA én een Jobhuis nodig in Vorst? Hebben we een PWA nodig in elke gemeente? Een lokale afdeling, ja natuurlijk, maar is het niet mogelijk om slechts één raad van bestuur te hebben op gewestelijk niveau? Merk op, want dit is zeldzaam: ik ben het op dit punt eens met het ABVV.

Of zelfs geen raad van bestuur voor het PWA, want alles zou beheerd kunnen worden door Actiris ...

Réponse de Mme BERRAHAL

Sur la gestion passée : je ne serai pas longue car vous êtes bien plus au courant que moi du déroulement de l'histoire vu que je n'étais pas présente, alors que vous étiez dans le CA.

- Pour rappel et de ce que j'ai pu récolter comme informations depuis mon arrivée, il y a eu malversation, et la directrice a détourné de l'argent en mentant et en falsifiant les comptes et les documents. Tout le monde s'est fait avoir, personne n'a pu prévoir cela. Pour rappel encore, cette personne était engagée par Actiris et non par l'ALE de Forest. Dès que l'ALE de Forest a compris et pris connaissance du problème, elle a attaqué cette personne en justice. Je pense donc qu'il serait inutile que je perde du temps à creuser les éléments du passé vu que les méfaits ont eu lieu et la situation a été entre temps prise en main.

-La situation actuelle est la suivante : un des prestataires de l'ALE a été en justice, et l'ALE est en situation de faillite pendante. L'ALE a fait un recours, et une négociation a été réalisée par l'intermédiaire du curateur avec le prestataire de l'ALE. Cette décision de contestation de la demande du prestataire a été prise par les membres actuels du CA de l'ALE, dont vous faites partie. Aux dernières nouvelles, il semble que l'avocat de ce prestataire ait refusé l'offre de l'ALE.

-J'ai été en contact avec le président de l'ALE à plusieurs reprises depuis le début de mon mandat. Même si je ne fais pas partie du CA, je me tiens informée de la situation, dans le but que l'ALE puisse au plus vite et au mieux reprendre son rôle de remise à l'emploi des chercheurs d'emploi.

Par rapport à la deuxième partie de votre question :

-Dès que l'ALE sera remise sur pied, je travaillerai à refaire connaître ce service auprès de tous les acteurs concernés afin de la redynamiser un maximum.

Un travail de réflexion devra aussi être fait avec les différents acteurs économiques de la commune pour faire correspondre un maximum les besoins et les demandes avec l'offre de service de l'ALE de Forest.

-Par ailleurs, je vais creuser la piste d'un subside de relance, sans vous faire aucune promesse à

ce niveau-là, car tout dépendra du budget communal.

-À plus long terme se pose aussi la question de la fusion des ALE que vous soulevez. C'est une question intéressante. Si on arrive à faire diminuer la charge administrative et à optimiser le fonctionnement des ALE en organisant une centralisation, c'est une piste à envisager. Par contre, il faudra absolument faire en sorte que la gestion puisse rester au plus proche du niveau communal, afin de correspondre un maximum aux réalités de terrain propres à chaque commune, et au plus proche des habitants.

Il faudra donc faire une étude approfondie de la question, et c'est à discuter au niveau régional, avec Actiris et le futur Gouvernement. En tant qu'échevine de l'emploi, je suivrai cette question de près, et je vous invite, en tant que membre du CA de l'ALE à en faire de même.

Réplique de Mr POTELLE :

Ma question ne portait pas trop sur le détournement en lui-même mais sur le moment où il a été constaté. Pour moi, le CA a été plus que dysfonctionnel.

L'ALE est un acteur important pour la remise à l'emploi. Les chiffres montrent que l'ALE de Forest tourne moins bien qu'avant et moins bien qu'ailleurs.

J'aimerais savoir qui on mettra au bureau, j'aimerais que ce ne soient pas les même personnes que précédemment. Je pose la question aujourd'hui même si je sais qu'on n'en discutera pas ici.

Antwoord van mevrouw BERRAHAL :

Over het verleden: ik zal het kort houden, want jullie zijn veel beter op de hoogte van de gang van zaken dan ik, aangezien ik er niet bij was, terwijl jullie in de raad van bestuur zaten.

– Ter herinnering en op basis van de informatie die ik sinds mijn komst heb verzameld, is er sprake geweest van malversaties en heeft de directrice geld verduisterd door te liegen en de rekeningen en documenten te vervalsen. Iedereen is bedrogen, niemand had dit kunnen voorzien. Ter herinnering: deze persoon was aangeworven door Actiris en niet het PWA van Vorst. Zodra het PWA van Vorst het probleem begreep en zich ervan bewust werd, heeft het deze persoon voor de rechter gedaagd. Ik denk dus dat het zinloos is om tijd te verspillen aan het uitpluizen van gebeurtenissen uit het verleden, aangezien de misdrijven hebben plaatsgevonden en de situatie inmiddels onder controle is.

– De huidige situatie is als volgt: een van de dienstverleners van het PWA is voor de rechter gedaagd en het PWA verkeert in een faillissementsprocedure. Het PWA heeft beroep aangetekend en er zijn via de curator onderhandelingen gevoerd met de dienstverlener van het PWA. De beslissing om de vraag van de dienstverlener te betwisten is genomen door de huidige leden van de raad van bestuur van het PWA, waarvan u deel uitmaakt. Volgens de laatste berichten zou de advocaat van deze dienstverlener het aanbod van het PWA afgewezen hebben.

Ik heb sinds het begin van mijn mandaat meermaals contact gehad met de voorzitter van het PWA. Hoewel ik geen deel uitmaak van de raad van bestuur, blijf ik op de hoogte van de situatie, zodat het PWA zo snel en zo goed mogelijk haar rol in de tewerkstelling van werkzoekenden kan hervatten.

Wat het tweede deel van uw vraag betreft:

– Zodra het PWA weer actief is, zal ik eraan werken om deze dienst opnieuw bekend te maken bij alle betrokken actoren, zodat het weer maximaal kan worden ingezet.

Er zal ook moeten worden nagedacht met de verschillende economische actoren van de gemeente om de behoeften en de vraag zo goed mogelijk af te stemmen op het dienstenaanbod van het PWA van Vorst.

– Bovendien zal ik de mogelijkheid van een herstelsubsidie onderzoeken, zonder u op dat vlak iets te beloven, want alles hangt af van de gemeentebegroting.

– Op langere termijn rijst ook de vraag van de fusie van de PWA's die u aanhaalt. Dat is een interessante vraag. Als we erin slagen de administratieve lasten te verminderen en de werking van de PWA's te optimaliseren door een centralisatie, is dat een mogelijkheid die we moeten overwegen. Het is echter absoluut noodzakelijk dat het beheer zo dicht mogelijk bij het gemeentelijk niveau blijft, zodat het zo goed mogelijk aansluit bij de specifieke realiteit van elke gemeente en zo dicht mogelijk bij de mensen staat.

Er moet dus een grondige studie van deze kwestie worden gemaakt, en dit moet op gewestelijk niveau worden besproken, met Actiris en de toekomstige regering. Als schepen van Werkgelegenheid zal ik deze kwestie op de voet volgen en ik nodig u, als lid van de raad van bestuur van het PWA, uit om hetzelfde te doen.

Repliek van de heer POTELLE :

Mijn vraag ging niet zozeer over de verduistering zelf, maar over het moment waarop het werd ontdekt. Naar mijn mening functioneerde de raad van bestuur meer dan slecht.

Het PWA is een belangrijke speler op het vlak van herinschakeling op de arbeidsmarkt. Uit de cijfers blijkt dat het PWA van Vorst minder goed presteert dan vroeger en minder goed dan elders.

Ik zou graag weten wie er in het bureau zal zetelen en hoop dat het niet dezelfde zijn als vroeger. Ik stel de vraag vandaag, ook al weet ik dat ze hier niet zal worden besproken.

2 annexes / 2 bijlagen

18 **Question orale relative au déplacement du marché du samedi de la place Saint-Denis (à la demande de Monsieur Peycker, conseiller communal). (Complémentaire)**

Madame la Présidente, Monsieur le Bourgmestre, Chèr.e.s membres du Collège, Chèr.e.s Collègues,

Dans le cadre des travaux de réaménagement de la place Saint-Denis, le marché hebdomadaire du samedi a été déplacé rue Jean-Baptiste Vanpé. Ce chantier, annoncé du printemps 2025 à l'été 2026, transforme en profondeur l'organisation du quartier pour une période d'au moins un an.

Or, plusieurs éléments liés à ce déplacement temporaire suscitent des interrogations légitimes, tant sur le fond que sur la méthode :

- La durée précise du déplacement n'a jamais été clairement communiquée, laissant les commerçants sans visibilité pour anticiper leur activité.
- Le nouvel emplacement, en pente, complique fortement l'installation des étals.
- La concertation semble avoir été minimale : certains commerçants affirment n'avoir été informés qu'une semaine avant le déménagement.

- À ce jour, le site officiel de la commune n'a pas été mis à jour, ce qui nuit à la bonne information des riverains comme des client•e•s, et renforce le sentiment d'impréparation.

Pour notre mouvement Les Engagé•e•s, qui défend une gouvernance fondée sur la participation citoyenne et le soutien à l'économie locale, ce manque d'anticipation et de concertation est regrettable. Un chantier aussi emblématique que celui de la place Saint-Denis méritait une méthode exemplaire, construite avec les acteur•rice•s du terrain.

Dès lors, je vous adresse les questions suivantes :

1. **Quelle est la durée exacte prévue pour ce déplacement ?** La commune peut-elle garantir le retour du marché sur la place Saint-Denis à l'issue des travaux ?
2. **Quels soutiens sont prévus pour les commerçants impactés ?** (communication, logistique, accompagnement dans les démarches de primes régionales, etc.)
3. **Quelles démarches de concertation ont été menées en amont avec les commerçants ?** Quelles ont été leurs demandes et comment ont-elles été prises en compte ?
4. **Pourquoi la rue Jean-Baptiste Vanpé a-t-elle été choisie comme lieu de repli ?** D'autres alternatives ont-elles été étudiées ?
5. **Quand le site de la commune sera-t-il mis à jour pour informer correctement les citoyen•ne•s du nouvel emplacement ?**
6. **Une évaluation de l'impact de ce déplacement est-elle prévue en cours de chantier ?** (fréquentation, chiffre d'affaires, satisfaction des commerçants et riverains)

Je vous remercie pour vos réponses. La gestion des espaces publics, surtout lorsqu'elle touche à la vie économique d'un quartier, doit se faire avec clarté, anticipation et dans un véritable esprit de dialogue.

Je vous remercie.

PEYCKER

Communal

Les Engagé.e.s

Stéphane

Conseiller

Chef de groupe

Mondelinge vraag over de verplaatsing van de zaterdagmarkt van het Sint-Denijsplein (op

vraag van de heer Peycker, gemeenteraadslid). (Aanvullend)

Mevrouw de Voorzitster, mijnheer de Burgemeester, beste leden van het College, beste collega's,

In het kader van de heraanleg van het Sint-Denijsplein is de wekelijkse zaterdagmarkt verplaatst naar de Jean-Baptiste Vanpéstraat. De werkzaamheden worden uitgevoerd van het voorjaar 2025 tot de zomer van 2026 en zullen de organisatie van de wijk voor minstens een jaar radicaal veranderen.

Een aantal elementen van deze tijdelijke verplaatsing roepen echter legitieme vragen op, zowel wat betreft de inhoud als de methode:

- De precieze duur van de verplaatsing is nooit duidelijk gecommuniceerd, waardoor handelaars niet kunnen anticiperen wat hun activiteiten betreft.
- De nieuwe locatie is een helling, wat de plaatsing van de kramen erg bemoeilijkt.
- Het overleg lijkt minimaal te zijn geweest: sommige handelaars beweren slechts een week voor de verplaatsing op de hoogte te zijn gebracht.
- Tot op heden is de officiële website van de gemeente niet bijgewerkt, wat nadelig is voor het goed informeren van omwonenden en klanten, en wat het gevoel van een gebrek aan voorbereiding versterkt.

Les Engagé.e.s, een beweging die opkomt voor een bestuur gebaseerd op burgerparticipatie en ondersteuning van de lokale economie, betreurt dit gebrek aan anticipatie en overleg. Een emblematisch project als dat van het Sint-Denijsplein verdiende een voorbeeldige methode, opgebouwd met de belanghebbenden.

Vandaar mijn vragen:

1. **Hoe lang gaat deze verplaatsing precies duren?** Kan de gemeente garanderen dat de markt na de werken terugkeert naar het Sint-Denijsplein?
2. **Welke steun is er voorzien voor de betrokken handelaars?** (communicatie, logistiek, steun bij het aanvragen van gewestelijke premies, ...)
3. **Welke overleg is er vooraf geweest met de handelaars?** Wat waren hun vragen en hoe werd daarmee rekening gehouden?
4. **Waarom werd de J-B Vanpéstraat gekozen als nieuwe locatie?** Zijn er andere alternatieven bestudeerd?
5. **Wanneer wordt de website van de gemeente bijgewerkt om de burgers te informeren over de nieuwe locatie?**
6. **Is er een evaluatie gepland van de impact van deze verplaatsing tijdens de werken?** (bezoekersaantallen, omzet, tevredenheid van handelaars en buurtbewoners)

Alvast bedankt voor uw antwoorden. Het beheer van de openbare ruimte, vooral wanneer dit het economische leven van een wijk beïnvloedt, moet helder, anticiperend en in een echte geest van dialoog gebeuren.

Bedankt.

PEYCKER

Engagé.e.s

Stéphane

Gemeenteraadslid

Fractieleider Les

Réponse de Mr TAHRI :

La durée des travaux est estimée à deux ans. A l'issue de ce chantier, la brocante et le marché devraient retrouver, comme convenu, la Place St-Denis.

Concernant le soutien aux commerçants, un accompagnement spécifique a été mis en place pour l'ensemble des commerces situés dans le périmètre concerné par les travaux afin de les aider à obtenir une prime liée à l'impact du chantier.

Par ailleurs, je rappelle que la commune soutient activement les commerces locaux à travers la campagne « J'achète 1190 » qui vise à encourager les achats de proximité.

Concernant les démarches de concertation menées en amont, des prises de contact ont eu lieu notamment avec les commerçants de la rue Jean-Baptiste Van Pé afin de leur annoncer le déménagement du marché. Il leur a aussi été proposé de s'installer aussi sur le marché s'ils le souhaitent. Une attention particulière a été portée à l'implantation des maraichers pour éviter qu'ils masquent la visibilité des commerces de la rue. Les premiers retours reçus des commerçants de la rue étaient positifs. Il y avait un regain de fréquentation dans la rue malgré la mauvaise météo.

Concernant le choix de la rue Jean-Baptiste Van Pé comme lieu de repli du marché, de nombreuses pistes alternatives ont été examinées en concertation avec le concessionnaire en charge de la gestion des marchés et brocantes. La rue Jean-Baptiste Van Pé a été retenue vu son lien direct avec la Place St-Denis. De plus, en cette période de travaux, cela permettra d'amener plus de clients dans les commerces locaux.

L'information a bien été publiée sur le site communal, assez tardivement, il est vrai. Nous avons effectivement essayé de maintenir le marché sur la Place St-Denis le plus longtemps possible.

Concernant l'évaluation de l'impact du déplacement du marché, des évaluations sont prévues durant la durée du chantier afin de suivre des indicateurs tels que la fréquentation, le chiffre d'affaire ainsi que la satisfaction des commerçants et des riverains.

Réplique de Mr PEYCKER :

Merci pour vos réponses claires et précises. Nous restons donc attentifs au développement de ces marchés sur le territoire de notre commune.

Antwoord van de heer TAHRI

De duur van de werken wordt geschat op twee jaar. Na de werken zullen de brocante en de markt, zoals overeengekomen, terugkeren naar het Sint-Denijsplein.

Wat de steun aan handelaars betreft, is er specifieke begeleiding opgezet voor alle handelszaken in de zone waar de werken plaatsvinden, om hen te helpen een premie te krijgen i.v.m. de impact van de werken.

Bovendien wil ik eraan herinneren dat de gemeente de lokale handel actief ondersteunt via de campagne "Ik koop 1190", die lokaal winkelen tracht aan te moedigen.

Wat het voorafgaand overleg betreft, is er contact opgenomen met de handelaars in de J.-B. Van Péstraat om hen op de hoogte te brengen van de verplaatsing van de markt. Er werd hen ook voorgesteld om zich op de markt te vestigen als ze dat wilden. Er werd bijzondere aandacht besteed aan de plaatsing van de groentekramen om te voorkomen dat ze het zicht op de winkels in de straat zouden belemmeren. De eerste reacties van de handelaars in de straat waren positief. Ondanks het slechte weer was er een toename van het aantal bezoekers in de straat.

Wat betreft de keuze van de Van Péstraat als uitwijkplaats voor de markt, werden er in overleg met de concessiehouder die instaat voor het beheer van de (rommel)markten tal van alternatieve mogelijkheden onderzocht. Er werd gekozen voor de Van Péstraat vanwege de directe verbinding met het Sint-Denijsplein. Bovendien zal dit tijdens de werkzaamheden meer klanten naar de lokale winkels brengen.

De informatie is inderdaad op de gemeentewebsite gepubliceerd, zij het vrij laat. We hebben geprobeerd om de markt zo lang mogelijk op het Sint-Denijsplein te houden.

Wat betreft de evaluatie van de impact van de verplaatsing van de markt, zijn er tijdens de werken evaluaties gepland om indicatoren zoals het aantal bezoekers, de omzet en de tevredenheid van de handelaars en omwonenden op te volgen.

Repliek van de heer PEYCKER

Bedankt voor uw duidelijke antwoorden. We blijven dus aandachtig volgen hoe deze markten zich in onze gemeente ontwikkelen.

2 annexes / 2 bijlagen

19 Question d'actualité sur le tournoi de football (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal) (Ajouté en séance)

"Madame la Présidente,

Je souhaite revenir sur le tournoi de football co-organisé le week-end passé par la Maison des Jeunes de Forest et le Service Prévention, tournoi lors duquel la situation au Palestine était centrale et largement relayée par l'Echevin des Sports (t-shirt « Free Palestine », drapeaux palestiniens...).

Chacun éprouve de l'empathie avec les victimes innocentes de ce conflit.

En nous recentrant sur les aspects qui relèvent de la commune, je suis particulièrement inquiet des vives tensions qui opposent les communautés au sein de notre commune.

Plus que jamais, les liens sont fracturés et des incidents fréquents instillent un climat délétère, violent et haineux.

Ce qui me pose un problème fondamental c'est qu'il apparaîtrait que le service de la Prévention, service de notre administration communale, censée être apolitique, semble manifester une opinion sur le conflit au Proche-Orient.

Ce n'est pas son rôle.

Et ce n'est pas digne d'un service public qui se doit d'être attentif à tous les Forestois. Mes questions sont les suivantes :

- 1) En tant qu'Echevine de la Prévention avez-vous approuvé préalablement cette participation ?
- 2) Des agents du service prévention ou d'un autre service communal y ont-ils participé. Dans l'affirmative, l'ont-ils fait durant leurs heures de travail ou est-ce sur le temps privé ?

Par ailleurs, j'aimerais relever les propos associant certains membres du collège sur les réseaux sociaux, lesquels semblent minimiser les atrocités commises par le Hamas le 7 octobre.

Dans ces temps troublés, il est temps de rappeler l'importance de la cohésion et du vivre-ensemble, en ayant à l'esprit que l'empathie doit prévaloir à l'égard des victimes innocentes des deux parties et que nos actes et propos peuvent avoir des conséquences terribles à l'égard des esprits les plus haineux qui pourraient y voir une forme de légitimation et de normalisation de la situation actuelle qui est particulièrement délétère.

"Bien cordialement Cédric

Actualiteitsvraag over het voetbaltoernooi (op verzoek van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid) (Toegevoegd tijdens de zitting)

Mevrouw de voorzitter,

Ik wil terugkomen op het voetbaltoernooi dat vorig weekend mede georganiseerd werd door het Jeugdhuis van Vorst en de Preventiedienst, een toernooi waar de situatie in Palestina centraal stond en ook nog belicht werd door de schepen van sport (T-shirt met opschrift "Free Palestine", Palestijnse vlaggen, ...).

Iedereen voelt mee met de onschuldige slachtoffers van dit conflict.

Als we kijken naar de aspecten die de gemeente aangaan, maak ik me vooral zorgen over de scherpe spanningen tussen de gemeenschappen in onze gemeente.

Meer dan ooit zijn er spanningen en incidenten zorgen voor een negatief, gewelddadig en haatversterkend klimaat. Wat ik fundamenteel problematisch vind, is dat de Preventiedienst, een dienst van onze gemeente die geacht wordt apolitiek te zijn, een mening lijkt te tonen over het conflict in het Midden-Oosten.

Dit is niet diens rol. En het is een openbare dienst onwaardig, die de plicht heeft aandacht te hebben voor alle Vorstenaars. Mijn vragen:

- 1) Hebt u als schepen van preventie deze deelname vooraf goedgekeurd?

2) Hebben medewerkers van de Preventiedienst of van een andere gemeentedienst eraan deelgenomen? Zo ja, deden ze dat tijdens hun werkuren of in privé-tijd?

Ik wil ook wijzen op de opmerkingen van bepaalde leden van het College op sociale netwerken, die de gruweldaden van Hamas op 7 oktober lijken te bagatelliseren.

In deze onrustige tijden is het belangrijk om te wijzen op het belang van cohesie en samenleven, in gedachten houdend dat empathie aan de dag moet worden gelegd ten aanzien van de onschuldige slachtoffers aan beide kanten en dat onze woorden en daden verschrikkelijke gevolgen kunnen hebben voor haatdragende mensen die er een vorm van legitimering en normalisering in zouden kunnen zien van de huidige situatie, waarbij de spanningen kunnen oplopen.

Réponse de Mme BERRAHAL

Je vous remercie pour votre question relative au tournoi sportif organisé par la Maison de Jeunes de Forest et le Service de Prévention.

Premièrement, voici quelques précisions sur les faits concernant les agents de la prévention. Les employés de la prévention en service samedi dernier lors du tournoi de foot ne portaient aucun signe manifestant une quelconque « opinion ». Ils portaient leur veste grise mentionnant le nom « Service de prévention » dans le dos.

Deuxièmement, votre question me permet de revenir sur cet événement. Je félicite vraiment les travailleurs d'avoir organisé cette activité, qui s'inscrit dans une dynamique de cohésion sociale et de prévention, en encourageant la participation citoyenne des jeunes à travers le sport. C'est à travers des événements comme ceux-là qu'on peut promouvoir les valeurs de respect, d'inclusion et de vivre-ensemble.

Dans ce cadre, certains jeunes ont exprimé, de manière spontanée et pacifique, leur solidarité envers une population qu'ils estiment en situation de détresse ou d'injustice (à savoir, les Palestiniens), en arborant des drapeaux ou en portant des couleurs y étant associées. Cette démarche ne relevait pas d'une organisation ou d'un message politique porté par les structures encadrantes, mais bien d'une initiative personnelle de quelques participants.

Les services présents sur le terrain ont veillé à ce que ces expressions symboliques se déroulent dans le calme, sans atteinte à l'ordre public ni propos inappropriés.

Une jeunesse saine est une jeunesse qui cherche à comprendre le monde qui l'entoure. Dans ce cadre, il est donc fondamental de favoriser une posture éducative. Cela consiste non pas à censurer les expressions symboliques, mais à les accompagner, les encadrer et les contextualiser, dans le respect du pluralisme, de la neutralité des institutions et du vivre-ensemble.

Les équipes éducatives continueront à assurer ce rôle avec vigilance, pédagogie et professionnalisme, afin que chaque initiative soit l'occasion de dialogue, de compréhension mutuelle et de consolidation du lien social.

Donc, non, nous ne comptons pas interdire aux participants d'exprimer leurs opinions.

Enfin, je tiens quand même à souligner que si on voit autant de drapeaux palestiniens et qu'on entend autant d'interventions sur la Palestine dans les rues, dans les communes, ou même dans les parlements, c'est qu'il y a une raison. Un génocide est en cours. Et ce n'est pas une opinion politique, c'est un fait.

Sachant cela, on peut choisir d'essayer de faire en sorte, chacun à son échelle, que cela s'arrête, ou on peut choisir, comme vous l'avez visiblement fait, d'essayer d'empêcher ceux qui expriment leur solidarité avec les victimes de ce génocide.

Le silence est en soi une prise de position. Mais imposer le silence aux autres, c'est encore pire.

Vous parlez de « climat délétère, violent et haineux ». Ce n'est pas très clair. Cependant, je tiens

à préciser qu'au Conseil précédent, nous avons réaffirmé notre engagement contre l'antisémitisme, et nous avons voté une motion contre le fascisme. Je vous invite donc à nous communiquer toute manifestation de violence ou de haine dont vous auriez connaissance afin que nous puissions traiter ce sujet avec toute l'importance qu'il faut y porter.

Je passerai la parole au Bourgmestre sur cette question juste après.

Mais s'il vous plaît, arrêtez de vouloir criminaliser les expressions de solidarité avec le peuple palestinien. Ce faisant, vous instrumentalisez une situation dramatique et c'est vous qui divisez les gens. Un génocide est en cours, la moindre des choses est qu'on puisse en parler. Il faut faire bien plus que cela. Donc ne perdons plus de temps à nous diviser.

Réponse de Mr TAHRI :

Étant directement mentionné, je souhaite intervenir brièvement en complément de l'intervention de Madame Berrahal, Échevine de la prévention.

Je tiens à saluer Monsieur De Permentier, qui, par son interpellation, rappelle que nous partageons tous une profonde empathie envers ces victimes innocentes, qui subissent actuellement ce que de plus en plus de spécialistes qualifient de génocide, ou à tout le moins de nettoyage ethnique.

J'apprends avec étonnement qu'il existerait de vives tensions entre communautés au sein de notre commune. Si ces faits se confirment, ils sont d'une gravité extrême et il me paraît essentiel qu'une enquête approfondie soit menée afin de faire toute la lumière. Vous évoquez des incidents fréquents qui alimenteraient un climat délétère, violent et empreint de haine. Pourriez-vous préciser de quels faits s'agit-il ? De tels propos doivent impérativement s'appuyer sur des éléments concrets afin d'éviter de propager peur et insécurité parmi les forestoises et forestois.

Vous mentionnez également que certains tendraient à minimiser les atrocités commises par le Hamas le 7 octobre. Si cela est avéré, compte tenu de la gravité de ces actes, je vous invite avec la plus grande fermeté à le signaler aux autorités judiciaires de notre pays, qui ne peuvent en aucun cas tolérer l'apologie du terrorisme.

Enfin, je souhaite rappeler que nous avons tous une responsabilité commune, que vous avez soulignée, et que notre boussole doit impérativement être le respect du droit. Les droits de l'homme et le droit international ne souffrent d'aucune ambiguïté. Quiconque remet en question ces principes fondamentaux, ainsi que les institutions qui en assurent la protection, se place du mauvais côté de l'Histoire et porte une lourde responsabilité dans l'aggravation des divisions liées au conflit israélo-palestinien.

Réponse de Mr SPAPENS

Il y a, Mr Le Conseiller, un point essentiel sur lequel on se rejoint, c'est l'importance de la cohésion sociale et du vivre ensemble en ces temps troublés et violents. Il s'agit d'un des chantiers les plus importants pour cette majorité.

Je regrette cependant sincèrement que votre question s'inscrive systématiquement dans une tendance de votre groupe à chercher la polémique sur cette question.

La situation à Gaza est abominable. On parle d'un conflit qui dure depuis dix-huit mois, qui a fait plus de 55 000 morts dont 40 % d'enfants, d'une population qui est volontairement affamée, privée de ressources et maintenue sur un blocus même humanitaires.

Le ministre israélien Smotrich a exprimé début mai son espoir de voir Gaza complètement détruite d'ici six mois, les citoyens restant étant tellement désespérés qu'ils quitteront eux-mêmes. Le premier ministre Netanyahu a dit lui-même qu'il n'hésiterai pas à aller jusqu'au bout. De nombreux experts de droit international le rappellent. Ce sont des crimes de guerre. Il n'y a rien de déraisonnable à qualifier cela de génocide. Je paraphraserai les propos de notre ministre des affaires dont je partage totalement les propos à ce sujet : « qu'est-ce qu'il faut encore attendre pour que ces horreurs soient qualifiées de génocide à Gaza ? »

Dans ce contexte, j'ai vraiment du mal que vous vous offusquiez d'un soutien légitime à la Palestine. Je le répète, tant que les événements organisés dans nos structures communales se mobilisent autour des valeurs d'humanité, de solidarité, sans prôner la haine ni l'exclusion, ils ne seront pas problématiques. Les membres du personnel, sur leur temps libre (et pas sur leur temps de travail) ont encore le droit d'avoir des opinions politiques et à témoigner de leur soutien aux Gazaouis. Je n'ai pas vu la même indignation il y a quelques années quand un club de foot, auquel nous tenons tout autant ; avait des drapeaux d'un autre état qui est directement impliqué dans ce conflit. Il n'y a eu aucune réaction de votre part.

Comme j'ai déjà pu le faire, je tiens à dénoncer votre instrumentalisation de la lutte contre l'antisémitisme et c'est la même chose que le premier ministre israélien quand il assimile aujourd'hui le slogan « free Palestine » à « heil Hitler ». Cette comparaison est inacceptable. L'antisémitisme est une lutte beaucoup trop sérieuse pour être instrumentalisée de façon à justifier l'injustifiable.

Soyons clairs, nous ne faisons aucun amalgame entre les Juifs, les Israéliens et le gouvernement d'extrême-droite dirigé par Netanyahu. Aujourd'hui encore, des Juifs ont remis une pétition « pas en leur nom » au premier ministre. Aujourd'hui encore, des Israéliens vivant en Europe ont demandé au premier ministre une intervention par rapport à ce qui se passe. Il faut aussi pouvoir les entendre.

Evidemment que nous déplorons les victimes du 7 octobre, comme nous déplorons les victimes de tous les conflits. Nous condamnons fermement toutes les atrocités commises par le Hamas. Aujourd'hui, de nombreux Juifs, y compris en Israël, condamnent la politique du gouvernement israélien et qualifient ces massacres de politique génocidaires.

En tant que bourgmestre, je suis effectivement responsable de la sécurité publique. Je n'ai jamais été mis au courant d'un incident ou de violence dans notre commune à ce sujet-là. Merci de me préciser ces faits.

Je rappelle, ici, qu'en tant que conseillers communaux, nous sommes tenus de dénoncer les faits de violence. Je m'appliquerai à faire suivre toutes les violences qui pourraient être faites envers une personne quelle que soit sa confession.

Enfin, nous restons convaincus que c'est en favorisant le dialogue, la confiance mutuelle et le respect des droits fondamentaux que nous pourrions apaiser les tensions et construire un véritable vivre ensemble à Forest.

Réplique de Mr PIERRE-DE PERMENTIER :

Merci aux membres du collège pour leurs réponses. Il ne s'agit pas ici d'un débat sur le conflit israélo-palestinien mais d'une problématique locale. Il ne s'agit donc pas de se disperser.

La cohésion sociale c'est, à mon sens, faire du lien entre les différentes communautés à Forest. Je vous aurais franchement soutenus si votre initiative consistait à rassembler des jeunes des deux communautés et à tisser des liens plutôt que d'attiser le conflit.

Le sentiment d'inquiétude est croissant dans la communauté juive, les derniers indicateurs le démontrent et vous le savez, Mr le Bourgmestre, puisque vous êtes membre de la conférence des bourgmestres. Ici même un croix gammée s'est un jour retrouvée sur un bulletin de vote, notre cimetière a déjà été tagué. Donc il y a un relent antisémite à Forest même s'il n'est pas manifeste à l'heure actuelle. Il est latent. On doit donc clairement essayer de déconstruire ces discours-là.

Je voudrais aussi insister, puisque Mr Tahri demandait la base légale, la base du droit, c'est aussi la neutralité du service public.

Antwoord van mevrouw BERRAHAL

Ik dank u voor uw vraag over het sporttoernooi dat werd georganiseerd door het Jeugdhuis van Vorst en de Preventiedienst.

Ten eerste wil ik enkele verduidelijkingen geven over de feiten met betrekking tot de preventiemedewerkers. De preventiemedewerkers die zaterdag tijdens het voetbaltoernooi dienst hadden, droegen geen tekens die op een bepaalde 'mening' wijzen. Ze droegen hun grijze jas met de vermelding 'Preventiedienst' op de rug.

Ten tweede geeft uw vraag mij de gelegenheid om terug te komen op dit evenement. Ik feliciteer de medewerkers van harte met de organisatie van deze activiteit, die past in een dynamiek van sociale cohesie en preventie en die de burgerparticipatie van jongeren via sport aanmoedigt. Via dergelijke evenementen kunnen waarden als respect, inclusie en samenleven worden bevorderd.

In dit kader hebben sommige jongeren op spontane en vreedzame wijze hun solidariteit betuigd met een bevolkingsgroep die zij als noodlijdend of onrechtvaardig behandeld beschouwen (nl. de Palestijnen), door vlaggen te tonen of kleuren te dragen die daarmee worden geassocieerd. Dit was geen initiatief van een organisatie of een politieke boodschap van de begeleidende structuren, maar een persoonlijk initiatief van enkele deelnemers.

De diensten ter plaatse hebben ervoor gezorgd dat deze symbolische uitingen in alle rust verliepen, zonder verstoring van de openbare orde of ongepaste uitlatingen.

Gezonde jongeren zijn jongeren die de wereld om hen heen willen begrijpen. In dit kader is het dan ook van fundamenteel belang om een educatieve houding te bevorderen. Het gaat er niet om symbolische uitingen te censureren, maar om ze te kaderen en in hun context te plaatsen, met respect voor pluralisme, de neutraliteit van de instellingen en het samenleven.

De educatieve teams zullen deze rol met waakzaamheid, pedagogiek en professionaliteit blijven vervullen, zodat elk initiatief een gelegenheid is voor dialoog, wederzijds begrip en versterking van de sociale band.

Dus nee, wij zijn niet van plan om deelnemers te verbieden hun mening te uiten.

Tot slot wil ik toch benadrukken dat als we zoveel Palestijnse vlaggen zien en zoveel interventies over Palestina horen in de straten, in de gemeenten of zelfs in de parlementen, daar een reden voor is. Er is een genocide aan de gang. En dat is geen politieke mening, dat is een feit.

Dan kunnen we ervoor kiezen om, ieder op zijn eigen niveau, te proberen ervoor te zorgen dat dit stopt, of we kunnen ervoor kiezen, zoals u duidelijk hebt gedaan, om te proberen degenen die hun solidariteit betuigen met de slachtoffers van deze genocide, te verhinderen.

Zwijgen is op zich al een standpunt innemen. Maar anderen het zwijgen opleggen is nog erger.

U spreekt van een vijandig, gewelddadig en haatdragend klimaat. Dat is niet erg duidelijk. Ik wil echter benadrukken dat we tijdens de vorige raadsvergadering ons engagement tegen antisemitisme hebben bevestigd en een motie tegen fascisme hebben aangenomen. Ik nodig u dan ook uit om ons elke uiting van geweld of haat waarvan u op de hoogte bent, te melden, zodat we dit onderwerp met de nodige ernst kunnen behandelen.

Ik zal de burgemeester hierover straks het woord geven.

Maar alstublieft, stop met het criminaliseren van uitingen van solidariteit met het Palestijnse volk. Door dat te doen, maakt u misbruik van een dramatische situatie en bent u degene die mensen verdeelt. Er is een genocide gaande, het minste wat we kunnen doen is erover praten. Er moet veel meer gebeuren dan dat. Laten we dus geen tijd meer verspillen met verdeeldheid te zaaien.

Antwoord van de heer TAHRI

Aangezien ik rechtstreeks wordt genoemd, wil ik kort ingaan op de woorden van mevrouw Berrahal, schepen van Preventie.

Ik wil de heer De Permentier bedanken voor zijn interpellatie, waarin hij eraan herinnert dat we allemaal diep medeleven voelen met deze onschuldige slachtoffers, die momenteel het slachtoffer zijn van wat steeds meer deskundigen omschrijven als genocide of op zijn minst etnische zuivering.

Ik verneem tot mijn verbazing dat er hevige spanningen zouden bestaan tussen gemeenschappen binnen onze gemeente. Als deze feiten worden bevestigd, zijn ze uiterst ernstig en lijkt het mij essentieel dat er een grondig onderzoek wordt ingesteld om volledige duidelijkheid te scheppen. U verwijst naar frequente incidenten die een vijandig, gewelddadig en haatdragend klimaat zouden voeden. Kan u preciseren om welke feiten het gaat? Dergelijke uitspraken moeten absoluut worden onderbouwd met concrete elementen, om te voorkomen dat er angst en onveiligheid onder de Vorstenaars wordt gezaaid.

U vermeldt ook dat sommigen de wreedheden die Hamas op 7 oktober heeft begaan, zouden bagatelliseren. Als dat inderdaad zo is, gezien de ernst van deze daden, vraag ik u met klem dit te melden bij de gerechtelijke autoriteiten van ons land, die het verheerlijken van terrorisme in geen geval kunnen tolereren.

Tot slot wil ik eraan herinneren dat we allemaal verantwoordelijkheid hebben, zoals u hebt benadrukt, en dat we ons strikt aan de wet moeten houden. De mensenrechten en het internationaal recht zijn ondubbelzinnig. Wie deze fundamentele beginselen en de instellingen die ze beschermen in twijfel trekt, plaatst zich aan de verkeerde kant van de geschiedenis en draagt een zware verantwoordelijkheid in de verergering van de verdeeldheid in verband met het Israëliësch-Palestijnse conflict.

Antwoord van de heer SPAPENS

Er is, mijnheer het raadslid, één essentieel punt waarover we het eens zijn, nl. het belang van sociale cohesie en samenleven in deze turbulente en gewelddadige tijden. Dit is een van de belangrijkste speerpunten van deze meerderheid.

Ik betreur echter oprecht dat uw vraag systematisch past in een tendens van uw fractie om op dit punt polemieken te zoeken.

De situatie in Gaza is verschrikkelijk. We hebben het over een conflict dat al achttien maanden duurt en meer dan 55.000 doden heeft geëist, waarvan 40 % kinderen, over een volk dat opzettelijk wordt uitgehongerd, van middelen wordt beroofd en zelfs voor humanitaire hulp wordt geblokkeerd.

De Israëliësch minister Smotrich sprak begin mei de hoop uit dat Gaza binnen zes maanden volledig verwoest zou zijn, zodat de overgebleven burgers zo wanhopig zouden zijn dat ze zelf vertrekken. Premier Netanyahu heeft gezegd dat hij niet zal aarzelen om tot het uiterste te gaan. Talrijke deskundigen op het vlak van internationaal recht wijzen hierop. Dit zijn oorlogsmisdaden. Het is niet onredelijk om dit als genocide te bestempelen. Ik parafraseer de woorden van onze minister, met wie ik het volledig eens ben: "Hoe lang moeten we nog wachten voordat deze gruweldaden in Gaza als genocide worden bestempeld?"

In deze context vind ik het echt moeilijk dat u aanstoot neemt aan legitieme steun aan Palestina. Ik herhaal: zolang de evenementen die in onze gemeentelijke structuren worden georganiseerd, draaien om waarden als menselijkheid en solidariteit, zonder haat of uitsluiting te propageren, zijn ze niet problematisch. De personeelsleden hebben in hun vrije tijd (niet tijdens hun werk) nog steeds het recht om politieke meningen te hebben en hun steun te betuigen aan de inwoners van Gaza. Ik heb een paar jaar geleden niet dezelfde verontwaardiging gezien toen een voetbalclub, die ons even na aan het hart ligt, vlaggen had van een andere staat die rechtstreeks bij dit conflict betrokken is. Er kwam geen enkele reactie van uwentwege.

Zoals ik al eerder heb gedaan, wil ik uw instrumentalisering van de strijd tegen antisemitisme aan de kaak stellen. Het is hetzelfde als wat de Israëliësch premier doet als hij vandaag de slogan "Free Palestine" gelijkstelt aan "Heil Hitler". Deze vergelijking is onaanvaardbaar. Antisemitisme is een veel te ernstige strijd om te worden geïnstrumentaliseerd om het onrechtvaardige te rechtvaardigen.

Laten we duidelijk zijn: we maken geen amalgaam van Joden, Israëliërs en de extreemrechtse regering onder leiding van Netanyahu. Vandaag nog hebben Joden een petitie "niet in hun naam" aan de premier overhandigd. Vandaag nog hebben Israëliërs die in Europa wonen, de premier gevraagd om in te grijpen in verband met wat er gebeurt. We moeten ook naar hen kunnen luisteren.

Uiteraard betreuren we de slachtoffers van 7 oktober, net zoals we de slachtoffers van alle conflicten betreuren. Wij veroordelen ten stelligste alle wreedheden begaan door Hamas. Veel joden, ook in Israël, veroordelen het beleid van de Israëlische regering en bestempelen deze bloedbaden als genocidaal beleid.

Als burgemeester ben ik verantwoordelijk voor de openbare veiligheid. Ik ben nooit op de hoogte gebracht van een incident of geweld in onze gemeente in verband met dit onderwerp. Ik dank u voor het vermelden van deze feiten.

Ik herinner eraan dat wij als gemeenteraadsleden verplicht zijn om gewelddadigheden aan te geven. Ik zal ervoor zorgen dat alle gewelddadigheden tegen personen, ongeacht hun geloofsovertuiging, worden opgevolgd.

Ten slotte blijven we ervan overtuigd dat we door het bevorderen van dialoog, wederzijds vertrouwen en respect voor de basisrechten de spanningen kunnen verminderen en een echte samenleving in Vorst kunnen opbouwen.

Repliek van de heer PIERRE-DE PERMENTIER

Bedankt aan de leden van het College voor hun antwoorden. Het gaat hier niet om een debat over het Israëlisch-Palestijnse conflict, maar om een lokale problematiek. We moeten ons dus niet laten afleiden.

Sociale cohesie betekent volgens mij een band smeden tussen de verschillende gemeenschappen in Vorst. Ik zou u van harte hebben gesteund als uw initiatief erin bestond jongeren uit beide gemeenschappen samen te brengen en banden te smeden, in plaats van het conflict aan te wakkeren.

Het gevoel van onrust neemt toe in de joodse gemeenschap, zoals blijkt uit de laatste indicatoren, en dat weet u, burgemeester, aangezien u lid bent van de Conferentie van Burgemeesters. Hier is zelfs ooit een hakenkruis op een stembiljet aangetroffen en onze begraafplaats is al beklad. Er is dus sluimerend antisemitisme in Vorst, ook al is dat op dit moment niet duidelijk zichtbaar. Het is latent aanwezig. We moeten dus duidelijk proberen om dit soort discours te ontkrachten.

Ik wil ook benadrukken, aangezien de heer Tahri naar de wettelijke basis vroeg, dat de basis van het recht ook de neutraliteit van de openbare dienst is.

1 annexe / 1 bijlage

Levée de la séance à 22:05
Opheffing van de zitting om 22:05

Par le Collège :
La Secrétaire communale,
Vanwege het College :
De Gemeentesecretaris,

La Présidente,
De Voorzitster,

Hilde De Visscher

Nadia El Yousfi